

# RAPPORT D'ANALYSE DE DONNÉES

## CAS DE DISCRIMINATIONS COLLECTÉS PAR LES PÔLES DE L'OBSERVATOIRE POUR LA DÉFENSE DU DROIT À LA DIFFÉRENCE

Janvier - Mars 2023







Cette étude a été réalisée dans le cadre du projet Observatoire pour la défense du droit à la différence en Tunisie (O3DT).

L'Observatoire pour la défense du droit à la Différence, lancé en 2018 par L'Association pour la promotion du Droit à la Différence (ADD), est un espace de coordination entre groupes discriminés, acteurs publics et société civile pour repenser et traiter des injustices criantes en mettant en place des réformes structurelles. En ce sens, l'Observatoire assume un rôle de veille, de sensibilisation auprès des autorités et du grand public sur les inégalités exercées sur les minorités. La formation d'un réseau d'influence relatif à un projet de loi en faveur de la protection des minorités et le renforcement des capacités des parties prenantes pour un meilleur engagement dans le projet sont aussi planifiés.



# OBSERVATOIRE

pour la Défense du Droit  
à la Différence en Tunisie

## **INTRODUCTION**

### **CONTEXTE**

- I. ANALYSE DES DONNÉES DE DISCRIMINATION BASÉE SUR LE GENRE
- II. ANALYSE DES DONNÉES DE DISCRIMINATION BASÉES SUR LA RÉGION ET/OU L'ETHNIE
- III. ANALYSE DES DONNÉES DE DISCRIMINATION RACIALE ET/OU BASÉE SUR LA NATIONALITÉ
- IV. ANALYSE DES DONNÉES DE DISCRIMINATION BASÉE SUR LE HANDICAP
- V. ANALYSE DES DONNÉES DE DISCRIMINATION BASÉE SUR (OSIEGCS)
- VI. ANALYSE DES DONNÉES DE DISCRIMINATION "AUTRE"
- VII. ANALYSE DES DONNÉES DE DISCRIMINATION HAINEUSES SUR LES RÉSEAUX SOCIAUX

### **Bilan**

### **Recommandations**

## INTRODUCTION

En mai 2020, a été publié le premier rapport d'analyse des données sur les cas de discrimination collectées entre janvier et décembre 2019 par le réseau des Points Anti-Discrimination (PAD)<sup>1</sup>. En mars 2021, a été publié le deuxième rapport d'analyse des données sur les cas de discrimination collectées entre janvier et décembre 2020 par le réseau des PAD<sup>2</sup>, qui s'est associé, en juillet 2020, au réseau de l'Observatoire de Défense du Droit à la Différence (l'O3DT), dans le cadre du projet All4All. En juillet 2021, a été publié le troisième rapport d'analyse des données sur les cas de discrimination collectées entre juillet 2020 et juin 2021 par les Pôles de l'O3DT<sup>3</sup>. En septembre 2022, a été publié le quatrième rapport d'analyse des données sur les cas de discrimination collectées entre juillet 2020 et juin 2022 par les Pôles de l'O3DT. En octobre 2022, a été publié le 5ème rapport d'analyse des données sur les cas de discrimination collectées entre juillet 2022 et septembre 2022 par les Pôles de l'O3DT. En Janvier 2023, a été publié le 6ème rapport d'analyse de données sur les cas de discrimination collectées entre octobre 2022 et décembre 2023. Ce rapport constitue le 7ème rapport en son genre, couvrant la période allant de janvier 2023 à mars 2023. L'observatoire comprend 98 ONG couvrant tout le territoire tunisien, qui sont réparties en 6 pôles suivant le découpage territorial :

**Pôle nord-est : Bizerte-Tunis-Ariana-Mannouba-Ben Arous-Zaghouan-Nabeul**

**Pôle nord-ouest : Béja-Jendouba-Kef-Siliana**

**Pôle centre-est : Sousse-Monastir-Mahdia-Sfax**

**Pôle centre-ouest : Kairouan-Kasserine-Sidi Bouzid**

**Pôle sud-est : Gabès-Médenine-Tataouine**

**Pôle sud-ouest : Gafsa-Tozeur-Kébili**

---

1 Rapport d'analyse des données sur les cas de discrimination récoltés par les Points Anti Discrimination, Dr Mohamed Amine Jelassi, Mai 2020. A consulter ici : <https://minorityrights.org/wp-content/uploads/2020/05/MRG-.pdf>

2 Rapport d'analyse des données sur les cas de discrimination récoltés par les PAD et l'O3DT, Insaf Bouhafs, Mars 2021. À consulter ici <https://minorityrights.org/wp-content/uploads/2021/03/REPORT-MRG-Final-5.0.pdf>

3 À consulter ici : <https://o3dt.org/wp-content/uploads/2022/01/rapport-a4-.pdf>

## CONTEXTE

De Janvier à Mars 12 ,2023 documentalistes faisant partie des associations composantes du réseau O3DT ont documenté 273 cas de discrimination touchant 8 groupes cibles : les personnes discriminées sur la base de leur couleur de peau et/ou nationalité (75 cas), sur la base de leur OSIEGCS (44 cas), sur la base de leur genre (33 cas), sur la base de leur ethnie et/ou région (9 cas), sur la base du port d'un handicap (25 cas), dans le cas de publications haineuses/discriminantes sur les réseaux sociaux (71 cas) et d'autres types de situations (6 cas) incluant la liberté d'expression, la liberté de conscience, l'état civil, les libertés individuelles, etc.

Il est à noter que certaines discriminations peuvent être difficiles à classer selon cette catégorisation. Il existe ainsi une confusion entre les discriminations basées sur le genre et celles basées sur l'OSIEGSC. La discrimination basée sur le genre non normatif est parfois placée dans la section OSIEGSC et parfois dans la section genre.

Cette confusion s'inscrit dans un débat plus large et implique des questions théoriques car la classification OSIEGCS implique les personnes transgenre, c'est-à-dire les personnes discriminées sur la base d'un genre non normatif. Or la section genre ici présentée a été définie pour des individus au genre normatif. Il serait intéressant de discuter de cette question et d'y inclure notamment une réflexion féministe.

Ce rapport présente une nouveauté en incluant désormais les discriminations/discours haineux sur les réseaux sociaux qui prennent une ampleur importante et sont de plus en plus dénoncées. Ces publications, messages et commentaires haineux sur les réseaux sociaux se basent généralement sur le genre, la race, la nationalité et portent souvent atteinte aux libertés individuelles et à la liberté d'expression. La démarche des documentalistes prend alors une forme différente, car elle implique une initiative pour joindre la personne concernée. De plus, ces publications visent régulièrement des communautés de personnes (sur la base de leur genre, leur nationalité ou leur couleur de peau). Le dépôt de plainte ou le signalement doit donc être fait du côté associatif.

De nouveaux éléments ont aussi été apportés sur questions posées pendant l'entretien aux répondant-es. Il leur est par exemple demandé si ils ou elles souhaitent que l'affaire soit médiatisée ou encore que O3DT porte l'affaire en justice au nom (anonyme) de la victime. En ce qui concerne les éventuelles prises en charge, O3DT s'organise avec les associations du réseau. Par exemple, pour assurer la prise en charge juridique/légale, les répondant-es sont pris-es



en charge par ASF. Ils et elles sont également orienté·es vers d'autres associations du réseau (ATFD, Damj, ATP+, etc.) pour tout type de prise en charge comme l'aide sociale, psychologique, médicale, etc.

L'O3DT est également très vigilant sur la manière dont les documentalistes rapportent et collectent les témoignages. Il est essentiel que les documentalistes aient conscience de ce qui constitue une discrimination et comment elles peuvent être vécues par les personnes qui en sont victimes, surtout quand les documentalistes ne sont pas eux-même concerné·es par ce type de discrimination. Ils et elles doivent aussi comprendre ce qu'impliquent les violations de droits humains, aussi bien civils et politiques qu'économiques, sociaux et culturels. L'intersection des discriminations est également un concept essentiel.

Deux cas de figure se présentent aux documentalistes : le plus courant est la prise d'une charge de personnes victimes qui se présentent d'elles-mêmes pour raconter leurs témoignages. Dans d'autres cas, la prise de contact se fait par le ou la documentaliste dans le cadre de son travail de veille.

Il est important de se préparer pour les différentes phases d'entretien : avant, pendant et après. Le ou la documentaliste doit tenir compte des discriminations vécues par la victime. Avant l'entretien, il est nécessaire de préparer le choix du lieu et l'heure de la rencontre, si celle-ci se fait en présentiel. Par exemple, il est important de tenir compte des conditions d'accessibilité pour une personne en fauteuil roulant. Le ou la documentaliste doit aussi tenir compte du cadre et respecter la confidentialité qu'exige ce type de témoignage. Il est important d'également anticiper l'éventuel besoin d'interprétation, que ce soit en langue étrangère ou en langue des signes. Enfin, si la personne est mineure, il faut privilégier un entretien avec ses tuteur·trices (sauf si la situation représente un danger pour la victime).

Les entretiens prennent en moyenne 20 minutes. Le ou la documentaliste doivent se présenter et mettre le ou la répondant·e en confiance, surtout dans le cas où ce·tte dernier·e n'a pas contacté l'association de son propre chef·fe. Le ou la documentaliste doit trouver un équilibre entre respecter l'enchaînement des questions, noter les réponses et avoir une attitude ouverte, à l'écoute d'une histoire.

Les éléments documentés concernant chaque groupe sont les suivants :

- **Genre**
- **Discrimination signalée**
- **Intersection de la discrimination signalée avec d'autres discriminations**

- **Région**
- **Âge**
- **Auteur.e/ lieu de la discrimination**
- **Nature/ répercussion de la discrimination**
- **Précédents similaires à la discrimination signalée**
- **Continuité de la discrimination signalée**
- **Existence de témoins**
- **Entités auxquelles le cas de discrimination a été signalé**
- **Plainte/ procédures judiciaires initiées**
- **Services offerts à la victime de discrimination**
- **Volonté que l'O3DT porte l'affaire en justice pour la victime**
- **Volonté de médiatiser l'affaire**
- **Mois auquel la discrimination a été signalée**

Les documentalistes doivent porter une attention particulière à la volonté de la victime. Dans le cas où cette dernière pourrait subir des pressions ou des violences pour avoir contacté une ONG, il est possible de déterminer une personne de confiance à contacter pour éviter d'exposer encore plus la victime.

Après l'entretien, le ou la documentaliste encode les informations récoltées en commençant par les éléments de référence (qui permettent de faciliter le suivi des dossiers entre les différentes organisations du réseau) avant d'entrer les différentes informations selon la classification de l'O3DT.



# **I. Analyse des données de discrimination basée sur le genre**

33 cas de discrimination exercée sur la base de l'identité de genre ont été documentés par les pôles de l'Observatoire pour la défense du droit à la Différence entre janvier et mars 2023.

Comme mentionné dans l'introduction, certaines discriminations basées sur le genre constituent également des violences sur la base de l'orientation sexuelle, l'identité et l'expression de genre, les caractéristiques sexuelles et vice-versa.

## Genre

La répartition selon le genre de la personne, mentionné ou supposé, est comme suit :

Valeur	Fréquence	Pourcentage
Femme امرأة	29	87.88
Homme رجل	2	06.06
Queer كوير	1	03.03
Intersex ثنائية الجنس	1	03.03

## Intersection des discriminations

Parmi les 33 cas de discrimination basée sur le genre rapportés, plus d'un cinquième des répondant.e.s (8 personnes) ont également été victimes d'une seconde discrimination : discrimination basée sur l'orientation sexuelle (4 cas), discrimination basée sur la race (2 cas) et discrimination basée sur l'appartenance à une ethnie (2 cas) .

Deux des quatre cas de discrimination basée sur l'orientation sexuelle ont été commis par un membre de la famille dans l'espace privé et dans l'espace public. Le troisième cas de discrimination basée sur le genre en intersection avec l'orientation sexuelle a été victime de violence verbale et physique accompagnées de menaces de la part d'un employé de son université, tandis que le quatrième cas a été victime de harcèlement et d'outing par ses camarades de l'Université.

Valeur	Fréquence	Pourcentage
Orientation sexuelle المييل الجنسي	4	12.12
Race العرق	2	06.06
Ethnie الانتماء الاثني	2	06.06

## Âge

La moyenne d'âge est de 32.4 ans. L'âge des victimes va de 9 à 75 ans. Deux des cas recensés concernent des mineures (respectivement âgées de 9 et 10 ans).

## Répartition par région

Plus de la moitié des cas rapportés concernent la région du Sud-Est (Tataouine, Médenine et Gabés) avec 17 cas. Le Nord-Est (grand Tunis) représente près du cinquième des cas rapportés avec 7. Nous avons par la suite 4 cas au Centre-Est (Sfax) et 4 cas au Nord-Ouest (Le Kef, Siliana et Béja). Au Centre-Ouest (Kasserine) un seul cas a été rapporté. La répartition des régions dans lesquelles les signalements ont été faits est comme suit :

Valeur	Fréquence	Pourcentage
Sud Est الجنوب الشرقي	17	51.52
Nord Est الشمال الشرقي	7	21.21
Centre Est الوسط الشرقي	4	12.12
Nord Ouest الشمال الغربي	4	12.12
Centre Ouest الوسط الغربي	1	03.03

## Auteur de la discrimination

Un tiers (11 cas) des discriminations recensées ont été commises par un membre de la famille et près d'un tiers (9 cas) par des institutions publiques. Les autres auteurs des discriminations de genre recensés durant le premier trimestre de 2023 sont des individus (3 cas), des partenaires/ex-partenaires (3 cas), des employeurs (3 cas), des chauffeurs de taxi (2 cas) et un agent de police (1 cas).

Lorsque nous croisons les données des auteurs de la discrimination et le lieu de la discrimination, les deux combinaisons les plus récurrentes sont des discriminations commises par la famille dans un espace privé (13 cas au total dont 3 cas de violence conjugale) et des discriminations commises par une institution publique dans un lieu public (9 cas au total dont 1 cas de discrimination commis par le chauffeur de bus dans les transports publics, 1 cas commis dans un hôpital et 1 cas commis dans une université).

Le croisement des données des autres discriminations de genre recensées sont réparties comme suit : 3 cas de discriminations ont été commis par l'employeur sur le lieu de travail (deux personnes ont été licenciées en raison de leur statut de femme et une autre a vécu un harcèlement sexuel et une tentative de viol). 3 autres cas ont été commis dans un lieu public par des individus et un agent de la police, 2 cas commis par un chauffeur de taxi dans les transports publics ou un lieu public, 1 cas commis par un propriétaire dans un lieu privé, 1 cas commis par des individus au sein de l'Université et 1 cas commis par un membre de la famille dans un café.

Valeur	Fréquence	Pourcentage
Famille العائلة	11	33.33
Institution publique مؤسسة عمومية	9	27.27
Partenaire/ ex شريك / شريك سابق	4	12.12
Individu(s) شخص / أفراد	3	09.09
Employeur.e /المشغل	3	09.09
Taxi سائق سيارة أجرة	2	06.06
Agents de police ضباط الشرطة	1	03.03
Propriétaire مالك المنزل	1	03.03
Camarades à l'université	1	03.03

## Lieu de la discrimination

Valeur	Fréquence	Pourcentage
Dans un lieu privé في مكان خاص	15	45.45
Dans un lieu public في مكان عام	10	30.3
Au travail في مكان العمل	2	06.06
Dans un lieu scolaire/universitaire في مدرسة / جامعة	2	06.06
Transport public النقل العام	1	03.03
Bar/café/resto بار / مقهى / مطعم	1	03.03
Hôpital مستشفى	1	03.03
Centre Culturel Universitaire de Gabés - المركب الثقافي الجامعي بقابس	1	03.03
À la maison	1	03.03
Dans un taxi	1	03.03

## Nature, répercussion de la discrimination

Parmi les personnes interrogées, plus des trois quarts soit 25) % 75.76 cas sur 33) rapportent avoir vécu une violence verbale. La violence psychologique, quant à elle, concerne près de la moitié des cas recensés à hauteur de %48.48, soit 16 cas sur 33.

Vient ensuite la violence physique qui concerne près du tiers des cas recensés soit 10 répondant.e.s. sur 33.

Par ailleurs, les violences sexuelles concernent près du tiers des cas répertoriés, soit 9 personnes sur 33, ayant toutes subi du harcèlement sexuel et dont 2 personnes ont été victimes de viol (une première victime de viol conjugal et une deuxième chassée de la maison par sa famille suite à sa grossesse) et deux autres personnes victimes de tentative viol.

La violence économique concerne 5 cas recensés dont deux cas de licenciement abusif relatif au statut de femme

des victimes, 1 cas de non-accès à l'héritage et 1 cas de retrait de la carte de soins gratuite et de l'aide aux personnes en situation de précarité.

Les violences relatives aux droits OSIGCS concernent 4 des répondant.e.s et se présentent comme suit : Les menaces de manière systématique (dans les 4 cas), l'outing et/ou la menace d'outing dans 3 des cas, le harcèlement, l'expulsion de la maison familiale dans 2 des cas.

Valeur	Fréquence	Pourcentage
Verbale إساءة لفظية	25	75,76
Psychologique عنف نفسي	16	48,48
Physique عنف جسدي	10	30,30
Harcèlement sexuel تحرش جنسي	9	27,27
Harcèlement هرسة	6	18,18
Economique عنف إقتصادي	3	9,09
Menace تهديد	4	12,12
Chassé.e de la maison طرد من المنزل	3	9,09
Outing كشف الكويرية	2	6,06
Tentative de viol محاولة إغتصاب	2	6,06
Chantage ابتزاز	1	3,03
Licenciement طرد من العمل	2	6,06
Viol إغتصاب	2	6,06
Menace de outing تهديد بالإفصاح عن الكويرية	1	3,03



## Antécédents et continuité de la discrimination

Plus de la moitié des personnes interrogées (17 personnes sur 33) estiment avoir vécu de précédentes discriminations basées sur le genre. Pour 54.55 % des répondant.e.s, la discrimination est continue dans le temps, ce qui souligne le caractère systématique des discriminations basées sur le genre.

## Témoins

18 répondant.e.s (54.54 %) affirment que des témoins étaient présent.e.s au moment où ils et elles ont vécu la discrimination. 7 sur 18 de ces répondant.e.s considèrent que les témoins seraient prêt.e.s à témoigner.

## Suivi des cas de discrimination

Les répondant-es ont rapporté leurs cas de discrimination aux entités suivantes : 16 auprès de l'O3DT, 7 auprès d'une ONG, 4 auprès d'un.e avocat.e, 3 auprès d'un poste de police et 3 auprès d'une autre entité.

Valeur	Fréquence	Pourcentage
O3DT	16	48.48
ONG	7	21.21
Avocat.e	4	12.12
Police	3	9.09
Autre service	3	9.09

## Suivi sur le plan judiciaire

Sur les 33 cas recensés, 6 personnes ont déjà porté plainte et 6 autres ont exprimé le souhait de le faire par la suite. 5 répondant.e.s sont d'accord pour que l'O3DT (ou une autre structure) entame une procédure judiciaire concernant leurs cas respectifs.

2 personnes envisagent de demander l'asile.

## Services offerts

Les services offerts par les associations et institutions concernées sont répartis comme suit : 24 services d'écoute, 17

services de suivi psychologique, 10 consultations juridiques, 2 services d'assistance judiciaire, 2 services d'assistance sociale, 2 services de refuge, 1 aide médicale, 1 intervention digitale et 1 orientation vers un autre service.

.NB : 21 personnes ont bénéficié de plus d'un seul service et 6 répondant.e.s n'ont bénéficié d'aucun service.

Médiatisation de l'affaire

Plus des trois quarts des personnes interrogées (soit 25 personnes) acceptent l'éventualité que leur affaire soit médiatisée sans que leur nom ne soit mentionné.

A close-up photograph of a group of young children, likely from a developing region. They are looking directly at the camera with serious, somewhat somber expressions. The children are dressed in simple, everyday clothing, including hooded jackets and head coverings. The lighting is natural, highlighting their faces and the textures of their clothes. The overall mood is one of concern or hardship.

## **II. Analyse des données de discrimination basée sur l'ethnie et/o**

9 cas de discrimination basée sur l'ethnie et/ou le régionalisme ont été signalés aux différents pôles de l'Observatoire de Défense du droit à la Différence entre janvier et mars 2023.

7 concernent des discriminations régionalistes et 2 concernent des discriminations ethniques.

## Genre

Sur les 9 cas collectés, la répartition selon le genre de la personne, mentionné ou supposé, est comme suit :

Valeur	Fréquence	Pourcentage
Femme امرأة	5	55.55
Homme رجل	3	33.33
Queer كوير	1	11.11

## Intersection des discriminations

Trois répondant.e.s ont subi des discriminations basées sur le régionalisme ou l'ethnie en intersection avec la langue ; un maître d'école originaire de Sfax s'est retrouvé harcelé et moqué par ses collègues pour son dialecte/accent, une stagiaire a été moquée par ses collègues et son patron pour son dialecte/accent; et une femme a été harcelée et persécutée, elle a également subi de la violence verbale et psychologique dans l'espace public par des individus, et ce, pour son emploi de la langue Amazigh.

Une répondante a, quant à elle, vécu une discrimination basée sur le régionalisme en croisement avec une discrimination raciale : elle a été confondue avec une subsaharienne par un agent de la police, et a alors été interrogée avec insistance sur sa région (Gabès). La répondante s'est sentie harcelée à la suite de ce contrôle d'identité.

Valeur	Fréquence	Pourcentage
Langue اللغة	3	33.33
Race العرق	2	22.22
Ethnie الانتماء الاثني	1	11.11
Expression de genre	1	11.11
Religion الدين	1	11.11

## Âge

La moyenne d'âge des cas recensés est de 27.55 ans. L'âge des victimes varie entre 20 et 45 ans. Aucun cas concernant un.e mineur.e n'a été rapporté.

## Répartition par région

4 des 9 cas recensés concernent des personnes ayant vécu une discrimination dans le Nord-Est (Ariana et Tunis), tandis que 3 autres personnes ont été discriminées dans le Centre-Est (Sfax et Mahdia). Un seul cas a été rapporté dans le Nord-Ouest (Béja) et un seul cas au Sud-Est (Tataouine).

Valeur	Fréquence	Pourcentage
Nord Est الشمال الشرقي	4	44.44
Centre Est الوسط الشرقي	3	33.33
Nord Ouest الشمال الغربي	1	11.11
Sud Est الجنوب الشرقي	1	11.11

## Auteur de la discrimination

Parmi les discriminations recensées, 4 ont été commises par des agents de police (dont 3 qui se sont déroulées dans un lieu public et une qui s'est déroulée dans un poste de police).

Le croisement de données entre l'auteur et le lieu de la discrimination nous indique que %20 des cas rapportés concernent une discrimination qui s'est déroulée sur le lieu de travail du/de la répondant.e et dont les auteurs sont les collègues de travail (ainsi que l'employeur dans l'un des cas), et ce, en raison de leurs accents respectifs.

Une personne originaire de Tataouine explique avoir subi des discriminations de la part de son voisinage et de l'épicier du quartier depuis qu'elle a emménagé avec son époux à Béja. Une autre personne de Tataouine subit la violence verbale et le harcèlement dans l'espace public de la part d'individus en raison de son emploi de la langue Amazigh.

Valeur	Fréquence	Pourcentage
Agents de police ضباط الشرطة	4	44.44
Individu(s) شخص / أفراد	2	22.22
Collègues de travail زملاء العمل	2	22.22
Voisinage الجيران	1	11.11
Employeur.e المشغل/ة	1	11.11
Institution publique مؤسسة عمومية	1	11.11

## Lieu de la discrimination

Valeur	Fréquence	Pourcentage
Dans un lieu public في مكان عام	6	66.66
Au travail في مكان العمل	2	22.22
Dans un poste de police في مركز شرطة	1	11.11
Transport public النقل العام	1	11.11

## Nature, répercussion de la discrimination

Parmi les personnes interrogées, %88.88 affirment avoir subi de la violence verbale, %55.55 affirment avoir subi de la violence psychologique et %44.44 affirment avoir subi de l'harcèlement.

La violence économique quant à elle a été indiquée dans près d'un cinquième des cas, soit 2 cas sur 9.

La persécution et la menace ont été signalées à une reprise chacune.

Valeur	Fréquence	Pourcentage
Verbale إساءة لفظية	8	88.88
Psychologique عنف نفسي	5	55.55
Harcèlement هرسلة	4	44.44
Economique عنف إقتصادي	2	22.22
Persécution اضطهاد	1	11.11
Menace تهديد	1	11.11

## Antécédents et continuité de la discrimination

%77.77 des personnes interrogées (7 personnes sur 9) estiment avoir vécu de précédentes discriminations basées sur le bethnie et/ou le régionalisme. Pour 77.77 % des répondant.e.s, la discrimination est continue dans le temps, ce qui souligne le caractère systématique des discriminations basées sur le bethnie et/ou le régionalisme.

## Témoins

5 répondant.e. sur 9 assurent que des témoins étaient présent.e.s au moment où ils et elles ont vécu une discrimination, dont un.e seul.e qui serait prêt.e à témoigner.

## Suivi des cas de discrimination

Les répondant.e.s ont rapporté leurs cas de discrimination aux entités suivantes : 5 auprès de l'O3DT, 2 auprès d'une autre entité, 1 auprès d'une ONG et 1 auprès d'un.e avocat.e.

Aucun cas n'a été rapporté à une structure publique.

Valeur	Fréquence	Pourcentage
O3DT	5	55,56
Autre	2	22,22
ONG	1	11,11
Avocat.e	1	11,11

### Suivi sur le plan judiciaire

Sur les 9 cas recensés, aucune personne n'a porté plainte pour la discrimination subie et seules deux d'entre elles ont exprimé le souhait de le faire ultérieurement. Un.e seul.e répondant.e.s est d'accord pour que l'O3DT (ou une autre structure) entame une procédure judiciaire concernant son cas.

Une seule personne envisage de demander l'asile.

### Services offerts

Les services offerts par les associations et institutions concernées sont répartis comme suit : 8 services d'écoute, 2 consultations juridiques, 1 service de suivi psychologique et 1 autre service.

.NB : 4 personnes ont bénéficié de deux services et 1 répondant.e n'a bénéficié d'aucun service.

### Médiatisation de l'affaire

Plus de la moitié des répondant.e.s (soit 5 personnes sur 9) acceptent l'éventualité que leur affaire soit médiatisée sans que leur nom soit mentionné.



A painting depicting three men on a boat in a turbulent, stormy sea. The men are wearing life jackets and appear to be struggling against the waves. The sky is dark and filled with heavy, swirling clouds, suggesting a severe weather system. The overall mood is one of peril and hardship.

**III. Analyse des données de discrimination basée sur la race/nationalité**

75 cas de discrimination basée sur la race et/ou la nationalité ont été signalés aux différents pôles de l'Observatoire de Défense du droit à la Différence entre janvier et mars 2023.

58 concernent des discriminations basées sur la race et la nationalité, 13 concernent des discriminations racistes, 4 concernent des discriminations basées sur la nationalité.

Ici, la discrimination basée sur la race concerne les personnes noires tunisiennes et subsahariennes. La discrimination basée sur la race est une violence subie en raison de la couleur de peau des individus.

La discrimination basée sur la nationalité se rapporte à une violence exprimée en raison du pays dont la victime est ressortissante.

NB : Les 75 cas de discriminations recensés ne concernent pas uniquement des individus mais également des groupes de personnes.

## Genre

Sur les 75 cas collectés, la répartition selon le genre de la personne, mentionné ou supposé, est comme suit :

Valeur	Fréquence	Pourcentage
Homme رجل	46	61,33
Femme امرأة	25	33,33
Inconnu	2	2,67
Famille	1	1,33
Autre	1	1,33

## Intersection des discriminations

6 personnes discriminées rapportent avoir vécu une discrimination en intersection avec la langue; 3 avec l'identité de genre, 2 avec l'orientation sexuelle, 2 en tant que personnes vivant avec le VIH, 2 avec la religion et 1 avec l'ethnie.

Valeur	Fréquence	Pourcentage
Langue اللغة	6	8
Identité de genre الهوية الجندرية	3	4
Orientation sexuelle الميل الجنسي	2	2.67
PVVIH التعايش مع فيروس نقص المناعة البشرية	2	2.67
Religion الدين	2	2.67
Ethnie الانتماء الاثني	1	1.33

## Âge

La moyenne d'âge des cas recensés est de 29.42 ans. L'âge des victimes varie entre 16 et 50 ans. 1 cas concernant un mineur (16 ans) a été rapporté.

NB : L'âge n'était pas indiqué pour 3 des cas recensés

## Répartition par région

Plus de la moitié des cas recensés (39 sur 76, soit %52) concernent des personnes ayant vécu une discrimination dans le Nord-Est (Tunis avec 21 cas, Ariana avec 17 cas et Ben Arous avec 1 cas), tandis que 16 autres personnes ont été discriminées dans le Sud-Est (Gabés avec 8 cas et Médenine avec 8 cas).

Au Centre-Est, 13 cas ont été enregistrés (12 à Sfax et 1 à Sousse).

Au Nord-Ouest, 7 cas ont été recensés (3 au Kef, 2 à Siliana, 1 à Béja et 1 à Jandouba).

Valeur	Fréquence	Pourcentage
Nord Est الشمال الشرقي	39	52,00
Sud Est الجنوب الشرقي	16	21,33
Centre Est الوسط الشرقي	13	17,33
Nord Ouest الشمال الغربي	7	9,33

## Auteur de la discrimination

Plus du quart des discriminations basées sur la race et/ou la nationalité recensées par l'O3DT ont été commises dans le cadre du travail. En effet, 21 cas (soit %28) ont été commis par l'employeur.e, généralement sur le lieu du travail. Dans la majorité des cas, il s'agit d'un licenciement abusif et dans certains cas, les victimes déplorent des conditions de travail indécentes.

A proportion égale, 21 répondant.e.s rapportent avoir subi des discriminations de la part d'individus dans des lieux publics ou privés.

Les discriminations commises par les propriétaires représentent, quant à elles, %22.67 (soit 17 cas sur 75 des discriminations recensées). Elles se traduisent par des expulsions, menaces d'expulsion ainsi que des agressions. Le voisinage a été mentionné comme auteur dans 7 des cas recensés et dont 4 cas qui impliquent également le/la propriétaire comme auteur.e de la violence.

Les agents de police représentent %16 des auteurs de discriminations recensées, soit un total de 12 cas. 11 de ces discriminations concernent des personnes subsahariennes qui se voient subir des contrôles abusifs et des arrestations non justifiées, de la violence verbale et physique et qui sont également maintenues en détention dans le centre d'El Ouardia dans des conditions déplorables. Les agents de la police ont par ailleurs agressé verbalement un citoyen tunisien en le confondant avec un subsaharien à cause de sa couleur de peau. Les discriminations commises par la police se déroulent essentiellement dans les postes de police et les lieux de privation de liberté ainsi que dans les espaces publics.

Le personnel de santé a été mentionné dans 4 des cas recensés. Ils concernent des discriminations qui se sont déroulées dans des hôpitaux où les victimes se sont vues refuser des soins ou ont fait face au mauvais traitement du personnel.

Dans le milieu scolaire et universitaires, 5 cas au total ont été rapportés : 1 personne rapporte subir régulièrement un discours haineux de la part de ses camarades et de ses professeurs, 1 personne rapporte avoir subi le mauvais

traitement du personnel du restaurant universitaire et la violence verbale de ses camarades, 2 personnes rapportent avoir subi l'agressivité et le discours haineux de leurs camarades et 1 autre personne rapporte qu'une professeure a présenté à ses élèves un examen contenant des propos racistes envers la communauté subsaharienne.

3 personnes rapportent avoir subi des discriminations de la part d'institutions publiques et 3 autres rapportent avoir subi des discriminations de la part de chauffeurs de taxi (dont 2 à qui on a refusé de monter à bord du véhicule).

2 personnes ont été discriminées par les familles de leurs partenaires qui se sont opposées à l'union de leur enfant avec une personne noire.

1 personne a été discriminée par ses collègues de travail et 1 personne a vécu de la violence verbale et psychologique de la part de son ami sur internet.

Valeur	Fréquence	Pourcentage
Employeur.e /المشغل/ة	21	28,00
Individu(s) /شخص/ أفراد	21	28,00
Propriétaire /مالك المنزل	17	22,67
Agents de police /ضباط الشرطة	12	16,00
Voisinage /الجيران	7	9,33
Personnel de santé /موظف/ة الصحة	4	5,33
Camarades (En milieu scolaire/ université) (الرفاق (في المدرسة / الجامعة)	4	5,33
Profs ou administration /الإطار التعليمي أو الإداريين	3	4,00
Institution publique /مؤسسة عمومية	3	4,00
Taxi /سائق سيارة أجرة	3	4,00
Famille du/de la partenaire	2	2,67
Collègues de travail /زملاء العمل	1	1,33
Ami.e.s	1	1,33
Partenaire/ex-partenaire	1	1,33

## Lieu de la discrimination

Valeur	Fréquence	Pourcentage
Dans un lieu privé في مكان خاص	31	41,33
Dans un lieu public في مكان عام	22	29,33
Au travail في مكان العمل	17	22,67
Dans un lieu scolaire/universitaire في مدرسة / جامعة	5	6,67
Hôpital مستشفى	5	6,67
Bar/café/resto بار / مقهى / مطعم	4	5,33
Dans un poste de police في مركز شرطة	4	5,33
Taxi سيارة اجرة	3	4,00
Centre de détention	3	4,00
Transport public النقل العام	2	2,67
Sur internet على شبكة الانترنت	1	1,33
Autre آخر	1	1,33

## Nature, répercussion de la discrimination

Parmi les personnes interrogées, 56) %74,67 cas sur 75) ont vécu des violences verbales, émanant d'agents de police, d'individus, d'employeurs, etc. 37 personnes, soit près de la moitié des victimes, ont vécu des violences psychologiques, 18 ont vécu des violences physiques et 11 ont par ailleurs été agressées. 8 personnes ont été harcelées, 7 ont été persécutées et 4 ont subi des menaces.

Dans le milieu professionnel, 31 personnes (soit %41,33) ont subi des violences économiques, 16 personnes ont été licenciées, 3 personnes se sont vues refuser l'accès à un emploi et 1 personne a été harcelée au travail.

9 personnes ont été chassées de chez elles, 2 personnes ont été séquestrées (dont une femme qui a été séquestrée

par son employeur pour ne pas qu'elle fuit), 1 personne a été détenue de manière arbitraire et 1 personne a fui la maison.

4 personnes ont subi des poursuites légales, 2 personnes ont été placées sous surveillance et 1 personne a été harcelée sexuellement.

Un cas se rapporte aux contenus pédagogiques racistes d'un examen proposé par une enseignante.

Une autre a été maltraitée. Une personne a été harcelée sexuellement et une autre a été violée. Une personne a également vécu du cyberharcèlement. 8 personnes ont subi des violences économiques, 5 se sont vues refuser un emploi, 2 ont dû démissionner et 3 ont vécu du harcèlement au travail. Cela se traduit par des arnaques, des discriminations à l'embauche et des refus de versement de salaire. Dans le cadre familial, 2 personnes ont été chassées de leur domicile et une a fui sa maison. Une personne a été arrêtée et poursuivie en justice, de manière arbitraire. Le répondant explique avoir été arrêté en plein centre-ville sans en connaître les raisons.

Valeur	Fréquence	Pourcentage
Verbale إساءة لفظية	56	74,67
Psychologique عنف نفسي	37	49,33
Economique عنف إقتصادي	31	41,33
Physique عنف جسدي	18	24,00
Licenciement طرد من العمل	16	21,33
Agression إعتداء	11	14,67
Chassé.e de la maison طرد من المنزل	9	12,00
Harcèlement هرسة	8	10,67
Persécution اضطهاد	7	9,33
Menace	4	5,33
Poursuite légale	4	5,33

Refus d'employer رفض التوظيف	3	4,00
Surveillance مراقبة	2	2,67
Séquestration	2	2,67
Harcèlement sexuel تحرش جنسي	1	1,33
Harcèlement au travail هرسة في مكان العمل	1	1,33
Fuite de la maison هروب من المنزل	1	1,33
Contenu pédagogique raciste	1	1,33
Détention arbitraire	1	1,33
Autre	1	1,33

### Antécédents et continuité de la discrimination

Près de la moitié des personnes interrogées (36 personnes sur 75, soit %48) estiment avoir vécu de précédentes discriminations basées sur le genre.

Pour 69.33 % des répondant.e.s, la discrimination est continue dans le temps, ce qui souligne le caractère systématique des discriminations basées sur la race et/ou la nationalité.

### Témoins

51 répondant.e.s (68 %) affirment que des témoins étaient présent.e.s au moment où ils et elles ont vécu la discrimination. 35 sur 51 de ces répondant.e.s considèrent que les témoins seraient prêt.e.s à témoigner.

### Suivi des cas de discrimination

%90.79 des victimes ont rapporté leurs expériences respectives aux organisations de la société civile : 45 cas (%60) ont été rapportés à l'O3DT, 18 cas (%24) ont été rapportés à des ONG, 3 cas ont été rapportés à ASF et 2 cas ont été rapportés à l'ATP+.

13 cas ont été rapportés à d'autres structures, 2 cas ont été rapportés à la police et 1 cas a été rapporté à un.e avocat.e.



Valeur	Fréquence	Pourcentage
O3DT	45	60,00
ONG	18	24,00
Autres	13	17,33
Réseau de bénévoles	3	4,00
ASF	3	4,00
ATP+	2	2,67
Poste de police	2	2,67
Avocat.e	1	1,33

### Suivi sur le plan judiciaire

Sur les 75 cas recensés, 6 personnes ont déjà porté plainte et 5 autres personnes ont exprimé le souhait de le faire par la suite.

44 personnes sont d'accord pour que l'O3DT (ou une autre structure) entame une procédure judiciaire concernant leurs cas respectifs.

Sur les 75 cas recensés, 5 répondant.e.s affirment qu'ils et elles ont déjà déposé une demande d'asile et 27 autres envisagent de le faire. 13 personnes n'ont pas souhaité se prononcer sur la question.

### Services offerts

60 personnes (soit 80% des répondant.e.s) affirment avoir bénéficié d'un ou de plusieurs services : 53 personnes ont bénéficié d'un service d'écoute, 23 personnes ont bénéficié d'une assistance sociale, 13 personnes ont bénéficié d'un suivi psychologique, 6 personnes ont obtenu un refuge, 3 personnes ont obtenu une aide médicale, 3 personnes ont bénéficié d'une aide judiciaire et 3 autres d'une consultation juridique, 1 personne a obtenu des moyens de protection et 1 personne a bénéficié d'une intervention digitale.

7 personnes ont obtenu d'autres services dont 3 qui ont bénéficié d'une aide alimentaire fournie par un groupe de bénévoles.

Pour 15 répondant-es , aucun service n'a été offert après qu'ils et elles aient subi une discrimination.

### **Médiatisation de l'affaire**

Près des deux tiers des personnes interrogées (soit 49 ,%65.33 personnes sur 75) acceptent l'éventualité que leur affaire soit médiatisée sans que leur nom ne soit mentionné.



**IV. Analyse des données de discrimination basée sur le port d'un handicap**

25 cas de discrimination basée sur le handicap ont été signalés aux Pôles de l'Observatoire de Défense du droit à la Différence entre janvier et mars 2023.

15 cas concernent des discriminations basées sur un handicap moteur (9), (% 60 cas concernent des discriminations basées sur un autre type de handicap (36 %) et 1 cas concerne des discriminations basées sur un handicap mental (4 %).

## Genre

Sur les 25 cas collectés, la répartition selon le genre de la personne, mentionné ou supposé est comme suit :

Valeur	Fréquence	Pourcentage
Homme رجل	16	64
Femme امرأة	9	36

## Intersection des discriminations

L'intersection avec une discrimination basée sur le port d'un autre handicap a été mentionnée par 3 répondant.e.s. Trois femmes ont par ailleurs considéré avoir vécu une discrimination basée sur le port d'un handicap en intersection avec leur identité de genre : Une femme porteuse d'un handicap moteur a souhaité porter plainte contre son voisin au poste de police et s'est retrouvée moquée par un des agents qui a dénigré son potentiel d'attractivité. Une autre femme s'est rendue à la délégation pour présenter des documents et a été confrontée aux railleries de l'agent administratif qui a imité sa démarche et qui a refusé de traiter sa demande.

Valeur	Fréquence	Pourcentage
Handicap الإعاقة	3	12
Identité de genre الهوية الجندرية	3	12

## Âge

La moyenne d'âge est de 30.8 ans. L'âge des victimes va de 13 à 59 ans.

Trois cas recensés concernent des mineur.e.s (dont deux âgés de 16 ans et une âgée de 13 ans).

## Répartition par région

La plupart des discriminations (10 cas) ont eu lieu dans le Nord-Ouest (Le Kef avec 8 cas, Siliana avec 1 cas et Béja avec 1 cas), puis dans le Centre-Ouest avec un total de 7 cas recensés (Kasserine avec 4 cas et Sidi Bouzid avec 3 cas).

4 personnes ont respectivement été discriminées dans le Sud-Est (Medenine avec 3 cas et Tataouine avec 1 cas) et le Nord-Est (Tunis avec 2 cas, Ariana avec 1 cas et Manouba avec 1 cas).

Valeur	Fréquence	Pourcentage
Nord Ouest الشمال الغربي	10	40
Centre Ouest الوسط الغربي	7	28
Sud Est الجنوب الشرقي	4	16
Nord Est الشمال الشرقي	4	16

## Auteur de la discrimination

Les institutions publiques représentent plus du tiers (%36, soit 9 cas sur 25) des auteurs des discriminations basées sur le port du handicap recensées : 2 cas recensés au niveau des Unités Locales de la Promotion Sociale, 2 cas au niveau des municipalités, 2 cas au niveau de la Direction Générale des Douanes, 1 cas au niveau de l'Agence Tunisienne de la Formation Professionnelle, 1 cas au niveau de l'Agence technique des Transports Terrestres et 1 cas au niveau de la délégation (المعمدية). Les discriminations perpétrées par les institutions publiques consistent essentiellement au refus de fournir des services (services administratifs, la participation aux concours, l'import de véhicules adaptés, etc.) aux ayants droit, personnes porteuses de handicap.

Les violences au sein de la famille représentent %20 avec 5 cas recensés dont 2 personnes qui n'ont pas pu accéder à leur héritage.

3 personnes ont subi des discriminations de la part d'employeur.e.s : 1 personne n'a pas pu accéder à un poste, 1 personne s'est vue refuser un poste et 1 autre poste a dû quitter son travail parce que l'infrastructure n'était pas

adaptée à son handicap.

3 personnes ont été discriminées dans le milieu scolaire/universitaire : 1 personne en fauteuil roulant n'a pas pu suivre ses cours parce que les salles sont à l'étage et inaccessibles pour elle, 1 autre personne a été renvoyée de son établissement pour un geste incontrôlé, lié à son handicap et 1 personne a subi des violences verbales et physique de la part de ses camarades.

2 personnes ont subi des discriminations dans les transports publics : 1 chauffeur de taxi a refusé de prendre une personne porteuse de handicap avec son fauteuil roulant et 1 individu a refusé de laisser sa place de bus à une personne porteuse de handicap.

1 personne a été discriminée par le personnel de santé dans un hôpital qui lui a refusé l'utilisation de l'ascenseur, 1 personne a été discriminée par un agent de police dans un poste de police et 1 personne a subi de la violence verbale de la part de son ex-partenaire

Valeur	Fréquence	Pourcentage
Institution publique مؤسسة عمومية	9	36
Famille العائلة	5	20
Employeur.e /المشغل	3	12
Profs ou administration الإطار التعليمي أو الإداريين	2	8
Agents de police ضباط الشرطة	1	4
Individu(s) شخص/ أفراد	1	4
Partenaire/ ex شريك / شريك سابق	1	4
Personnel de santé موظف/ الصحة	1	4
Taxi سائق سيارة أجرة	1	4
Camarades (En milieu scolaire/ université) الرفاق (في المدرسة / الجامعة)	1	4

## Lieu de la discrimination

Valeur	Fréquence	Pourcentage
Dans un lieu public في مكان عام	12	48
Dans un lieu privé في مكان خاص	7	28
Au travail في مكان العمل	3	12
Dans un lieu scolaire/universitaire في مدرسة / جامعة	2	8
Dans un poste de police في مركز شرطة	1	4
Transport public النقل العام	1	4
Taxi سيارة اجرة	1	4

## Nature, répercussion de la discrimination

Près de la moitié des répondant.e.s (soit 12 personnes sur 25) affirment avoir vécu une violence verbale et %40 affirment avoir vécu une violence psychologique.

Parmi les personnes interrogées, 11) %44 cas sur 25) ont vécu des violences économiques qui se traduisent comme suit : 6 personnes se sont vues refuser un emploi ou la possibilité de monter un projet professionnel, 3 personnes se sont vues refuser l'importation de voitures adaptées à leurs handicaps et 2 femmes se sont vues refuser l'accès à l'héritage et au patrimoine familial.

Les violences physiques concernent, quant à elle, 3 des répondant.e.s et dont deux ont été violentées par des membres de la famille.

Parmi les répondant.e.s, une personne a été agressée, une autre a été persécutée, une autre a subi du chantage, etc. 1 personne a été persécutée, 1 personne a été agressée, 1 personne a été renvoyée d'un centre et 1 personne s'est vue refuser l'intégration d'un centre spécialisé.

Valeur	Fréquence	Pourcentage
Verbale إساءة لفظية	12	48
Economique عنف إقتصادي	11	44
Psychologique عنف نفسي	10	40
Physique عنف جسدي	3	12
Persécution اضطهاد	1	4
Chantage ابتزاز	1	4
Harcèlement هرسلة	1	4
Refus d'employer رفض التوظيف	1	4
Héritage dénié نفي الميراث	1	4
Agression إعتداء	1	4
طرد من المركز	1	4
منع من التوجه لمركز مختص بذوي الإعاقة السمعية حتى لا يعود الطفل لاستعمال لغة الإشارة	1	4

### Antécédents et continuité de la discrimination

56 % des répondant.e.s (14 cas) estiment que les discriminations subies ont été précédées par d'autres. 11) % 44 cas) rapportent que ces discriminations ont été subies pour la première fois.

60 % des répondant.e.s (15 cas) témoignent que ces discriminations sont continues tandis que 10) % 40 cas) affirment que les discriminations vécues ont cessé

### Témoins

%40 des répondant.e.s (10 cas) rapportent que des témoins étaient présent.e.s lorsqu'ils et elles ont vécu une discrimination, tandis que %60 des répondant.e.s (10 cas) rapportent qu'aucun.e témoin n'était présent.e.



Uniquement 2 répondant.e.s estiment que leurs témoins seraient prêt.e.s à témoigner.

## Suivi des cas de discrimination

La grande majorité des victimes ont rapporté leur expérience aux organisations de la société civile : 18 cas (%72) ont été rapportés à l'O3DT, 5 cas (%20) ont été rapportés à une ONG et 1 cas a été rapporté à ASF.

Une seule personne s'est tournée vers une instance officielle (poste de police) et une autre a rapporté son cas aux médias.

Valeur	Fréquence	Pourcentage
O3DT	18	72
ONG	5	20
ASF	1	4
Police	1	4
Médias	1	4

## Suivi sur le plan judiciaire

Sur les 25 cas recensés, 4 personnes ont déjà porté plainte et 1 autre personne a exprimé le souhait de le faire par la suite.

Une seule personne est d'accord pour que l'O3DT (ou une autre structure) entame une procédure judiciaire concernant son cas.

24 répondant.e.s affirment qu'elles n'envisagent pas de demander l'asile et une autre personne n'a pas souhaité se prononcer sur la question.

## Services offerts

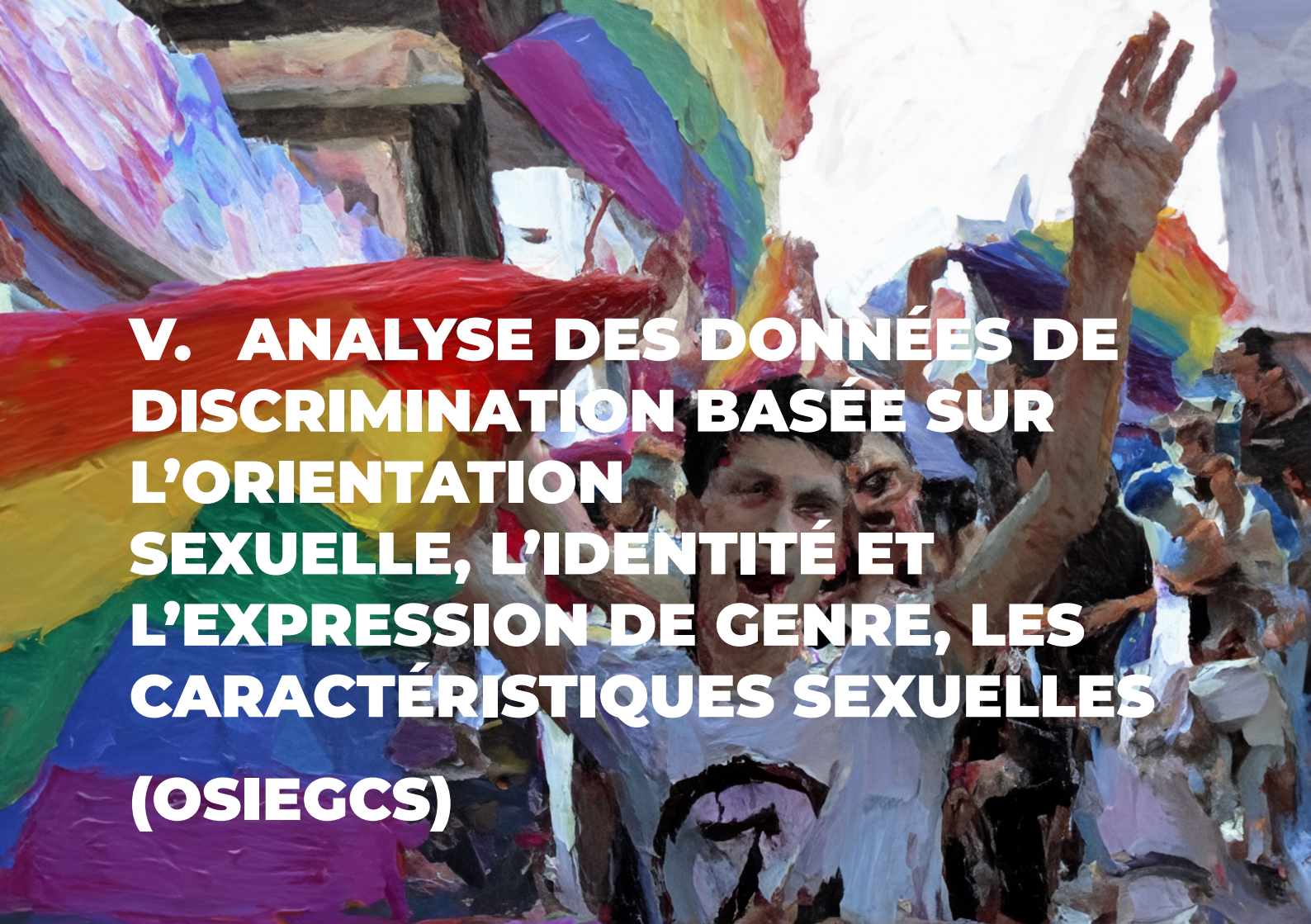
6 personnes affirment avoir bénéficié d'un service d'écoute, dont 2 qui ont également eu droit à une assistance sociale et 1 autre qui a également bénéficié d'un service de suivi psychologique.

Cependant, d'après 19 répondant.es (soit %76 des cas), aucun service n'a été offert après qu'ils et elles aient subi une

discrimination.

### **Médiatisation de l'affaire**

Près des trois quarts des personnes interrogées (soit 18 personnes sur 25) acceptent l'éventualité que leur affaire soit médiatisée sans que leur nom ne soit mentionné.

The background is a dynamic, expressive painting. It features a dense crowd of people, with a central figure in the foreground looking upwards with an open mouth, suggesting a shout or cheer. The scene is filled with numerous rainbow-colored flags and banners, some held high. The brushstrokes are thick and visible, creating a sense of movement and energy. The overall color palette is dominated by the primary and secondary colors of the rainbow flag (red, orange, yellow, green, blue, purple) against a lighter, more textured background.

**V. ANALYSE DES DONNÉES DE  
DISCRIMINATION BASÉE SUR  
L'ORIENTATION  
SEXUELLE, L'IDENTITÉ ET  
L'EXPRESSION DE GENRE, LES  
CARACTÉRISTIQUES SEXUELLES  
(OSIEGCS)**

44 cas de discrimination basée contre des personnes LGBTQI+ ont été signalés aux Pôles de l'Observatoire de Défense du droit à la différence entre janvier et mars 2023.

Les différentes discriminations se rapportent de la manière suivante : 27 personnes (soit 61.36 %) ont été discriminées sur la base de leur identité de genre ; 27 personnes en raison de leur expression de genre (soit 26 ,(% 61.36 personnes ont été discriminées sur la base de leur orientation sexuelle (soit 59.09 %) et 3 personnes ont été discriminées en raison de leurs caractéristiques sexuelles (soit %6.82 de personnes intersexes).

Comme mentionné précédemment dans l'introduction, certaines discriminations basées sur l'orientation sexuelle, l'identité et l'expression de genre, les caractéristiques sexuelles constituent également des violences sur la base du genre et vice-versa.

## Genre

Sur les 44 cas collectés, la répartition selon le genre de la personne, mentionné ou supposé est comme suit :

Valeur	Fréquence	Pourcentage
Queer كوير	15	33.33
Non binaire غير ثنائي	8	17.78
Trans F امرأة عابرة جندريًا	7	15.56
Homme رجل	6	13.33
Femme امرأة	4	8.89
Trans H رجل عابر جندريًا	4	8.89
Inconnu مجهول	1	2.22

## Intersection des discriminations

3 personnes rapportent que la discrimination vécue a été en intersection avec le fait qu'elles soient PVVIH et 6 autres personnes rapportent avoir vécu une discrimination en intersection, respectivement avec : la nationalité, le handicap, la race, l'ethnie, la religion et le genre. Les personnes porteuses du virus de l'immunodéficience humaine (VIH) sont

souvent victimes de discriminations en raison de leur statut sérologique, ce qui peut entraîner une stigmatisation et une marginalisation accrues.

Valeur	Fréquence	Pourcentage
PVVIH التعايش مع فيروس نقص المناعة البشرية	3	6.67
Le genre	1	2.22
Handicap الإعاقة	1	2.22
Race العرق	1	2.22
Nationalité الجنسية	1	2.22
Ethnie الانتماء الاثني	1	2.22
Religion الدين	1	2.22

## Âge

La moyenne d'âge est de 24.8 ans. L'âge des victimes varie entre 19 et 35 ans. Aucun cas concernant un.e mineur.e n'a été recensé.

## Répartition par région

La grande majorité des discriminations recensées (31 cas sur 44, soit 68.89 %) ont eu lieu dans le Nord-Est (Tunis avec 20 cas, Manouba avec 5 cas, Ariana avec 3 cas et Ben Arous avec 3 cas), puis dans le Centre-Est avec un total de 8 cas recensés (Sfax avec 4 cas, Sousse avec 2 cas, Monastir avec 1 cas et Mahdia avec 1 cas). 6 personnes ont quant à elles été discriminées dans le Sud-Est (Gabès avec 4 cas et Médenine avec 2 cas).

Valeur	Fréquence	Pourcentage
Nord Est الشمال الشرقي	31	68.89
Centre Est الوسط الشرقي	8	17.78
Sud Est الجنوب الشرقي	6	13.33

## Auteur de la discrimination

Le croisement des données entre l'auteur et le lieu de la discrimination nous permet de cerner davantage les différents milieux dans lesquels sont perpétrées les discriminations et violences recensées. Ainsi, les agents de la police sont responsables de plus du cinquième des discriminations rapportées (soit %22.73) : elles surviennent dans des lieux publics (7 cas), au poste de police (3 cas), dans le transport public (2 cas) ou bien sur internet (2 cas).

La violence dans le milieu familial, généralement perpétrée dans l'espace privé, a été mentionnée dans 7 des cas rapportés, ce qui représente %15.91.

Les violences commises par des individus dans l'espace public ou les bars et cafés représentent, quant à elles, 13.64 % des cas recensés.

Dans le cadre professionnel, 6 cas ont été recensés ; les discriminations sont alors commises par les collègues et/ou l'employeur.e.

5 cas de discrimination ont été commis par des chauffeurs de taxi qui soit refusent de prendre les victimes soit les forcent à descendre du véhicule.

Le voisinage représente %9.09 des cas rapportés avec 4 cas.

4 cas ont également été perpétrés par des institutions publiques, qui dans la plupart des cas, refusent de fournir des services aux victimes en raison de leur expression de genre

Des discriminations sont également commises dans le milieu scolaire et universitaire, on en recense 3 cas qui se traduisent généralement par de la violence physique et du harcèlement.

2 cas ont été perpétrés par le personnel médical dont 1 personne VIH qui n'a pas pu faire ses analyses face au refus de l'infirmière.

2 personnes ont enduré de la violence de la part de leurs ex-partenaires : cyberviolence avec des menaces et du chantage pour le premier cas et de la violence physique et de l'outing dans le deuxième cas.

NB : Il est important de noter que les répondant.e.s rapportent souvent plus d'une discrimination avec des auteurs et lieux multiples.

Valeur	Fréquence	Pourcentage
Agents de police ضباط الشرطة	10	22.73
Individu(s) شخص/ أفراد	7	15.91
Famille العائلة	7	15.91
Employeur.e المشغل/ة	5	11.36
Taxi سائق سيارة أجرة	5	11.36
Institution publique مؤسسة عمومية	4	9.09
Voisinage الجيران	4	9.09
Propriétaire مالك المنزل	3	6.82
Personnel de santé موظف/ة الصحة	3	6.82
Camarades (En milieu scolaire/ université) الرفاق (في المدرسة / الجامعة)	3	6.82
Collègues de travail زملاء العمل	2	4.55
Profs ou administration الإطار التعليمي أو الإداريين	2	4.55
Partenaire/ ex شريك / شريك سابق	2	4.55
Gérant d'un café	1	2.27

## Lieu de la discrimination

Valeur	Fréquence	Pourcentage
Dans un lieu public في مكان عام	18	40.91
Dans un lieu privé في مكان خاص	13	29.55
Dans un poste de police ي مركز شرطة	4	9.09
Dans un lieu scolaire/universitaire في مدرسة / جامعة	4	9.09
Taxi سيارة اجرة	4	9.09
Sur internet على شبكة الانترنت	4	9.09
Transport public النقل العام	3	6.82
Au travail في مكان العمل	3	6.82
Bar/café/resto بار / مقهى / مطعم	3	6.82
Hôpital مستشفى	2	4.55
Dans une municipalité	1	2.27
Point de don du sang (place de la république)	1	2.27
Local de l'association	1	2.27

## Nature, répercussion de la discrimination

Parmi les 44 personnes interrogées, 40 personnes rapportent avoir vécu des violences verbales, soit 90.91 % des répondant.es.

31 personnes ont été harcelées, dont 5 qui l'ont été sexuellement.

Les violences psychologiques représentent près du tiers (%31.82) des violences perpétrées à l'encontre des répondant.e.s, suivies de près par les violences physiques (%27.27) et dont 12 personnes ont été victimes.

9 victimes ont subi des menaces et 7 personnes ont été persécutées.



Les violences économiques concernent %13.64 des répondant.e.s, soit 6 personnes.

6 personnes ont également vécu du chantage.

Dans le cadre des violences familiales, 4 personnes ont été chassées de leurs domiciles et une personne s'est enfuie de sa maison.

Dans le milieu professionnel, 3 personnes ont été licenciées, 3 personnes ont subi du harcèlement au travail et une personne s'est vue refuser l'accès à un emploi à cause de son expression de genre.

Le outing et la menace d'outing représentent %15.91 du total des discriminations subies par les répondant.e.s.

3 personnes ont été victimes de cyberharcèlement, 3 autres personnes se sont vues refuser des services auprès d'institutions publiques, 1 personne a été surveillée de près et menacée de mort par sa famille, 1 personne a été agressée et 1 autre personne a été expulsée d'un café.

Valeur	Fréquence	Pourcentage
Verbale إساءة لفظية	40	90,91
Harcèlement هرسلة	26	59,09
Psychologique عنف نفسي	14	31,82
Physique عنف جسدي	12	27,27
Menace تهديد	9	20,45
Persécution اضطهاد	7	15,91
Economique عنف إقتصادي	6	13,64
Chantage ابتزاز	6	13,64
Harcèlement sexuel تحرش جنسي	5	11,36
Autre آخر	5	11,36
Chassé.e de la maison طرد من المنزل	4	9,09
Menace de outing تهديد بالإفصاح عن الكويرية	4	9,09

Outing كشف الكويرية	3	6,82
Harcèlement au travail هرسلة في مكان العمل	3	6,82
Licenciement طرد من العمل	3	6,82
Fuite de la maison هروب من المنزل	2	4,55
Cyber harcèlement/ violence هرسلة / عنف السيرانى	3	6,82
Surveillance مراقبة	1	2,27
Agression إعتداء	1	2,27
Refus d'employer رفض التوظيف	1	2,27
Refus de fournir un service	3	6,82
Refus de fournir des services de santé الإمتناع من تقديم خدمة صحية	1	2,27
Expulsé d'un café	1	2,27

## Antécédents et continuité de la discrimination

%75 des répondant.e.s (33 cas) estiment que les discriminations subies ont été précédées par d'autres et 11) % 25 cas) rapportent que ces discriminations ont été subies pour la première fois.

81.82 % des répondant.e.s (36 cas) témoignent que ces discriminations sont continues tandis que 8) % 18.18 cas) affirment que les discriminations vécues ont cessé

## Témoins

%54.55 des répondant.e.s (24 cas) rapportent que des témoins étaient présent.e.s lorsqu'ils et elles ont vécu une discrimination, tandis que %45.45 des répondant.e.s (20 cas) rapportent qu'aucun.e témoin n'était présent.e. 13 répondant.e.s estiment que leurs témoins seraient prêt.e.s à témoigner.

## Suivi des cas de discrimination

La quasi-totalité des victimes ont rapporté leurs expériences respectives aux organisations de la société civile : 39 cas (%88.64) ont été rapportés à l'O3DT, 4 cas (%9.09) ont été rapportés à des ONG et 1 cas a été rapporté à ASF. Deux cas ont été rapportés à d'autres structures.

Valeur	Fréquence	Pourcentage
O3DT	39	88.64
ONG	4	9.09
Autres	2	4.55
ASF	1	2.27

## Suivi sur le plan judiciaire

Sur les 44 cas recensés, 1 seule personne a déjà porté plainte et 5 autres personnes ont exprimé le souhait de le faire par la suite.

4 personnes sont d'accord pour que l'O3DT (ou une autre structure) entame une procédure judiciaire concernant leurs cas respectifs.

Sur les 44 cas recensés, 19 répondant.e.s affirment qu'elles envisagent de demander l'asile et 6 personnes n'ont pas souhaité se prononcer sur la question.

Un.e répondant.e affirme avoir déjà déposé une demande d'asile.

## Services offerts

40 personnes (sur les 44 cas recensés) affirment avoir bénéficié d'un ou de plusieurs services : 41 personnes ont bénéficié d'un service d'écoute, 10 personnes ont bénéficié d'un suivi psychologique, 4 personnes ont bénéficié d'une consultation juridique, 2 personnes ont obtenu une aide médicale, 2 personnes ont bénéficié d'une intervention digitale, 1 personne a eu une assistance sociale, 1 personne a obtenu un refuge, 1 personne a obtenu des moyens de protection et 1 personne a pu accéder à un dépistage gratuit.

Pour 4 répondant-es, aucun service n'a été offert après qu'ils et elles aient subi une discrimination.

## **Médiatisation de l'affaire**

Près des deux tiers des personnes interrogées (soit 29 personnes sur 44) acceptent l'éventualité que leur affaire soit médiatisée sans que leur nom ne soit mentionné.

# **ANALYSE DES DONNÉES DE DISCRIMINATION “AUTRE”**



16 cas de discrimination basée sur plusieurs discriminations ont été répertoriées. Ces discriminations englobent des atteintes à la liberté de conscience, aux libertés individuelles, au statut pénal, à la liberté d'expression, au statut sérologique, et bien d'autres encore. Parmi les 16 personnes interrogées, 5 ont dénoncé une atteinte à leur liberté de conscience, tandis que 4 ont été victimes de discriminations liées aux libertés individuelles. De plus, 4 personnes ont été discriminées en raison de leur statut pénal ou de celui d'un membre de leur famille, 2 personnes ont subi des atteintes à leur liberté d'expression, 2 personnes ont été discriminées en raison de leur statut sérologique et 1 personne en raison de son état de santé (maladie de la lèpre). Par ailleurs, 1 personne a été discriminée en raison de son apparence physique (défiguration de naissance), 1 personne a été discriminée sur la base de son état civil et 1 autre en raison de la profession exercée par sa mère.

Valeur	Fréquence	Pourcentage
Liberté de conscience	5	31,25
Libertés individuelles	4	25,00
Statut pénal	4	25,00
Liberté d'expression	2	12,50
Statut sérologique	2	12,50
Etat civil	1	6,25
Profession	1	6,25
État de santé	1	6,25
Apparence physique	1	6,25

## Genre

Sur les 16 cas collectés, la répartition selon le genre de la personne, mentionné ou supposé, est comme suit :

Valeur	Fréquence	Pourcentage
Femme امرأة	12	75
Homme رجل	3	18,75
Non binaire غير ثنائي	1	6,25

## Intersection des discriminations

Parmi les répondant-es, 3 personnes témoignent que la discrimination vécue était en intersection avec la religion ; 2 avec leur langue ; 1 avec leur nationalité ; 1 avec leur orientation sexuelle ; 1 avec leur identité de genre ; 1 avec leur ethnie et 1 en raison de sa région.

Valeur	Fréquence	Pourcentage
Religion	3	18,75
Langue	2	12,50
Nationalité	1	6,25
Orientation sexuelle	1	6,25
Ethnie	1	6,25
Identité de genre	1	6,25
Région	1	6,25

## Âge

La moyenne d'âge des cas recensés est de 29 ans. L'âge des victimes varie entre 19 et 53 ans.

## Répartition par région

Plus du tiers des cas recensés (6 sur 16, soit %37,50) concernent des personnes ayant vécu une discrimination dans le Nord-Ouest (Jendouba avec 3 cas, Le Kef avec 2 cas et Siliana avec 1 cas), tandis que 5 autres personnes (soit %31,25) ont été discriminées dans le Nord-Est (Tunis avec 4 cas et Ariana avec 1 cas).

Au Sud-Est, 3 cas ont été recensés à Médenine.

Au Centre-Est, 1 cas a été enregistré à Sfax et au Centre-Ouest, 1 cas a été enregistré à Sidi Bouzid;

Valeur	Fréquence	Pourcentage
Nord-Ouest	6	37,50
Nord-Est	5	31,25
Sud-Est	3	18,75
Centre-Est	1	6,25
Centre-Ouest	1	6,25

## Auteur de la discrimination

La moitié des cas de discriminations recensés sont le fait de représentant.e.s d'institutions publiques, intervenant dans l'espace public tel que les lieux et transports publics, les bars et cafés, ainsi que les hôpitaux. Par exemple, 2 femmes vivant avec le VIH ont été victimes de stigmatisation de la part du personnel de santé en raison de leur statut sérologique. De plus, 2 personnes ont été agressées verbalement par des agents de police, incluant 1 femme à qui l'accès à un bar a été refusé parce qu'elle porte le voile. 1 autre personne a subi du harcèlement psychologique et une entrave à sa liberté d'expression de la part de représentant.e.s de diverses institutions publiques lors d'une conférence à Sidi Bouzid.

Les individus sont également responsables de plusieurs discriminations qui se produisent généralement dans des lieux publics. A titre d'exemple, deux personnes ont été agressées verbalement et harcelées par des individus en raison de leur reconversion à la religion chrétienne.



3 personnes ont été victimes de discrimination et ont subi des violences verbales dans le milieu scolaire et universitaire ; 2 personnes en raison du statut pénal d'un membre de leur famille et 1 personne en raison de la profession de sa mère travaillant dans un bar.

Dans le cadre de l'espace privé et familial, 2 cas de discrimination ont été recensés. 1 personne a été rejetée par la famille de son mari et a été victime des moqueries sur les réseaux sociaux par sa belle-sœur en raison de son apparence physique. De même, 1 autre personne a été harcelée, persécutée, et a subi de la violence verbale, psychologique, physique et économique par les membres de sa famille en raison de son athéisme.

Dans le milieu professionnel, 2 cas ont été rapportés et ont été perpétrés par des collègues et/ou collègues ; 1 personne s'est, par exemple, vue refuser plusieurs postes en raison de sa maladie (la lèpre).

1 cas recense la discrimination subie par 1 femme qui a été expulsée de chez elle par son propriétaire lorsqu'il a appris que son mari était en prison.

NB : Certains cas recensés comportent des auteurs et des lieux de discriminations multiples.

Valeur	Fréquence	Pourcentage
Individu(s) شخص / أفراد	8	50
Institution publique مؤسسة عمومية	4	25
Camarades (En milieu scolaire/ université) الرفاق (في المدرسة / الجامعة)	3	18,75
Collègues de travail زملاء العمل	2	12,5
Agents de police ضباط الشرطة	2	12,5
Personnel de santé	2	12,5
Famille العائلة	2	12,5
Propriétaire	1	6,25
Employeur.e المشغل /ة	1	6,25
Voisinage الجيران	1	6,25
Partenaire/ ex شريك / شريك سابق	1	6,25
Client (de TS) حريف عامل /ة الجنس	1	6,25

## Lieu de la discrimination

Valeur	Fréquence	Pourcentage
Dans un lieu public في مكان عام	7	43,75
Dans un lieu privé في مكان خاص	4	25
Dans un lieu scolaire/universitaire في مدرسة / جامعة	4	25
Bar/café/resto بار / مقهى / مطعم	2	12,5
Transport public النقل العام	2	12,5
Hôpital مستشفى	2	12,5
Au travail في مكان العمل	2	12,5
Dans un lieu public في مكان عام	7	43,75
Dans un lieu privé في مكان خاص	4	25,00

## Nature, répercussion de la discrimination

Parmi les personnes interrogées, la totalité rapporte avoir vécu des violences verbales. 43,75% des répondant.e.s rapportent avoir vécu des violences psychologiques (7 cas) et à proportion égale, 7 personnes rapportent avoir vécu du harcèlement.

Près du tiers des répondant.e.s (soit 5 personnes sur 16) estiment avoir vécu des menaces.

Les violences physiques, quant à elles, ont été vécues par le quart des répondant.e.s, tout autant que les violences économiques qui représentent 25% (soit 4 personnes sur 16).

1 personne a été chassée de son domicile, 1 personne s'est vue refuser des emplois en raison de sa maladie et 1 personne a été persécutée et séquestrée par sa famille en raison de son athéisme et de son orientation sexuelle.

Valeur	Fréquence	Pourcentage
Verbale إساءة لفظية	16	100
Psychologique عنف نفسي	7	43,75
Harcèlement هرسلة	7	43,75
Menace تهديد	5	31,25
Physique عنف جسدي	4	25
Economique عنف إقتصادي	4	25
Chassée de la maison طرد من المنزل	1	6,25
Persécution اضطهاد	1	6,25
Séquestration اختطاف	1	6,25
Refus d'employer رفض التوظيف	1	6,25
Autre آخر	1	6,25

### Antécédents et continuité de la discrimination

%68.75 des répondant.e.s (soit 11 cas sur 16) rapportent avoir déjà vécu ce type de discriminations auparavant et %81.25 (soit 13 cas sur 16) estiment que ces discriminations sont continues.

### Témoins

15 répondant.e.s (93.75 %) affirment que des témoins étaient présent.e.s au moment où ils et elles ont vécu la discrimination. 5 de ces répondant.e.s considèrent que les témoins seraient prêt.e.s à témoigner.

### Suivi des cas de discrimination

La majorité des victimes ont rapporté leurs expériences respectives aux organisations de la société civile : 9 cas (%56.25) ont été rapportés à l'O3DT, 4 cas (%25) ont été rapportés à des ONG, 2 cas ont été rapportés à l'ATP+ et 1 cas a

été rapporté à l'Agence Service Civique France.

1 cas a été rapporté à la professeure de la victime et 1 cas a été rapporté à d'autres structures.

Valeur	Fréquence	Pourcentage
O3DT	9	56,25
ONG	4	25,00
ATP+	2	12,50
Professeure de la victime	1	6,25
Agence civique France	1	6,25
Autre structure	1	6,25

### Suivi sur le plan judiciaire

Sur les 16 cas recensés, 1 seule personne a déjà porté plainte (affaire présentée devant le tribunal de premier instance de Jendouba).

Par ailleurs, 5 personnes ont exprimé le souhait de porter plainte par la suite.

5 personnes sont également d'accord pour que l'O3DT (ou une autre structure) entame une procédure judiciaire concernant leurs cas respectifs.

Sur les 16 cas recensés, 2 répondant.e.s affirment qu'ils et elles ont déjà déposé une demande d'asile. 2 personnes n'ont pas souhaité se prononcer sur la question.

### Services offerts

13 personnes (soit %81.25 des répondant.e.s) affirment avoir bénéficié d'un ou de plusieurs services : 13 personnes ont bénéficié d'un service d'écoute, 6 personnes ont bénéficié d'une aide légale (4 de consultation juridique et 2 d'une assistance judiciaire) et 4 personnes ont bénéficié d'un suivi psychologique, .

3 personnes ont également bénéficié d'une assistance sociale et 2 d'une intervention digitale.

Pour 3 répondant.e.s , aucun service n'a été offert après qu'ils et elles aient subi une discrimination.

## **Médiatisation de l'affaire**

Plus du tiers des personnes interrogées (soit 6 ,%37.75 personnes sur 16) acceptent l'éventualité que leur affaire soit médiatisée sans que leur nom ne soit mentionné.

A painting of a man with a mustache, wearing a light-colored shirt, looking intently at a laptop screen. The scene is set against a dark, textured blue background. The man's face is rendered with visible brushstrokes, and the laptop is a dark, solid shape. The overall mood is one of focus and perhaps concern or investigation.

# **VII. Analyse des données de discrimination haineuses sur les réseaux sociaux**

71 cas de discriminations haineuses sur les réseaux sociaux ont été signalées aux pôles de l'Observatoire du droit à la Différence entre janvier et mars 2023. Les discriminations recensées se basent principalement sur la race (%84.51) et la nationalité (%63.38). Les autres discriminations recensées se basent sur le genre, la liberté de pensée, la liberté d'expression, la liberté de conscience, la langue, etc.

La discrimination et les discours haineux sur les réseaux sociaux se caractérisent par des publications, messages et commentaires haineux sur les réseaux sociaux, se basent généralement sur la race, la nationalité et le genre et portent souvent atteinte aux libertés individuelles et à la liberté d'expression. La haine sur les réseaux sociaux vise régulièrement des communautés marginalisées, les personnalités publiques ainsi que des organisations de défense des droits humains. Ainsi, le facteur de l'âge et du lieu ne sont pas généralement pertinents.

### **Personnes/Victimes visées par le discours haineux**

Dans les situations de discrimination sur les réseaux sociaux recensées entre janvier et mars 2023, il est important de noter que la majorité des personnes visées par le discours haineux sont des personnes issues de la communauté migrante subsaharienne en Tunisie. Ceci s'explique par la campagne haineuse menée sur les réseaux sociaux et sur les médias par le parti nationaliste, campagne appuyée par les communiqués émanant du ministère de l'intérieur et du ministère des affaires étrangères et consolidée par les déclarations de la présidence de la république en février 2023. Cette campagne avance la théorie du "grand remplacement" de la population tunisienne par la population noire subsaharienne et appelle à l'expulsion du territoire tunisien des personnes subsahariennes.

67 sur 71 des cas recensés, sont en lien avec la campagne menée à l'encontre des migrants subsahariens. %96.18 des cas recensés concernent ainsi la race/nationalité. La majorité de ces discriminations visent toute la communauté tandis que d'autres visent des individus en particulier ; à titre d'exemple, deux cas de discours haineux sur les réseaux sociaux ont concerné un tunisien d'origine mauritanienne, nommé à la direction de l'Agence de Mise en Valeur du Patrimoine et de Promotion Culturelle, Dawda Sow.

Les deux autres cas visent une activiste tunisienne queer, Rania Amdouni.

### **Base des discriminations**

Parmi les 71 cas recensés, 40 concernent la race et la nationalité, 20 concernent la race et 6 concernent la nationalité. Les cas de discriminations recensées sont majoritairement des propos haineux à l'encontre de la communauté subsaharienne en Tunisie pouvant atteindre, dans certains cas, les menaces et l'appel au meurtre. On note également l'apparition d'un discours haineux basé sur les libertés d'expression, de pensée et de conscience, le genre ou la langue à l'encontre de 3 structures associatives, 2 militantes et 1 professeur, toutes et tous engagé.e.s dans la défense des

droits des migrant.e.s subsaharien.ne.s.

3 cas se rapportant aux droits SOGIESC ont également été recensés.

## Intersection des discriminations

Lieu/Auteur de la discrimination

Les discriminations sont principalement commises par des groupes d'internautes ou des individus. On peut aussi voir des publications à caractère haineux sur des publications des pages de communauté, en commentaire ou dans les messages privés.

Plusieurs cas de discours haineux répertoriés ont émané de personnalités qualifiées d'influenceur/se.s sur les réseaux sociaux sous forme de vidéos ou de publications écrites. A titre d'exemple, nous citons Lady Samara et Princesse Wiwi. Certaines pages sont même créées pour véhiculer des messages de haine comme celles dont le but est de défendre un "nationalisme tunisien" qui serait soi-disant menacé par l'immigration subsaharienne.

## Suivi des cas de discriminations

Vu que la majorité des cas de discriminations recensées concernent toute la communauté subsaharienne en Tunisie, il est très difficile d'identifier spécifiquement les individus et de fournir des services aux victimes. L'O3DT cherchera plutôt à attenter une action en justice ou signaler les publications, plutôt que de chercher à offrir une assistance aux victimes. Dans le cas où des individus sont spécifiquement visés, et une fois que le contact a été établi avec la personne concernée, l'O3DT est alors susceptible de proposer des services, ce qui a été fait pour 5 personnes qui ont toutes bénéficié d'un service d'écoute, dont 3 ont bénéficié d'une intervention digitale et dont 1 a bénéficié d'une consultation juridique.

## Suivi sur le plan judiciaire

Selon les données dont dispose l'O3DT, aucune plainte n'a été déposée par les victimes.



## Bilan des analyses - O3DT

D'après le bilan dressé par ce rapport sur la base des 273 cas recensés, de nombreuses difficultés subsistent concernant les droits et les libertés individuelles sur le plan légal ainsi que sur le plan de l'application des lois. Il reprend les mêmes constats et critiques adressés par le précédent, en rappelant le statut légal très précaire des personnes victimes de discriminations. Pour réellement appréhender ces discriminations et notamment celles qui concernent le droit de manifester, il est important de tenir compte du contexte politique et des nombreuses mesures répressives à l'encontre de la société civile ou des journalistes. Cela a un impact important sur le droit à manifester, la liberté d'expression et les droits et libertés individuelles. De plus, la société civile dénonce une invisibilisation de plus en plus marquée des personnes et groupes minorés, ce qui empire leur précarité. Les actions et mesures politiques prises par Kaïs Saïed, après le 25 juillet 2021, entravent par ailleurs les espaces de débats et la possibilité de la société civile de s'exprimer sur les questions de droits humains. Sans Parlement ni débat public, le combat pour les avancées législatives ou la mise en visibilité des discriminations sont entravées. Sans être exhaustives, ces analyses permettent d'appréhender des tendances concernant les discriminations basées sur le genre, l'ethnie/la région, la race/la nationalité, l'orientation sexuelle, l'identité de genre et les caractéristiques sexuelles (OSIGCS), le handicap, etc. Ce rapport inclut une nouvelle section autour de la discrimination/haine sur les réseaux sociaux. Selon le type de violences subies, les auteurs des discriminations, leur suivi judiciaire et les services fournis par les ONG, il est possible de dresser un bilan par catégories de personnes discriminées puis un bilan global.

## Bilan par catégorie

### GENRE

Les femmes cisgenre représentent la grande majorité des victimes mentionnées dans la section sur les violences de genre. Par ailleurs, deux hommes cisgenre, une personne queer et une personne intersex ont également apporté leurs témoignages. Les violences et discriminations rapportées sont - dans un tiers des cas - commises dans la sphère privée, par la famille et/ou le ou la partenaire ou ex-partenaire, suivies par celles commises dans l'espace public par diverses institutions publiques (délégation, transport public, hôpital public, etc.) ou par des individus. Ces violences prennent plusieurs formes : verbales, psychologiques, physiques, etc. Le harcèlement sexuel, voire la tentative de viol et le viol, sont également mentionnés à plusieurs reprises. De plus, un cas de viol conjugal a été rapporté, marquant ainsi les prémices de la prise de conscience des femmes quant à leurs droits, notamment ceux énoncés dans la loi 58. Dans plus d'un cas sur quatre, cette discrimination est vécue continuellement dans le temps, ce qui souligne son caractère structurel.

Dans plus d'un cas sur deux, cette discrimination est vécue continuellement dans le temps, ce qui souligne son caractère structurel. Par ailleurs, moins d'une victime sur cinq a porté plainte, ce qui reflète le peu de confiance qu'elles accordent au système judiciaire et à la réelle application de la loi. Les victimes ont principalement bénéficié d'écoute et d'aide légale (consultations juridiques et assistance judiciaire).

Dans la majorité des cas recensés, ces violences et discriminations reflètent les difficultés auxquelles les femmes sont confrontées pour accéder à leurs droits les plus fondamentaux, et ce, en raison de la dévalorisation de leur statut par la société et les institutions elles-mêmes. Cela témoigne d'un système profondément ancré qui perpétue l'inégalité de genre et limite la pleine réalisation de leurs droits. Ainsi, une femme a été empêchée par un agent de la police d'entrer au stade pour assister à un match de foot, une autre a subi des violences physiques et psychologiques par son mari parce qu'elle a souhaité divorcer, une autre a été violentée par son frère parce qu'elle a publié du contenu féministe, une autre a été harcelée par un chauffeur de bus, une autre, mineure, a subi des attouchements sexuels de la part de son père, une autre s'est vue refuser un logement, une autre a été empêchée d'exercer son métier, etc.

## Région/ethnie

Contrairement au précédent rapport, les répondant.e.s discriminé.e.s sur la base de leur région/ethnie, sont en majorité des femmes, ayant subi principalement du régionalisme. Les cas recensés sont surtout survenus dans le Nord-Est (grand Tunis) et dans le Centre-Est (Sfax et Mahdia). La majorité des cas de discrimination basée sur le régionalisme ou l'ethnie sont en intersection avec une seconde discrimination basée sur la langue, la race, l'orientation sexuelle ou la religion. À titre d'exemple, un homme a subi les moqueries d'un agent de police parce qu'il portait une boucle d'oreille en étant originaire de Sidi Bouzid.

Près de la moitié des discriminations recensées ont été commises par des agents de la police dans l'espace public ou dans un poste de police. Toutes ces victimes ont subi des violences verbales caractérisées par des moqueries, du sarcasme ou des contrôles d'identité à la limite du harcèlement. Ainsi, une femme de Gabès a été arrêtée à Tunis par un agent de police qui pensait qu'elle était migrante subsaharienne et qui lui a fait subir tout un interrogatoire. Pareillement, lors d'un contrôle ordinaire à Mahdia, un homme de Tataouine a subi un interrogatoire et un discours haineux de la part d'un agent de police. Dans l'espace public, d'autres répondant.e.s rapportent avoir subi de la violence verbale et psychologique de la part d'individus, du voisinage ou de l'institution publique. Une femme a notamment été harcelée et persécutée pour son usage de la langue amazigh. Le cinquième des discriminations recensées se sont déroulées dans le milieu professionnel : les victimes ont été moquées et harcelées en raison de leurs accents respectifs. En outre, l'une des victimes a reçu des menaces de licenciement si elle refusait d'effectuer des tâches qui sortent du cadre de son stage.

Sur le plan judiciaire, aucune personne n'a souhaité porter plainte, ce qui témoigne du peu de confiance dans la procédure judiciaire vu que la police elle-même est responsable de plusieurs discriminations. Les victimes privilégient des services d'écoute et sont plus enclins à médiatiser l'affaire qu'à engager une procédure judiciaire.

## Race/nationalité

La campagne de haine envers les personnes issues de la communauté subsaharienne menée depuis 2022 par le parti nationaliste avec le soutien de dizaines de pages Facebook a gagné en crédibilité auprès de l'opinion publique depuis qu'elle a été soutenue par les communiqués et les discours de la présidence de la république en février 2023. Les conséquences de cette campagne se reflètent à travers le nombre et la typologie des cas de discriminations recensés au premier trimestre de 2023 par l'O3DT. En effet, plus de la moitié des discriminations documentées par l'O3DT, toutes catégories confondues, concernent directement ou indirectement les personnes issues de la communauté subsaharienne.

Ainsi, en ce qui concerne la race/nationalité, les personnes subsahariennes constituent le plus grand nombre de cas signalés aux pôles de l'O3DT. Contrairement au précédent rapport, les chiffres montrent que de nombreuses personnes sont principalement discriminées sur la base de leur nationalité en intersection avec leur couleur de peau. La langue ou l'identité de genre sont des facteurs aggravants dans ces discriminations.

Une grande majorité de ces discriminations sont commises par des individus dans l'espace public ou sur internet. Elles se reflètent à travers la propagation d'un discours haineux, de la violence verbale, de la violence physique et de la violence psychologique. Viennent ensuite les discriminations commises dans le cadre du travail avec un nombre conséquent de licenciements abusifs et certains cas de personnes qui dénoncent leurs conditions de travail indécentes et des paiements déficients. Les propriétaires et le voisinage représentent également une proportion conséquente des auteurs de violence envers la communauté subsaharienne : plusieurs personnes ont été expulsées de leurs domiciles ou même agressées chez elles. Des représentants.e.s d'institutions publiques (agents de la police, personnel de santé, etc.) sont aussi responsables d'un nombre important des discriminations recensées et qui se traduisent principalement par de la violence verbale et psychologique, des arrestations massives, des interrogatoires éprouvants, des conditions de détention déplorables, des refus d'octroyer des soins, etc.

Moins d'une personne sur dix a déposé plainte après avoir été victime de discriminations, ce qui met en évidence le manque de confiance légitime que les victimes ont envers les procédures judiciaires. Cette méfiance est renforcée par le fait que la police elle-même est responsable de plusieurs actes discriminatoires, tandis que l'État porte une grande part de responsabilité dans ces violences.

## HANDICAP

En ce qui concerne les personnes discriminées par le port d'un handicap, la majorité des cas concernent des individus porteurs d'un handicap moteur. Encore une fois, les institutions publiques et officielles sont majoritairement concernées par les discriminations, elles entravent l'accès des personnes porteuses de handicap à leurs droits les plus fondamentaux et refusent, par moments, de leur fournir des services (services administratifs, la participation aux concours, l'import de véhicules adaptés, etc.). Les violences au sein de la famille représentent le cinquième des cas recensés et consistent, entre autres, à empêcher les ayants droit d'accéder à leur héritage. On cite également les violences dans le milieu professionnel et dans le milieu éducatif qui se caractérisent notamment par une infrastructure et des bâtiments inadaptés aux besoins des personnes porteuses de handicap, qui se voient souvent privées d'opportunités professionnelles ou éducatives.

Comme pour beaucoup d'autres personnes discriminées - notamment sur la base de leur genre, leur race/nationalité, ou encore leur identité ou orientation sexuelle -, les répondant.es affirment que ces discriminations sont continues et sont subies régulièrement, ce qui souligne le caractère systématique de ces violences. Le nombre de répondant.e.s ayant porté plainte est très bas. Ce constat met en évidence que, malgré l'existence d'un arsenal juridique relativement favorable, les personnes porteuses de handicap ne se sentent pas en mesure d'obtenir justice.

## OSIEGCS

Un total de 44 cas de discriminations basées sur l'orientation sexuelle, l'identité et l'expression de genre, ainsi que les caractéristiques sexuelles, ont été recensés. La répartition des répondant.e.s selon le genre démontre une présence significative de personnes queer et non-binaires, représentant %51.11 de l'échantillon. Les trans femmes et les hommes cisgenres sont également fortement représenté.e.s, constituant %28.89 des cas. Les femmes cisgenres et les trans hommes représentent %17.78 des cas répertoriés.

Il convient de souligner que les personnes discriminées sur la base de leur orientation sexuelle, identité et expression de genre, ainsi que leurs caractéristiques sexuelles, font face à une discrimination et une marginalisation encore plus prononcées lorsqu'elles sont porteuses du virus de l'immunodéficience humaine (VIH).

Les violences dans l'espace public restent majoritaires et émanent, à titre d'exemple, d'individus, de chauffeurs de taxi et de représentant.e.s d'institutions publiques, tels que les agents de police. Près d'une personne sur quatre a été discriminée par un/des agent.s de la police et ces violences prennent différentes formes, de la violence verbale et psychologique jusqu'au harcèlement, menaces et chantage. Une personne a même subi des attouchements sexuels de la part d'un agent de police lors d'une fouille. Deux autres personnes n'ont pas pu procéder au renouvellement de leurs passeports en raison de leur expression de genre. Viennent, ensuite, les violences dans le milieu familial qui

concernent plus d'une personne sur 6 et qui se traduisent, dans le plus souvent des cas, en de la violence verbale, physique, psychologique et économique, voire même, du harcèlement et des menaces. Plusieurs victimes affirment également, que suite à ces violences, elles se sont senties persécutées et ont dû fuir la maison familiale. On mentionne également les violences qui surviennent dans le milieu professionnel, scolaire et universitaire ainsi que celles qui émanent des propriétaires et du voisinage.

Par ailleurs, sur l'ensemble des 44 cas, les  $\frac{3}{4}$  rapportent que les discriminations sont continues dans le temps, ce qui souligne le caractère systémique de ces violences et souligne la précarité de ces populations. En ce qui concerne la prise en charge et le suivi judiciaire, l'écrasante majorité des personnes se tournent vers des ONG, ce qui est peu surprenant compte tenu de l'arsenal juridique condamnant l'homosexualité. Une seule personne a tout de même porté plainte et 5 autres comptent le faire par la suite.

### Bilan global :

Comme dans le précédent rapport, ces témoignages montrent que l'arsenal juridique est défaillant en Tunisie pour protéger les citoyen·nes. Les discriminations se basant sur la race/nationalité constituent les principales discriminations recensées malgré l'existence de la Loi organique n° 50-2018 du 23 octobre 2018, relative à l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale. Le très faible nombre de plaintes intentées au sein de cet échantillon montre que la confiance en la justice est encore faible. On peut même supposer qu'elle tend à empirer. Ces cas montrent également les défaillances des institutions publiques, particulièrement mises en cause par les victimes de discriminations sur la base du handicap. Ces structures constituent les premiers auteurs de discrimination pour cette catégorie de la population alors même qu'elles sont censées répondre à leurs besoins. Cela est particulièrement visible au moment des élections, qui constituent un événement anticipable : plusieurs répondant·es témoignent avoir été empêché·es d'exercer leur droit de vote. Dans le suivi des discriminations, les ONG sont la première structure d'écoute pour les personnes discriminées. L'O3DT mène une attention particulière à améliorer la prise en charge, notamment pendant l'entretien. Le consentement de la victime est systématiquement vérifié ; un module de bonnes pratiques a été mis en place et l'O3DT prend un rôle plus actif dans les actions à tenter par la suite. Pour les 273 cas concernés dans ce rapport, il a été systématiquement proposé de porter plainte ou de médiatiser l'affaire au nom de la victime, en respectant bien évidemment son anonymat. Ce type d'action peut être un moyen d'éviter un processus douloureux aux victimes déjà fragilisées par les discriminations subies et de trouver d'autres moyens de défendre leur cas, notamment en le diffusant au grand public. Par ailleurs, la prise en charge psychologique, sociale, médicale ou judiciaire des victimes est prise en charge par les membres du réseau, tels qu'ASF, DAMJ ou ATP+. Il faut cependant noter que plusieurs personnes n'ont reçu aucune prise en charge : il serait intéressant de voir si cela est dû à une défaillance dans les services proposés ou si c'est en seulement en raison de la volonté de la victime.

## Recommandations

### Recommandations à l'attention des institutions tunisiennes

8. La loi 6-2004 pénalisant les entrées et sorties irrégulières du territoire et soumettant les séjours irréguliers à des pénalités – plafonnées seulement récemment mériteraient d'être révisées et devraient amener à la création d'un cadre légal sur les migrations plus respectueux des droits fondamentaux. Cette loi, comme d'autres, datant du régime dictatorial de Ben Ali.
9. L'application stricte des garanties fondamentales prévues par la loi n° de 2016 aux personnes arrêtées ;
10. Assurer la mise en œuvre de la loi n° 2017-58, relative à l'élimination de la violence à l'égard des femmes
11. Assurer la mise en œuvre de la loi n° 50-2018 du 23 octobre 2018, relative à l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale :
12. Adopter les mécanismes nécessaires à la mise en œuvre des lois de lutte contre les discriminations (telles que la loi n° 50-2018 du 23 octobre 2018 relative à l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, ainsi que la loi organique n° 58-2017 du 11 août 2017, relative à l'élimination de la violence à l'égard des femmes) : décret de mise en application de la Commission nationale de lutte contre la discrimination raciale ; modules de formation pour les unités spécialisées pour enquêter sur les infractions de violence à l'égard des femmes ainsi que pour les magistrats ;
13. Le nouveau législateur doit veiller à sauvegarder les lois protectrices des droits et des libertés et à proposer et adopter des textes garants de ces droits et de ces libertés, dans la continuité de l'esprit de la constitution de 2014 ;
14. Harmoniser les lois avec les instruments internationaux de droits humains ratifiés ;
15. Abroger l'article 230 et arrêter toute forme d'incrimination des personnes LGBTQI+ ;
16. Faire respecter le droit à la liberté de religion ou de croyance afin de mettre la pratique en conformité avec les dispositions constitutionnelles et avec l'article 18 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, notamment par la reconnaissance de communautés telles que les Bahá'ís, ainsi que le droit de ne pratiquer aucune religion ou de se convertir ;

## Recommandations à l'intention de la société civile :

17. La société civile doit redoubler d'effort et de vigilance face à la nouvelle constitution de 2022 afin de faire face à des menaces de régressions lourdes de conséquences ;
18. Plaider à l'échelle régionale et internationale pour créer une force de pression sur la Tunisie, afin que l'État fasse face à ses engagements internationaux en matière de droits humains et les honore ;
19. Accompagner les nouvelles institutions dans leur prise de pouvoir/ fonction afin que celle-ci se fasse indépendamment du pouvoir exécutif et en respect total des droits et des libertés ;
20. Orienter les actions de sensibilisation et de renforcement de capacités vers la nouvelle classe politique pour contribuer à l'imprégner des valeurs des droits humains ;
21. Veiller à inclure les bénéficiaires des services des associations (assistance sociale, légale, psychologique, etc.) comme partenaire direct et effectif du développement des projets en leur faveur ainsi qu'à la mise en œuvre des diverses activités de la société civile ;
22. Au-delà du renforcement des capacités des différents acteurs de la société civile, intégrer l'autonomisation légale des bénéficiaires comme objectif primordial. La connaissance des lois de lutte contre la discrimination, garantissant des mécanismes de protection, peut rétablir la confiance des personnes discriminées dans le système judiciaire et renforcer la volonté du recours à la justice ;
23. Saisir les mécanismes de droits humains internationaux, tel que l'examen périodique universel, afin d'examiner l'étendue du respect de l'État Tunisien de ses engagements internationaux en matière de droits humains.







# **DATA ANALYSIS REPORT**

## **CASES OF DISCRIMINATION COLLECTED BY THE VARIOUS DIVISIONS OF THE OBSERVATORY FOR THE DEFENSE OF THE RIGHT TO DIFFERENCE**

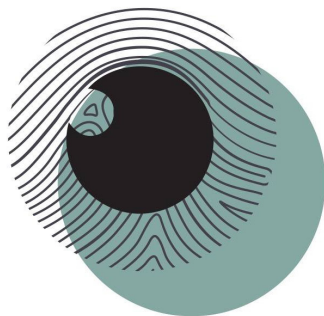
January – March 2023











# OBSERVATOIRE

pour la Défense du Droit  
à la Différence en Tunisie

## **INTRODUCTION**

## **BACKGROUND**

- I. DATA ANALYSIS OF GENDER-BASED DISCRIMINATION
- II. DATA ANALYSIS OF DISCRIMINATION BASED ON REGION AND/OR ETHNICITY
- III. DATA ANALYSIS OF DISCRIMINATION BASED ON RACE AND/OR NATIONALITY
- IV. DATA ANALYSIS OF DISCRIMINATION BASED ON DISABILITY
- V. DATA ANALYSIS OF DISCRIMINATION BASED ON (SOGIESC)
- VI. DATA ANALYSIS OF DISCRIMINATION “OTHER”
- VII. DATA ANALYSIS OF DISCRIMINATION/HATE SPEECH ON SOCIAL NETWORKS

## **OUTCOME RECOMMENDATIONS**

## INTRODUCTION

In May 2020, the first report analyzing data on cases of discrimination collected between January and December 2019 by the network of Anti-Discrimination Points (PAD) was published<sup>1</sup>. In March 2021, the second report analyzing the data on cases of discrimination collected between January and December 2020 by the PAD network was published, knowing that, in July 2020, PAD joined forces with the network of the Observatory for the Defense of the Right to Difference (O3DT) within the framework of the All4All project<sup>2</sup>. In July 2021, the third report analyzing the data on cases of discrimination collected between July 2020 and June 2021 by the various O3DT divisions was published<sup>3</sup>. In September 2022, the fourth report analyzing data on cases of discrimination collected between July 2021 and June 2022 by the various O3DT divisions was published. In October 2022, the fifth report analysing the data on discrimination cases collected between July 2022 and September 2022 by the O3DT divisions was published<sup>4</sup>. In January 2023, the 6th report analysing data on cases of discrimination collected between October 2022 and December 2022 was published. This report is the 7th of its kind, covering the period from January 2023 to March 2023. The observatory comprises 98 NGOs covering the whole of Tunisia, divided into 6 poles according to the following territorial breakdown:

- **Northeast pole: Bizerte-Tunis-Ariana-Mannouba-Ben Arous-Zaghouan-Nabeul**
- **North-west: Béja-Jendouba-Kef-Siliana**
- **Centre-east pole: Sousse-Monastir-Mahdia-Sfax**
- **Centre-west pole: Kairouan-Kasserine-Sidi Bouzid**
- **South-east pole: Gabès-Médenine-Tataouine**
- **Southwest pole: Gafsa-Tozeur-Kébili**

---

1 Data analysis report on cases of discrimination collected by the Anti Discrimination Points, Dr Mohamed Amine Jelassi, May 2020. See: <https://minorityrights.org/wp-content/uploads/2020/05/MRG-.pdf>

2 Data analysis report on cases of discrimination collected by PADs and the O3DT, Insaf Bouhafs, March 2021. See: <https://minorityrights.org/wp-content/uploads/2021/03/REPORT-MRG-Final-5.0.pdf>

3 Consult here: <https://o3dt.org/wp-content/uploads/2022/01/rapport-a4-.pdf>

4 Consult here: <https://o3dt.org/rapport-danalyse-de-donnees/>



## Background

Between January and March 12, 2023, documenters belonging to the constituent associations of the O3DT network documented 273 cases of discrimination, affecting 8 target groups: people discriminated against on the basis of their skin color and/or nationality (75 cases), on the basis of their SOGIESC (44 cases), on the basis of their gender (33 cases), on the basis of their ethnicity and/or region (9 cases), on the basis of carrying a disability (25 cases), hate/discriminatory publications on social networks (71 cases), and other types of situations (6 cases) including freedom of expression, freedom of conscience, civil status, personal freedoms, etc.

It should be noted that some forms of discrimination may be difficult to classify according to this categorization. For example, there is confusion between gender-based discrimination and SOGIESC based discrimination. Discrimination based on non-normative gender is sometimes placed in the SOGIESC section and sometimes in the gender section.

This confusion is part of a larger debate and involves theoretical questions because the SOGI classification involves transgender people, i.e., people discriminated against on the basis of non-normative gender. However, the gender section presented here has been defined specifically for individuals with a normative gender. It would be interesting to discuss this issue and incorporate a feminist perspective.

This report includes a new feature, discrimination/hate speech on social networks, which is becoming increasingly widespread and denounced. These hateful publications, messages and comments on social networks are generally based on gender, race and nationality and often infringe on individual freedoms and the freedom of expression. The documenters' approach thus takes a different form, as it involves an initiative to reach the person concerned. In addition, these publications regularly target communities of people (on the basis of their gender, nationality or skin color). Complaints or reports must therefore be filed on the part of the association.

New elements have also been added to the questions asked during the interview to the respondents. For example, they were asked whether they wanted the case to be published in the media or whether O3DT should pursue the case in court on behalf of the (anonymous) victim. As far as potential support is concerned, O3DT makes arrangements with the network's associations. For example, in order to provide legal support, respondents are referred to ASF. They

are also oriented towards other associations in the network (ATFD, Damj, ATP+, etc.) for any type of support such as social, psychological or medical assistance, etc.

The O3DT is also very vigilant about the way in which documenters report and collect evidence. It is essential that documenters are aware of what constitutes discrimination and how it can be experienced by those who are discriminated against, especially when the documenters are not themselves affected by said discrimination. They also need to understand the implications of human rights violations, be it civil and political, or economic, social and cultural. The intersection of discrimination is also a key concept.

Documenters are faced with two scenarios: the most common is taking on cases of victims who come forward on their own to tell their stories. In other cases, contact is made by the documenter as part of their monitoring work.

It is important to be prepared for the different phases of the interview: before, during and after. The documenter must take into account the discrimination experienced by the victim. Before the interview, it is necessary to prepare the choice of the location and time of the meeting, and whether it should take place physically. For example, it is important to take into account the accessibility conditions for a person in a wheelchair. The documenter must also take into account the setting and respect the confidentiality required for this type of testimony. It is also important to anticipate the possible need for interpreting, whether in a foreign language or in sign language. Finally, if the person is a minor, the interview should be conducted with their guardian (unless this poses a danger to the victim).

The interviews last 20 minutes on average. The documenter should introduce themselves and put the respondent at ease, especially if the respondent has not contacted the association on their own. The documenter must find a balance between respecting the sequence of questions, noting the answers and maintaining an open attitude while listening to a story.

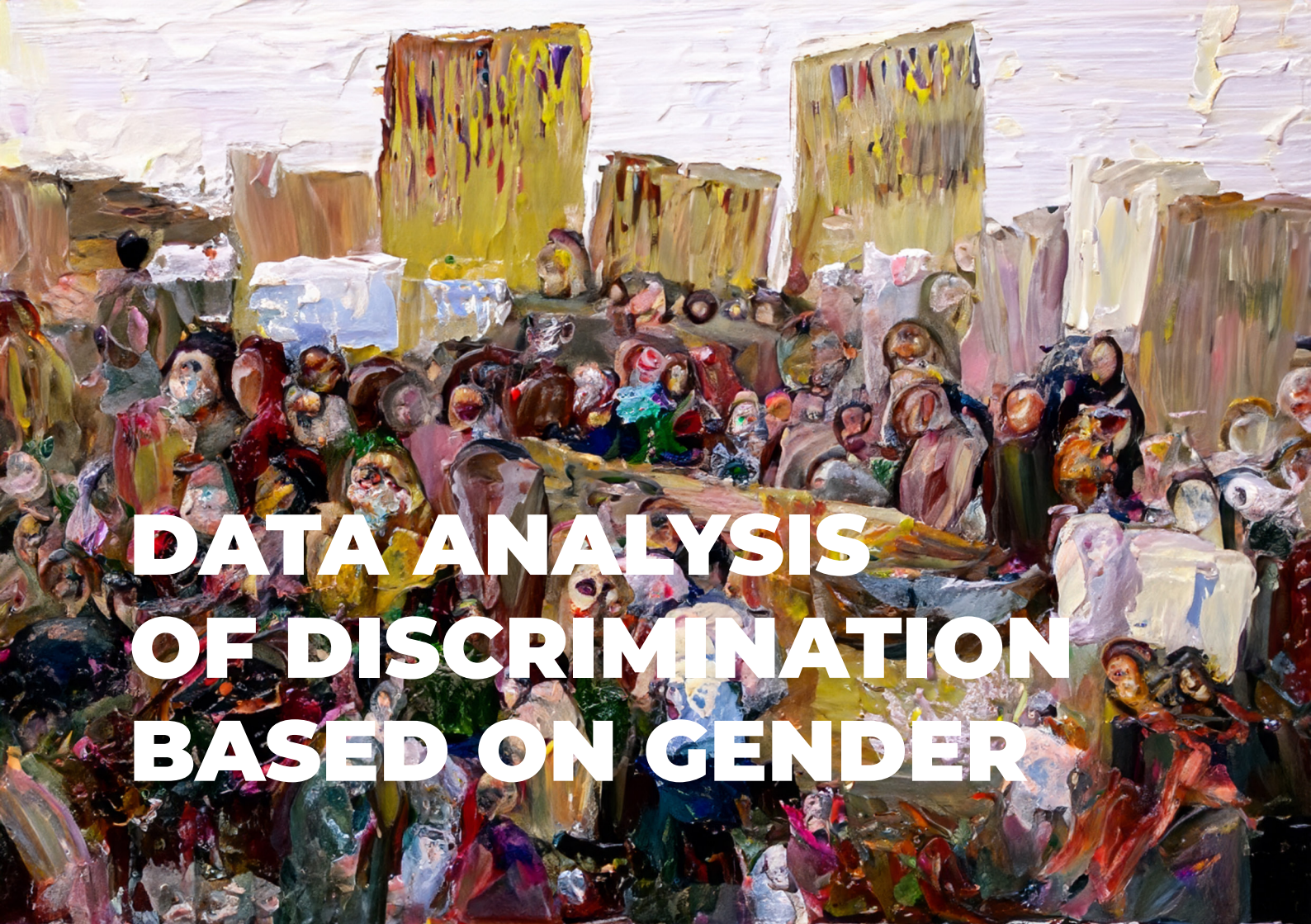
The elements documented regarding each group are as follows:

- Gender
- Reported discrimination
- Intersection of reported discrimination with other types of discrimination
- Region
- Age
- Perpetrator/ location of discrimination

- Nature/impact of the discrimination
- Precedents similar to the reported discrimination
- Continuity of the reported discrimination
- Existence of witnesses
- Entities to which the discrimination was reported
- Complaint/legal proceedings initiated
- Services offered to the victim of discrimination
- Willingness that the O3DT take the case to court on behalf of the victim
- Willingness to make the case public
- Month in which the discrimination was reported

Documenters should pay particular attention to the victim's desires. In cases where the victim might be pressured or abused for contacting an NGO, a trusted contact person must be selected to avoid further exposing the victim.

After the interview, the documenter must encode the information collected, starting with the reference elements (which facilitate the follow-up of cases between the different organizations in the network) before entering the different information according to the classification of the O3DT.



**DATA ANALYSIS  
OF DISCRIMINATION  
BASED ON GENDER**

33 cases of discrimination based on gender identity were reported to the divisions of the Observatory for the Defense of the Right to Difference between January and March 2023.

As indicated in the introduction, some gender-based forms of discrimination also constitute violence on the basis of sexual orientation, gender identity and expression, sexual characteristics and vice versa.

## Gender

The distribution according to the gender of the person, mentioned or assumed, is as follows:

Value	Frequency	Percentage
Woman	29	87.88
Man	2	06.06
Queer	1	03.03
Intersex	1	03.03

## Intersection of discriminations

Of the 33 cases of gender discrimination reported, more than a fifth of respondents (8 people) were also victims of a second form of discrimination: discrimination based on sexual orientation (4 cases), discrimination based on race (2 cases) and discrimination based on ethnicity (2 cases).

Two of the four cases of discrimination based on sexual orientation were committed by a family member in both the private and public spaces. The third case of discrimination based on gender intersecting with sexual orientation was the victim of verbal and physical violence accompanied by threats from an employee at their university, while the fourth case was the victim of harassment and outing by fellow students at the university.

Value	Frequency	Percentage
Sexual orientation	4	12.12

Race	2	06.06
Ethnicity	2	06.06

## Age

The average age is 32.4. The age of the victims range from 9 to 75 Two of the cases reported involve minors (aged 9 and 10 respectively)

## Regional distribution

More than a half of the reported cases were in the South-East region (Tataouine, Médenine and Gabés), with 17 cases. The North-East (Greater Tunis) accounted for almost a fifth of reported cases, ie 7, followed by 4 cases in the Center-East (Sfax) and 4 in the North-West (Kef, Siliana and Béja). In the Centre-West (Kasserine), a single case was reported. The distribution of the regions in which the reports were made is as follows:

Value	Frequency	Percentage
South East	17	51.52
North East	7	21.21
Center East	4	12.12
North West	4	12.12
Center West	1	03.03

## Perpetrator of the discrimination

A third (11 cases) of the discrimination cases reported were committed by a family member, and almost a third (9 cases) by public institutions. The other perpetrators of gender discrimination reported in the first quarter of 2023 were individuals (3 cases), partners/ex-partners (3 cases), employers (3 cases), taxi drivers (2 cases) and a police officer

(1 case).

The intersection of data on the perpetrators and the location of the discrimination shows that the two most recurrent combinations are discrimination committed by the family in a private space (13 cases in total, including 3 cases of domestic violence) and discrimination committed by a public institution in a public place (9 cases in total, including 1 case of discrimination committed by the bus driver in public transport, 1 case committed in a hospital and 1 case committed in a university).

The intersection of data on the other gender discriminations reported are distributed as follows: 3 cases of discrimination were committed by the employer in the workplace (two people were dismissed because of their woman status, and another experienced sexual harassment and attempted rape). 3 other cases were committed in a public place by individuals and a police officer, 2 cases committed by a taxi driver on public transport or in a public place, 1 case committed by a landlord in a private place, 1 case committed by individuals within the University and 1 case committed by a family member in a café.

Value	Frequency	Percentage
Family	11	33.33
Public institution	9	27.27
Partner/ ex	4	12.12
Individual(s)	3	09.09
Employer	3	09.09
Taxi driver	2	06.06
Police officers	1	03.03
Landlord	1	03.03
Friends at university	1	03.03

## Location of the discrimination

Value	Frequency	Percentage
In a private space	15	45.45
In a public space	10	30.3
In the workplace	2	06.06
In a school/ university environment	2	06.06
Public transportation	1	03.03
Bar/café/ restaurant	1	03.03
Hospital	1	03.03
University Cultural Center of Gabes	1	03.03
At home	1	03.03
In a taxi	1	03.03

## Nature/ Impact of the discrimination

Among those interviewed, over three-quarters, i.e. 25) %75.76 cases out of 33), reported having experienced verbal violence. As for psychological violence, it affected almost half of the cases reported (%48.48, or 16 out of 33).

Next comes physical violence, which affected almost a third of the cases reported, i.e. 10 out of 33 respondents.

Sexual violence concerned almost a third of the cases reported, i.e. 9 people out of 33, all of whom were subject to sexual harassment. Of these, 2 were victims of rape (the first a victim of marital rape and the second chased out of the house by her family following her pregnancy) and two were victims of attempted rape.

Economic violence concerned 5 cases, including two cases of unfair dismissal related to the victims' status as women, 1 case of non-access to inheritance and 1 case of withdrawal of the free healthcare card and assistance to people in precarious situations.



Violence relating to SOGIESC rights concerned 4 of the respondents, and was as follows: Systematic threats (in all 4 cases), outing and/or threat of outing in 3 of the cases, harassment, being forced out of the family home in 2 of the cases.

<b>Value</b>	<b>Frequency</b>	<b>Percentage</b>
Verbal	25	75,76
Psychological	16	48,48
Physical	10	30,30
Sexual harassment	9	27,27
Harassment	6	18,18
Economic	3	9,09
Threat	4	12,12
Driven out of the house	3	9,09
Outing	2	6,06
Attempted rape	2	6,06
Blackmail	1	3,03
Dismissal	2	6,06
Rape	2	6,06
Threat of outing	1	3,03

## History and continuity of the discrimination

More than half of those interviewed (17 out of 33) believe they have experienced previous gender-based discrimination. For %54.55 of the respondents, the discrimination is ongoing over time, underlining the systematic nature of gender-based discrimination.

## Witnesses

18 respondents (%54.54) say that witnesses were present when they experienced discrimination. 7 out of 18 of these respondents consider that witnesses would be willing to testify.

## Follow-up of discrimination cases

Respondents reported their cases of discrimination to the following entities: 16 to the O3DT, 7 to an NGO, 4 to a lawyer, 3 to a police station and 3 to another entity.

Value	Frequency	Percentage
O3DT	16	48.48
NGO	7	21.21
Lawyer	4	12.12
Police	3	9.09
Other	3	9.09

## Judicial follow-up

Of the 33 cases reported, 6 people have already filed a complaint and 6 others have expressed their wish to do so in the future. 5 respondents agreed that the O3DT (or another structure) should initiate legal proceedings regarding their respective cases.

2 people are considering applying for asylum.


## Services offered

The services offered by the associations and institutions in question are as follows: 24 counselling services, 17 psychological follow-up services, 10 legal consultations, 2 legal assistance services, 2 social assistance services, 2 shelter services, 1 medical aid, 1 digital intervention and 1 referral to another service.

NB: 21 people benefited from more than one service, and 6 respondents received no service at all.

Media coverage of the cases

More than three-quarters of those interviewed (25 people) accept the possibility of their case being covered by the media without their name being mentioned.

A close-up photograph of a group of young children, likely from a developing region. The children are looking directly at the camera with serious, somewhat somber expressions. They are wearing simple, practical clothing, including head coverings in shades of yellow, blue, and white. The lighting is natural and somewhat dim, highlighting the textures of their clothing and the intensity of their gazes.

**Data analysis of  
discrimination based  
on region and/ or  
ethnicity**

9 cases of discrimination based on ethnicity and/or region were reported to the various divisions of the Observatory for the Defense of the Right to Difference between January and March 2023.

7 cases involve regional discrimination and 2 involve ethnic discrimination.

## Gender

Of the 9 cases collected, the distribution according to the gender of the person, mentioned or assumed, is as follows:

Value	Frequency	Percentage
Woman	5	55.55
Man	3	33.33
Queer	1	11.11

## Intersection of discriminations

Three respondents experienced discrimination based on region or ethnicity intersecting with language: a schoolteacher from Sfax was harassed and mocked by colleagues for her dialect/accents, an intern was mocked by colleagues and employer for her dialect/accents; and a woman was harassed and persecuted, as well as verbally and psychologically abused in the public space by individuals, for her use of the Amazigh language.

One respondent experienced discrimination based on region intersecting with racial discrimination: she was mistaken for a sub-Saharan woman by a police officer, and was then questioned insistently about her region (Gabès). The respondent felt particularly harassed following this identity check.

Value	Frequency	Percentage
Language	3	33.33
Race	2	22.22
Ethnicity	1	11.11

Gender expression	1	11.11
Religion	1	11.11

## Age

The average age of victims is 27.55 years. The age of victims ranges from 20 to 45 years. No cases involving minors have been reported.

## Regional distribution

4 of the 9 reported cases involve people who had experienced discrimination in the North-East (Ariana and Tunis), while 3 others were discriminated against in the Center-East (Sfax and Mahdia). Only one case was reported in the North-West (Béja) and one in the South-East (Tataouine).

Value	Frequency	Percentage
North East	4	44.44
Center East	3	33.33
North West	1	11.11
South East	1	11.11

## Perpetrator of the discrimination

Among the discriminations recorded, 4 were committed by police officers (including 3 in a public place and one in a police station).

The intersection of data between the perpetrator and the location of discrimination indicates that 20% of the cases reported involve discrimination that took place in the respondent's workplace, and whose perpetrators were work colleagues (as well as the employer in one case), due to their respective accents.

One person from Tataouine explained that she had been discriminated against by her neighbors and the local grocer since she and her husband moved to Béja. Another person from Tataouine experienced verbal violence and harassment in the public space from individuals because of her use of the Amazigh language.

Value	Frequency	Percentage
Police officers	4	44.44
Individual(s)	2	22.22
Colleagues at work	2	22.22
Neighbors	1	11.11
Employer	1	11.11
Public institution	1	11.11

### Location of discrimination

Value	Frequency	Percentage
In a public place	6	66.66
In the workplace	2	22.22
In the police station	1	11.11
Public transportation	1	11.11

## Nature/ Impact of the discrimination

Among the interviewees, %88.88 said they had experienced verbal violence, %55.55 said they had experienced psychological violence and %44.44 said they had experienced harassment.

Economic violence was reported in almost a fifth of cases, i.e. 2 out of 9.

Persecution and threats were reported once in each case.

Value	Frequency	Percentage
Verbal	8	88.88
Psychological	5	55.55
Harassment	4	44.44
Economic	2	22.22
Persecution	1	11.11
Threat	1	11.11

## History and continuity of the discrimination

%77.77 of the respondents (7 out of 9) believe they have experienced previous discrimination based on ethnicity and/or region. For %77.77 of the respondents, discrimination is ongoing - underlining the systematic nature of discrimination based on ethnicity and/or region.

## Witnesses

5 out of 9 respondents say that witnesses were present when they experienced discrimination, with only one willing to testify.



## Follow-up of discrimination cases

Respondents reported their cases of discrimination to the following entities: 5 to the O3DT, 2 to another entity, 1 to an NGO and 1 to a lawyer.

No cases were reported to a public structure.

Value	Frequency	Percentage
O3DT	5	55,56
Other	2	22,22
NGO	1	11,11
Lawyer	1	11,11

## Judicial follow-up

Of the 9 cases reported, no one has filed a complaint about the discrimination they experienced, and only two have expressed the wish to do so later. Only one respondent agreed that the O3DT (or another structure) should initiate legal proceedings in his/her case.

Only one person is considering seeking asylum.

## Services offered

The services offered by the associations and institutions in question are as follows: 8 counselling services, 2 legal consultations, 1 psychological support service and 1 other service.

NB: 4 people received two services and 1 respondent received no service.

## Media coverage of the case

More than half of the respondents (5 out of 9) accept the possibility of their case being covered by the media without their name being mentioned.

A painting depicting three men on a boat in a stormy sea. The men are wearing life jackets and are looking towards the viewer. The sea is dark and turbulent, and the sky is a mix of blue and white, suggesting a storm. The overall style is expressive and somewhat somber.

**III. Data analysis  
of discrimination  
based on race and/ or  
nationality**

75 cases of discrimination based on race and/or nationality were reported to the various divisions of the Observatory for the Defense of the Right to Difference between January and March 2023.

58 concern discrimination based on race and nationality, 13 concern discrimination based on race, 4 concern discrimination based on nationality.

Here, discrimination based on race affects black Tunisian and sub-Saharan people. Race-based discrimination consists in assault on the basis of an individual's skin color. Discrimination based on nationality refers to violence committed on the basis of the victim's country of origin.

NB: The 75 cases of discrimination reported involve not only individuals, but also groups of people.

## Gender

The distribution of the 75 cases collected according to the gender of the person, mentioned or assumed, is as follows:

Value	Frequency	Percentage
Man	46	61,33
Woman	25	33,33
Unknown	2	2,67
Family	1	1,33
Other	1	1,33

## Intersection of discriminations

6 of the persons who were discriminated against report having experienced discrimination in intersection with language; 3 with gender identity, 2 with sexual orientation, 2 as people living with HIV, 2 with religion and 1 with ethnicity.

Value	Frequency	Percentage
Language	6	8
Gender identity	3	4
Sexual orientation	2	2.67
PLHIV	2	2.67
Religion	2	2.67
Ethnicity	1	1.33

## Age

The average age of the reported cases was 29.42 years. The age of victims ranges from 16 to 50. 1 case involving a minor (16) was reported.

## Regional distribution

More than half the cases reported (39 out of 76, or %52) involved people who had experienced discrimination in the North-East (Tunis with 21 cases, Ariana with 17 cases and Ben Arous with 1 case), while 16 other people were discriminated against in the South-East (Gabés with 8 cases and Médenine with 8 cases).

In the Center-East, 13 cases were reported (12 in Sfax and 1 in Sousse).

In the North-West, 7 cases were reported (3 in Kef, 2 in Siliana, 1 in Béja and 1 in Jandouba).

Value	Frequency	Percentage
North East	39	52,00
South East	16	21,33
Center East	13	17,33
North West	7	9,33

## Perpetrator of the discrimination

More than a quarter of the discrimination based on race and/or nationality reported by the O3DT was committed in the workplace. In fact, 21 cases (%28) were committed by the employer, mostly in the workplace. In the majority of cases, this involved unfair dismissal, and in some cases, the victims complained of indecent working conditions. An equal number of 21 respondents report having been discriminated against by individuals in public or private settings.

Discrimination by landlords accounted for %22.67 (i.e. 17 cases out of 75). This took the form of evictions, threats of eviction and assaults. Neighbors were mentioned as the perpetrator in 7 of the cases reported, 4 of which also involved the landlord.

Police officers accounted for %16 of the perpetrators of discrimination reported, i.e. a total of 12 cases. 11 of these cases involved sub-Saharan Africans, who were subjected to abusive checks and unjustified arrests, verbal and physical violence and detention in deplorable conditions at the El Ouardia center. Police officers also verbally abused a Tunisian citizen, mistaking him for a sub-Saharan because of his skin color. Discrimination by the police takes place mainly in police stations and places of deprivation of liberty, as well as in public spaces.

Healthcare personnel were mentioned in 4 of the cases reported. These involved discrimination in hospitals, where victims were denied treatment or faced ill-treatment by staff.

In schools and universities, a total of 5 cases were reported: 1 person reported being regularly exposed to hate speech by fellow students and teachers, 1 person reported being subject to ill-treatment by staff at the university restaurant and verbal abuse by fellow students, 2 people reported being subject to aggression and hate speech by fellow students, and 1 person reported that a teacher gave her students an exam containing racist remarks about the sub-Saharan community.

3 people report having been discriminated against by public institutions and 3 others report having been discriminated against by taxi-drivers (2 of whom were denied boarding).

2 people were discriminated against by the families of their partners, who opposed the union of their child with a black person.

1 person was discriminated against by their work colleagues and 1 person experienced verbal and psychological violence from their friend on the internet.

<b>Value</b>	<b>Frequency</b>	<b>Percentage</b>
Employer	21	28,00
Individual(s)	21	28,00
Landlord	17	22,67
Police officers	12	16,00
Neighbors	7	9,33
Healthcare personnel	4	5,33
Friends in school/ university	4	5,33
Teachers or administration staff	3	4,00
Public institutions	3	4,00
Taxi driver	3	4,00
Family of the partner	2	2,67
Colleagues at work	1	1,33
Friends	1	1,33
Partner/ ex-partner	1	1.33

## Location of the discrimination

Value	Frequency	Percentage
In a private space	31	41,33
In a public space	22	29,33
In the workplace	17	22,67
In a school/ university environment	5	6,67
Hospital	5	6,67
Bar/café/restaurant	4	5,33
Police station	4	5,33
Taxi	3	4,00
Detention center	3	4,00
Public transportation	2	2,67
On internet	1	1,33
Other	1	1,33

## Nature/ impact of the discrimination

Among those interviewed, 56) %74.67 cases out of 75) have experienced verbal violence, from police officers, individuals, employers, etc. 37 people, i.e. almost half the victims, have experienced psychological violence, 18 have experienced physical violence and 11 have been assaulted. 8 people were harassed, 7 were persecuted and 4 were threatened. In the workplace, 31 people (%41.33) were subject to economic violence, 16 were dismissed, 3 were denied access to a job and 1 was harassed at work.

9 people were driven out of their homes, 2 people were sequestered (including one woman who was sequestered by her employer so that she would not flee), 1 person was arbitrarily detained and 1 person fled the house.

4 people were prosecuted, 2 were placed under surveillance and 1 was sexually harassed.

One case related to the racist pedagogical content of an exam proposed by a teacher.

Another was mistreated. One person was sexually harassed and another was raped. One person also experienced cyberstalking. 8 people experienced economic violence, 5 were denied a job, 2 had to resign and 3 experienced harassment at work. This took the form of scams, discrimination in hiring and refusal to pay wages. Within the family, 2 people were driven out of their homes and one fled her house. One person was arbitrarily arrested and prosecuted. The respondent explains that he was arrested in the middle of the city without knowing why.

Value	Frequency	Percentage
Verbal	56	74,67
Psychological	37	49,33
Economic	31	41,33
Physical	18	24,00
Dismissal	16	21,33
Assault	11	14,67
Driven out of the house	9	12,00
Harassment	8	10,67
Persecution	7	9,33
Threat	4	5,33
Legal persecution	4	5,33
Refusal to work	3	4,00
Surveillance	2	2,67
Sequestration	2	2,67



Sexual harassment	1	1,33
Harassment at work	1	1,33
Fleeing the house	1	1,33
Racist pedagogical content	1	1,33
Arbitrary detention	1	1,33
Other	1	1,33

### History and continuity of the discrimination

Nearly half of those interviewed (36 out of 75, i.e. %48) believe they have experienced previous discrimination based on gender.

For %69.33 of respondents, discrimination is ongoing over time, underlining the systematic nature of discrimination based on race and/or nationality.

### Witnesses

51 respondents (%68) say that witnesses were present when they experienced discrimination. 35 out of 51 of these respondents consider that witnesses would be willing to testify.

### Follow-up of discrimination cases

%90.79 of victims reported their experiences to civil society organizations: 45 cases (%60) were reported to O3DT, 18 cases (%24) were reported to NGOs, 3 cases were reported to ASF and 2 cases were reported to ATP+.

13 cases were reported to other structures, 2 cases were reported to the police and 1 case was reported to a lawyer.

Value	Frequency	Percentage
O3DT	45	60,00
NGOs	18	24,00
Other	13	17,33
Volunteers network	3	4,00
ASF	3	4,00
ATP+	2	2,67
Police station	2	2,67
Lawyer	1	1,33

### Judicial follow-up

Of the 75 cases reported, 6 people have already filed a complaint, and 5 have expressed a wish to do so at a later date. 44 people agree that the O3DT (or another structure) should initiate legal proceedings regarding their respective cases.

Of the 75 cases reported, 5 respondents said they had already applied for asylum, and 27 others were considering doing so. 13 people did not want to comment on the matter.

### Services offered

60 people (i.e. %80 of respondents) say they have benefited from one or more services: 53 people have received a counselling service, 23 people have benefited from social assistance, 13 people have benefited from psychological follow-up, 6 people have obtained a shelter, 3 people have obtained medical assistance, 3 people have benefited from legal assistance and 3 others from legal consultation, 1 person has obtained means of protection and 1 person has benefited from a digital intervention.

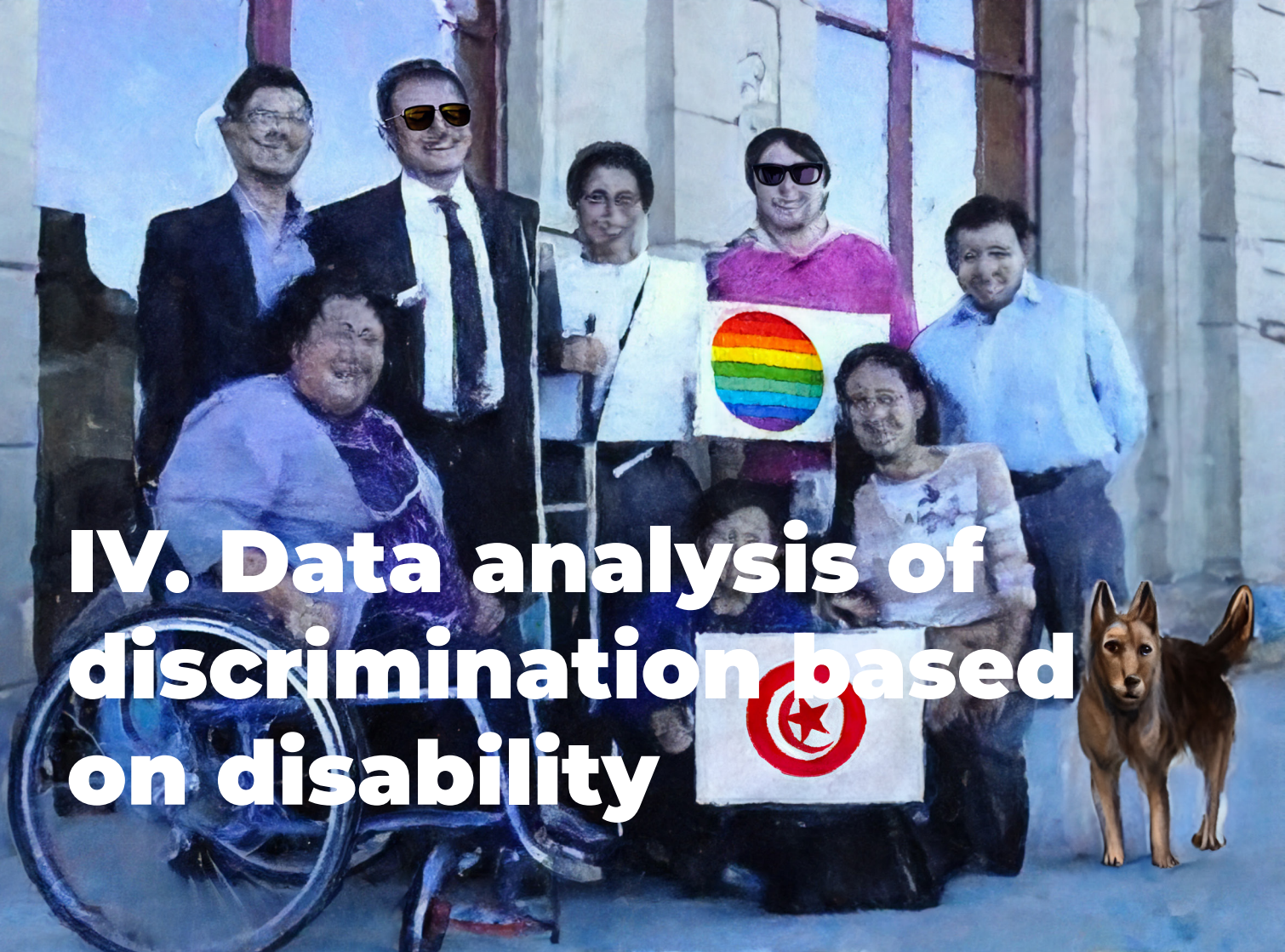
7 people received other services, including 3 who benefited from food supplies provided by a group of volunteers.

For 15 respondents, no services were offered after they had been discriminated against.

## Media coverage of the case

Almost two-thirds of respondents (49, %65.33 out of 75) accept the possibility of their case being covered by the media without their name being mentioned.

**IV. Data analysis of  
discrimination based  
on disability**



25 cases of discrimination based on disability were reported to the divisions of the Observatory for the Defense of the Right to Difference between January and March 2023.

15 cases involved discrimination based on a motor disability (9 ,(%60 cases involved discrimination based on another type of disability (%36) and 1 case involved discrimination based on a mental disability (%4).

## Gender

Of the 25 cases collected, the distribution according to the gender of the person, mentioned or assumed, is as follows:

Value	Frequency	Percentage
Man	16	64
Woman	9	36

## Intersection of the discriminations

The intersection with discrimination based on having another disability was mentioned by 3 respondents.

Three women also considered that they had experienced discrimination based on disability that intersected with their gender identity: a woman with a motor disability wanted to file a complaint against her neighbor at the police station, and found herself mocked by one of the officers, who denigrated her attractiveness. Another woman went to the delegation to present documents and was mocked by the administrative officer who imitated her walk and refused to process her request.

Value	Frequency	Percentage
Disability	3	12
Gender identity	3	12

## Age

The average age is 30.8. The age of victims ranges from 13 to 59. Three cases involved minors (two aged 16 and one aged 13).

## Regional distribution

Most cases of discrimination (10 cases) took place in the North-West (Le Kef with 8 cases, Siliana with 1 case and Béja with 1 case), then in the Center-West with a total of 7 cases reported (Kasserine with 4 cases and Sidi Bouzid with 3 cases).

4 people were discriminated against each in the South-East (Medenine with 3 cases and Tataouine with 1 case) and North-East (Tunis with 2 cases, Ariana with 1 case and Manouba with 1 case) respectively.

Value	Frequency	Percentage
North West	10	40
Center West	7	28
South East	4	16
North East	4	16

## Perpetrator of discrimination

Public institutions account for more than a third (%36, i.e. 9 cases out of 25) of the perpetrators of discrimination based on disability reported: 2 cases reported at the level of The Local Unit of Social Promotion, 2 cases at the level of municipalities, 2 cases at the level of the Customs office, 1 case at the level of the Tunisian Agency of Vocational Training, 1 case at the level of the Technical Agency of Land Transport and 1 case at the level of the Delegation (المندوبية). Discrimination perpetrated by public institutions consists essentially in the refusal to provide services (administrative services, participation in competitions, import of adapted vehicles, etc.) to rightful claimants, people with disabilities. Violence within the family accounts for %20, with 5 cases reported, including 2 people who were denied access to their inheritance.

3 people were discriminated against by employers: 1 person was denied access to a position, 1 person was denied a

position and 1 person had to leave his/her job because the infrastructure was not adapted to his/her disability. 3 people were discriminated against in the school/university environment: 1 person in a wheelchair was unable to attend classes because the classrooms were on the upper floor and inaccessible to him/her, 1 other person was expelled from his/her school for an uncontrolled gesture linked to his/her disability, and 1 person was subject to verbal and physical violence from fellow students.

2 people were discriminated against on public transport: 1 cab driver refused to take a disabled person in his/her wheelchair, and 1 person refused to give up his/her bus seat to a disabled person.

1 person was discriminated against by healthcare staff in a hospital who refused to let him/her use the elevator, 1 person was discriminated against by a police officer in a police station and 1 person was verbally abused by an ex-partner.

Value	Frequency	Percentage
Other	6	24
Family	5	20
Public institution	4	16
Employer	2	8
Teachers/ administration staff	2	8
Police officers	1	4
Individual(s)	1	4
Partner/ ex	1	4
Healthcare employee	1	4
Taxi driver	1	4
Friends et school/ university	1	4
Customs office	2	8

Company owner	1	4
The Local Unit of Social Promotion	1	4
Tunisian Agency of Vocational Training in El Kef	1	4
The Local Unit of Social Promotion in Tejrrouine	1	4

Value	Frequency	Percentage
Public institution	9	36
Family	5	20
Employer	3	12
Teachers/ administration staff	2	8
Police officers	1	4
Individual(s)	1	4
Partner/ ex	1	4
Healthcare staff	1	4
Taxi driver	1	4
Friends at school/ university	1	4



## Location of the discrimination

Value	Frequency	Percentage
In a public space	9	36
In a private space	5	20
In the workplace	3	12
In a school/ university environment	2	8
In a police station	1	4
In public transportation	1	4
Taxi	1	4
Customs office	2	8
Cerebral Palsy Center in Khaznadar	1	4
Tunisian Agency of Vocational Training in El Kef	1	4
The Local Unit of Social Promotion in Tejrrouine	1	4

Value	Frequency	Percentage
In a public space	12	48
In a private space	7	28
In the workplace	3	12
School/ university environment	2	8
Police station	1	4
Public transportation	1	4
Taxi	1	4

### Nature/ impact of the discrimination

Nearly half the respondents (12 out of 25) said they have experienced verbal violence, and 40% said they have experienced psychological violence.

Of those interviewed, 11) 44% cases out of 25) have experienced economic violence, as follows: 6 people have been denied employment or the opportunity to start a professional project, 3 people have been denied the import of cars adapted to their disabilities, and 2 women have been denied access to inheritance and family property.

Physical violence affected 3 of the respondents, two of whom were abused by family members.

Among the respondents, one was assaulted, one was persecuted, one was blackmailed.

1 person was persecuted, 1 person was assaulted, 1 person was expelled from a center and 1 person was denied integration into a specialized center.

Value	Frequency	Percentage
Verbal	12	48
Economic	11	44
Psychological	10	40
Physical	3	12
Persecution	1	4
Blackmail	1	4
Harassment	1	4
Refusal of employment	1	4
Deprivation of inheritance	1	4
Assault	1	4
Expulsion from a center	1	4
Prevention from going to a specialized center for people with hearing disabilities so that the child wouldn't use sign language	1	4

### History and continuity of the discrimination

%56 of respondents (14 cases) believe that the discrimination they experienced was preceded by other instances of discrimination. 11) %44 cases) reported that the discrimination had occurred for the first time.

%60 of respondents (15 cases) say that the discrimination is ongoing, while 10) %40 cases) say that the discrimination has ceased.

## Witnesses

%40 of respondents (10 cases) report that witnesses were present when they experienced discrimination, while %60 of respondents (10 cases) report that no witnesses were present.

Only 2 respondents feel that their witnesses would be willing to testify.

## Follow-up of the discrimination cases

The vast majority of victims reported their experiences to civil society organizations: 18 cases (%72) were reported to O3DT, 5 cases (%20) were reported to an NGO and 1 case was reported to ASF.

Only one person turned to an official entity (police station) and one reported her case to the media.

Value	Frequency	Percentage
O3DT	18	72
NGO	5	20
ASF	1	4
Police	1	4
Media	1	4

## Judicial follow-up

Of the 25 cases recorded, 4 people have already filed a complaint and 1 other person has expressed the wish to do so in the future.

Only one person agreed that the O3DT (or another structure) should initiate legal proceedings in his case.

24 respondents said they had no plans to apply for asylum, and one other person declined to comment.


## Services offered

6 people claim to have benefited from a counselling service, including 2 who were also provided with social assistance, and 1 who also benefited from a psychological follow-up service.

However, according to 19 respondents (i.e. 76% of cases), no services were offered after they had been discriminated against.

### **Media coverage of the cases**

Nearly three-quarters of those interviewed (18 out of 25) accept the possibility of their case being covered by the media without their name being mentioned.

The background is a colorful, expressive painting depicting a large crowd of people. The scene is filled with energy, with many hands raised in the air. Large, flowing rainbow flags are a prominent feature, draped across the crowd. The style is painterly and somewhat abstract, with visible brushstrokes and a rich palette of colors including red, orange, yellow, green, blue, and purple. The overall mood is one of joy and celebration.

**V. Data analysis of  
discrimination based  
on sexual orientation,  
gender identity and  
expression, sexual  
characteristics  
(SOGIESC)**

44 cases of discrimination based against LGBTQI+ people were reported to the divisions of the Observatory of the Right to Difference between January and March 2023.

The various discriminations are reported as follows: 27 people (i.e. %61.36) were discriminated against on the basis of their gender identity; 27 people on the basis of their gender expression (i.e. 26 ,(%61.36 people were discriminated against on the basis of their sexual orientation (i.e. %59.09) and 3 people were discriminated against on the basis of their sexual characteristics (i.e. %6.82 intersex people).

As mentioned in the introduction, certain forms of discrimination based on sexual orientation, gender identity and expression, and sexual characteristics also constitute violence on the basis of gender, and vice versa.

## Gender

Of the 44 cases collected, the distribution according to the person's gender, mentioned or assumed, is as follows:

Value	Frequency	Percentage
Queer	15	33.33
Non-binary	8	17.78
Trans W	7	15.56
Man	6	13.33
Woman	4	8.89
Trans M	4	8.89
Unknown	1	2.22

## Intersection of the discriminations

3 people report that the discrimination they experienced was in intersection with the fact that they are PLHIV, and 6 other people report having experienced discrimination in intersection, respectively with: nationality, disability, race, ethnicity, religion and gender. People living with the human immunodeficiency virus (HIV) are often discriminated against because of their HIV status, which can lead to further stigmatization and marginalization.

Value	Frequency	Percentage
PLHIV	3	6.67
Gender	1	2.22
Disability	1	2.22
Race	1	2.22
Nationality	1	2.22
Ethnicity	1	2.22
Religion	1	2.22

## Age

The average age is 24.8. The age of victims ranges from 19 to 35. No cases involving minors were reported.

## Regional distribution

The vast majority of discriminations reported (31 cases out of 44, i.e. %68.89) took place in the North-East (Tunis with 20 cases, Manouba with 5 cases, Ariana with 3 cases and Ben Arous with 3 cases), followed by the Center-East with a total of 8 cases reported (Sfax with 4 cases, Sousse with 2 cases, Monastir with 1 case and Mahdia with 1 case). 6 people were discriminated against in the South-East (Gabès with 4 cases and Médenine with 2 cases).



Value	Frequency	Percentage
North East	31	68.89
Center East	8	17.78
South East	6	13.33

## Perpetrator of the discrimination

The intersection of data between the perpetrator and the location of the discrimination enables us to gain a better understanding of the different environments in which the discrimination and violence reported are perpetrated. Police officers are responsible for more than one-fifth of reported discrimination (%22.73): it occurs in public places (7 cases), at the police station (3 cases), on public transportation (2 cases) or on the Internet (2 cases).

Violence in the family environment, generally perpetrated in private, was mentioned in 7 of the cases reported, representing %15.91.

Violence committed by individuals in the public space or in bars and cafés accounted for %13.64 of reported cases.

There were 6 cases of discrimination in the workplace, committed by colleagues and/or employers.

5 cases of discrimination were committed by Taxi drivers, who either refuse to pick up victims or force them to get out of the vehicle.

Neighbors accounted for %9.09 of reported cases, with 4 cases.

4 cases were also perpetrated by public institutions, which in most cases refuse to provide services to victims because of their gender expression.

Discrimination is also perpetrated in schools and universities, with 3 cases generally taking the form of physical violence and harassment.

2 cases were perpetrated by medical staff, including 1 HIV-positive person who was denied testing by the nurse.

2 people experienced violence from their ex-partners: cyber-violence with threats and blackmail in the first case, and physical violence and outing in the second.

NB: It is important to note that respondents often report more than one form of discrimination, with multiple perpetrators and locations.

<b>Value</b>	<b>Frequency</b>	<b>Percentage</b>
Police officers	10	22.73
Individual(s)	7	15.91
Family	7	15.91
Employer	5	11.36
Taxi driver	5	11.36
Public institution	4	9.09
Neighbors	4	9.09
Home owner	3	6.82
Healthcare staff	3	6.82
Friends in school/ university	3	6.82
Colleagues at work	2	4.55
Teachers/ administration staff	2	4.55
Partner/ ex	2	4.55
Manager of a café	1	2.27

## Location of the discrimination

Value	Frequency	Percentage
In a public space	18	40.91
In a private space	13	29.55
In a police station	4	9.09
School/ university environment	4	9.09
Taxi	4	9.09
On the internet	4	9.09
Public transportation	3	6.82
In the workplace	3	6.82
Bar/café/restaurant	3	6.82
Hospital	2	4.55
Municipality	1	2.27
Blood donation site	1	2.27
Association premises	1	2.27

## Nature/ impact of discrimination

Of the 44 people interviewed, 40 (90.91%) reported having experienced verbal abuse.

31 people were harassed, including 5 who were sexually harassed.

Psychological violence accounts for almost a third (31.82%) of the violence perpetrated against respondents, closely followed by physical violence (27.27%), of which 12 people were victims.

9 victims suffered threats and 7 were persecuted.

Economic violence affected %13.64 of respondents, i.e. 6 people.

6 people have also experienced blackmail.

In the context of domestic violence, 4 people were driven out of their homes and one person fled.

In the workplace, 3 people were dismissed, 3 people experienced harassment at work and one person was denied access to a job because of her gender expression.

Outing and the threat of outing represent %15.91 of the total discrimination experienced by respondents.

3 people were victims of cyberstalking, 3 other people were denied services by public institutions, 1 person was kept under surveillance and threatened with death by his or her family, 1 person was assaulted and 1 other person was expelled from a café.

Value	Frequency	Percentage
Verbal	40	90,91
Harassment	26	59,09
Psychological	14	31,82
Physical	12	27,27
Threat	9	20,45
Persecution	7	15,91
Economic	6	13,64
Blackmail	6	13,64
Sexual harassment	5	11,36
Other	5	11,36
Driven out of the house	4	9,09
Threat of outing	4	9,09

Outing	3	6,82
Harassment in the workplace	3	6,82
Dismissal	3	6,82
Fleeing home	2	4,55
Cyber harassment/ violence	3	6.82
Surveillance	1	2,27
Assault	1	2,27
Refusal of employment	1	2,27
Refusal to provide a service	3	6,82
Refusal to provide a healthcare service	1	2,27
Expulsion from a café	1	2,27

### History and continuity of discrimination

75% of respondents (33 cases) believe that the discrimination they experienced was preceded by others, and 11% (25 cases) report that it was experienced for the first time.

81.82% of respondents (36 cases) say that the discrimination is ongoing, while 8% (18.18 cases) say that the discrimination has ceased.

### Witnesses

54.55% of respondents (24 cases) report that witnesses were present when they experienced discrimination, while 45.45% of respondents (20 cases) report that no witnesses were present.

13 respondents believe that their witnesses would be willing to testify.

## Follow-up of the discrimination cases

Almost all victims reported their experiences to civil society organizations: 39 cases (%88.64) were reported to O3DT, 4 cases (%9.09) were reported to NGOs and 1 case was reported to ASF.

Two cases were reported to other structures.

Value	Frequency	Percentage
O3DT	39	88.64
NGO	4	9.09
Other	2	4.55
ASF	1	2.27

## Judicial follow-up

Of the 44 cases reported, only 1 person has already lodged a complaint, and 5 others have expressed a wish to do so in the future.

4 people agreed that the O3DT (or another structure) should initiate legal proceedings regarding their respective cases.

Of the 44 cases reported, 19 respondents stated that they were considering applying for asylum, and 6 did not wish to comment on the matter.

One respondent said she had already applied for asylum.

## Services offered

40 people (out of the 44 cases reported) claim to have benefited from one or more services: 41 people benefited from a counselling service, 10 people benefited from psychological follow-up, 4 people benefited from legal advice, 2 people obtained medical assistance, 2 people benefited from a digital intervention, 1 person obtained social assistance, 1 person obtained a shelter, 1 person obtained means of protection and 1 person was able to access free screening.

For 4 respondents, no services were offered after they had been discriminated against.

### **Media coverage of the discrimination cases**

Nearly two-thirds of those interviewed (29 out of 44) accept the possibility of their case being covered by the media without their names being mentioned.

# **VI. Data analysis of “other” discrimination**





16 cases of discrimination based on several discriminations were listed. These included infringements of freedom of conscience, individual liberties, criminal status, freedom of expression, HIV status and many others. Of the 16 people interviewed, 5 denounced an attack on their freedom of conscience, while 4 were victims of discrimination linked to individual liberties. In addition, 4 people were discriminated against because of the criminal status of a family member, 2 people had their freedom of expression infringed, 2 people were discriminated against because of their HIV status and 1 person because of his or her state of health (leprosy disease). In addition, 1 person was discriminated against because of his or her physical appearance (birth defect), 1 person was discriminated against on the basis of his or her marital status and 1 person was discriminated against because of his or her mother's profession.

Value	Frequency	Percentage
Freedom of conscience	5	31,25
Individual liberties	4	25,00
Criminal status	4	25,00
Freedom of expression	2	12,50
HIV status	2	12,50
Civil status	1	6,25
Profession	1	6,25
Health	1	6,25
Physical appearance	1	6,25

## Gender

Of the 16 cases collected, the distribution according to the gender of the person, mentioned or assumed, is as follows:

Value	Frequency	Percentage
Woman	12	75
Man	3	18,75
Non binary	1	6,25

## Intersection of the discriminations

Among the respondents, 3 stated that the discrimination they experienced was related to their religion; 2 to their language; 1 to their nationality; 1 to their sexual orientation; 1 to their gender identity; 1 to their ethnicity and 1 to their region.

Value	Frequency	Percentage
Religion	3	18,75
Language	2	12,50
Nationality	1	6,25
Sexual orientation	1	6,25
Ethnicity	1	6,25
Gender identity	1	6,25
Region	1	6,25

## Age

The average age of reported cases is 29. The age of victims ranges from 19 to 53.

## Regional distribution

More than a third of the cases reported (6 out of 16, or %37.50) involved people who had experienced discrimination in the North-West (Jendouba with 3 cases, Le Kef with 2 cases and Siliana with 1 case), while 5 other people (or %31.25) had been discriminated against in the North-East (Tunis with 4 cases and Ariana with 1 case).

In the South-East, 3 cases were reported in Médenine.

In the Center-East, 1 case was reported in Sfax, and in the Center-West, 1 case was reported in Sidi Bouzid.

Value	Frequency	Percentage
North West	6	37,50
North East	5	31,25
South East	3	18,75
Center East	1	6,25
Center West	1	6,25

## Perpetrator of the discrimination

Value	Frequency	Percentage
Individual(s)	20	54.05
Partner/ ex	7	18.92
Public Institution	6	16.22

Friends in school/ university	5	13.51
Family	5	13.51
Police officers	4	10.81
Healthcare staff	3	8.11
Employer	2	5.41
Colleagues at work	2	5.41
Neighbors	2	5.41
Home owner	2	5.41
Teachers/ administration staff	2	5.41
Client of sex worker	1	2.7

### Location of the discrimination

Value	Frequency	Percentage
In a public space	15	40.54
In a private space	13	35.14
Bar/café/restaurant	9	24.32
School/ university environment	4	10.81
In the workplace	3	8.11
Public transportation	3	8.11

Hospital	3	8.11
On the internet	2	5.41
In the police station	1	2.7

### Nature/ impact of the discrimination

Verbal	35	94.59
Psychological	21	56.76
Physical	14	37.84
Harassment	13	35.14
Threat	13	35.14
Economic	7	18.92
Outing	5	13.51
Blackmail	4	10.81
Driven out of the house	3	8.11
Persecution	3	8.11
Fleeing the house	2	5.41
Assault	2	5.41
Refusal of employment	2	5.41
Other	2	5.41

Threat of outing	2	5.41
Surveillance	2	5.41
Sequestration	1	2.7
Rape	1	2.7
Attempted rape	1	2.7

### History and continuity of the discrimination

More than two-thirds of respondents (25 out of 37, or %67.57) believe they have experienced previous gender-based discrimination.

For %64.86 of respondents (24 out of 37), discrimination is ongoing over time, underlining the systematic nature of discrimination based on race and/or nationality.

### Witnesses

29 respondents (%78.38) say that witnesses were present when they experienced discrimination. 11 out of 37 respondents consider that witnesses would be willing to testify.

### Follow-up of the discrimination cases

%89.18 of victims reported their experiences to civil society organizations: 18 cases (%48.65) were reported to O3DT, 8 cases (%21.62) were reported to ATP+, 8 cases were reported to NGOs and 1 case was reported to the French Civic Service Agency.

3 cases were reported to lawyers, 1 case was reported to the police, 1 case was reported to the victim's teacher and 2 cases were reported to other structures.

Value	Frequency	Percentage
O3DT	18	48,65
ATP+	8	21,62
NGO	6	16,22
Lawyer	3	8,11
Other	2	5,41
Police	1	2,70
The French civic service agency (ASC)	1	2,70
The victim's teacher	1	2,70

### Judicial follow-up

Of the 37 cases reported, 3 people have already filed a complaint (including 1 person who withdrew his/her complaint, and 2 cases that went to court).

In addition, 18 people expressed the wish to file a complaint at a later date.

18 people agreed that the O3DT (or another structure) should initiate legal proceedings regarding their respective cases.

Of the 37 cases reported, 3 respondents said they had already applied for asylum, and 7 others were considering doing so. 3 people did not want to comment on the matter.

### Services offered

28 people (or %75.68 of respondents) say they have benefited from one or more services: 28 people have benefited from a counselling service, 15 people have benefited from psychological follow-up, 13 people have benefited from legal advice and 5 from legal assistance.


6 people received digital intervention, 5 social assistance and 2 medical help.

For 9 respondents, no services were offered after they had been discriminated against.

### **Media coverage of the cases**

More than a third of respondents (15, %40.54 out of 37) accept the possibility of their case being covered by the media without their name being mentioned.



A painting of a man with a mustache, looking down, set against a blue background. The man is depicted with dark hair and a mustache, wearing a light-colored shirt. He is looking down and to the right. The background is a textured blue with some darker blue and black brushstrokes. The overall mood is somber and contemplative.

# **VII. Data analysis of discrimination/ hate speech on social networks**

A total of 71 cases of hate discrimination on social networks were reported to the Observatory of the Right to Difference between January and March 2023. Discriminations are mainly based on race (%84.51) and nationality (%63.38). Other forms of discrimination are based on gender, freedom of thought, freedom of expression, freedom of conscience, language, etc.

Discrimination and hate speech on social networks are characterized by hateful publications, messages and comments on social networks, generally based on race, nationality and gender, and often undermining individual liberties and freedom of expression. Hate on social networks regularly targets marginalized communities, public figures and human rights organizations. As such, age and location are generally irrelevant.

## People/Victims targeted by hate speech

In situations of discrimination on social networks reported between January and March 2023, it is important to note that the majority of people targeted by hate speech are from the sub-Saharan migrant community in Tunisia. This is due to the hate campaign waged on social networks and media by the nationalist party, supported by press releases issued by the Ministry of the Interior and the Ministry of Foreign Affairs, and consolidated by statements made by the Presidency of the Republic in February 2023. This campaign puts forward the theory of the «great replacement» of the Tunisian population by the black sub-Saharan population, and calls for the expulsion of sub-Saharan people from Tunisian territory.

67 of the 71 cases reported are linked to the campaign against sub-Saharan migrants. %96.18 of the cases reported are based on race/nationality. For example, two cases of hate speech on social networks targeted a Tunisian of Mauritanian origin, Dawda Sow, who has been appointed director of the Agency for the Valorization of Heritage and Cultural Promotion (AMVPPC).

The other two cases concerned a Tunisian queer activist, Rania Amdouni.

## Basis of discrimination

Of the 71 cases reported, 40 involved race and nationality, 20 involved race and 6 involved nationality. Most of the cases of discrimination reported involved hate speech against the sub-Saharan community in Tunisia, which in some cases reached the level of threats and calls for murder. We also note the appearance of hate speech based on freedom of expression, thought and conscience, gender or language against 3 associations, 2 activists and 1 teacher, all of whom are committed to defending the rights of sub-Saharan migrants.

3 cases relating to SOGIESC rights were also recorded.

## Intersection of the discriminations

### Location/ perpetrator of the discrimination

Discrimination is mainly committed by groups of Internet users or individuals. Hate speech can also be found on community pages, in comments or private messages.

Several cases of hate speech have been reported by prominent social network influencers in the form of videos or written publications. Examples include Lady Samara and Princess Wiwi.

Some pages have even been created to convey hate messages, such as those aimed at defending «Tunisian nationalism», which is supposedly threatened by sub-Saharan immigration.

### Follow-up of the discrimination cases

Given that the majority of discrimination cases reported concern the entire sub-Saharan community in Tunisia, it is very difficult to specifically identify individuals and provide services to victims. The O3DT is more likely to seek legal action or report publications, rather than offering assistance to victims. In cases where individuals are specifically targeted, and once contact has been established with the person concerned, the O3DT is then likely to offer services, which has been done for 5 people, all of whom have benefited from a counselling service, 3 of whom have benefited from a digital intervention and 1 has benefited from legal advice.

### Judicial follow-up

According to data available to the O3DT, no complaints have been filed by the victims.

## Assessment

According to the report's assessment, based on the 273 cases identified, there are still many difficulties concerning individual rights and freedoms in terms of legislation and law enforcement. It reiterates the same observations and criticisms made in the previous report, pointing out the highly insecure legal status of victims of discrimination. In order to really understand this discrimination, and in particular that which concerns the right to demonstrate, it is important to take into account the political context and the many repressive measures taken against civil society and journalists. This has a major impact on the right to demonstrate, freedom of expression and individual rights and freedoms. In addition, civil society is denouncing the increasing invisibility of minority groups and individuals, which is making their situation even more precarious. The political actions and measures taken by Kais Saïed after the 25th July 2021 are also hindering debate and the ability of the civil society to express itself on human rights issues. Without a parliament or public debate, the struggle for legislative progress or the visibility of discrimination are hampered. Without being exhaustive, these analyses enable us to identify trends in discrimination based on gender, ethnicity/region, race/nationality, sexual orientation, gender identity and sexual characteristics (SOGISC), disability, and so on. This report includes a new section on discrimination/hate on social networks. Depending on the type of violence suffered, the perpetrators of the discrimination, their legal follow-up and the services provided by NGOs, it is possible to draw up an assessment by category of people discriminated against and then an overall assessment.

Assessment by category

### GENDER

Cisgender women represent the vast majority of victims mentioned in the section on gender-based violence. In addition, two cisgender men, one queer person and one intersex person also gave their testimonies. The violence and discrimination reported were - in a third of cases - committed in the private sphere, by the family and/or the partner or ex-partner, followed by those committed in the public space by various public institutions (delegation, public transport, public hospital, etc.) or by individuals. This violence takes many forms: verbal, psychological, physical, etc. Sexual harassment, and even attempted rape and rape, are also mentioned on several occasions. In addition, one case of marital rape was reported, marking the beginnings of women's awareness of their rights, particularly those set out in law 58. In more than one case out of four, this discrimination is experienced continuously over time, which underlines its structural nature.

In more than one out of two cases, this discrimination is experienced continuously over time, which underlines its structural nature. Moreover, less than one in five victims has filed a complaint, which reflects the little confidence they

have in the legal system and in the actual application of the law. Victims mainly received counselling and legal aid (legal consultations and legal aid).

In the majority of documented cases, this violence and discrimination reflects the difficulties women face in accessing their most fundamental rights, due to the devaluation of their status by society and the institutions themselves. This reflects a system that is deeply rooted in perpetuating gender inequality and limiting the full exercise of their rights. For instance, one woman was prevented by a police officer from entering a stadium to watch a football match; another was physically and psychologically abused by her husband because she wanted a divorce; another was assaulted by her brother because she published feminist content; another was harassed by a bus driver; another, a minor, was sexually molested by her father; another was refused housing; another was prevented from practising her profession, and so on.

## Region/ethnicity

In contrast to the previous report, the majority of respondents who were discriminated against on the basis of their region/ethnicity are women, who were mainly subjected to regionalism. The cases recorded occurred mainly in the North-East (Greater Tunis) and the Centre-East (Sfax and Mahdia). The majority of cases of discrimination based on regionalism or ethnicity intersect with a second form of discrimination based on language, race, sexual orientation or religion. For example, a man was mocked by a police officer for wearing an earring because he was from Sidi Bouzid. Almost half of the discrimination cases reported were committed by police officers in the public space or at a police station. All of the victims were subjected to verbal violence characterised by mockery, sarcasm or identity checks bordering on harassment. For example, a woman from Gabes was arrested in Tunis by a police officer thinking she was a sub-Saharan migrant, and was subjected to a full interrogation. Similarly, during a routine check in Mahdia, a man from Tataouine was interrogated and subjected to hate speech by a police officer. In the public space, other respondents reported having been subjected to verbal and psychological violence by individuals, neighbours or public institutions. One woman in particular was harassed and persecuted for speaking Amazigh. A fifth of the cases of discrimination reported took place in the workplace: the victims were mocked and harassed because of their accents. In addition, one of the victims received threats of dismissal for refusing to carry out tasks outside the scope of her internship.

As far as the legal aspect is concerned, not a single person chose to file a complaint, which shows a lack of confidence in the legal process, given that the police themselves are responsible for several cases of discrimination. Victims prefer listening services and are more inclined to publicise the case than take legal action.

## Race/nationality

The hate campaign against people from the sub-Saharan community, which has been waged since 2022 by the Nationalist Party with the support of dozens of Facebook pages, has gained additional momentum among the general public since it was backed up by press releases and speeches by the President of the Republic in February 2023. The consequences of this campaign are reflected in the number and type of cases of discrimination recorded in the first quarter of 2023 by the O3DT. In fact, more than half of the discrimination documented by the O3DT, all categories taken together, directly or indirectly concerned people from the sub-Saharan community.

In terms of race/nationality, people from sub-Saharan Africa account for the largest number of cases reported to the O3DT. In contrast to the previous report, the figures show that many people are discriminated against mainly on the basis of their nationality, which intersects with their skin colour. Language and gender identity are aggravating factors in this discrimination.

The vast majority of this discrimination is committed by individuals in the public space or on the internet. It is reflected in the propagation of hate speech, verbal violence, physical violence and psychological violence. Then there is discrimination in the workplace, with a significant number of unfair dismissals and some cases of people reporting indecent working conditions and poor pay. Landlords and neighbours also account for a significant proportion of the perpetrators of violence against the sub-Saharan community: several people have been evicted from their homes or even assaulted in their own homes. Representatives of public institutions (police officers, health staff, etc.) are also responsible for a significant number of the discriminations recorded, which mainly take the form of verbal and psychological violence, mass arrests, harsh interrogations, deplorable conditions of detention, refusal to provide care, and so on.

Fewer than one in ten people have lodged a complaint after being discriminated against, which highlights the legitimate lack of confidence that victims have in the judicial process. This mistrust is reinforced by the fact that the police themselves are responsible for a number of discriminatory acts, while the State bears a large share of the responsibility for this violence.

### DISABILITY

In terms of people discriminated against because they have a disability, the majority of cases concern individuals with a motor disability. Once again, public and official institutions are the main perpetrators of discrimination, hindering disabled people's access to their most fundamental rights and, at times, refusing to provide them with services (administrative services, taking part in competitions, importing adapted vehicles, etc.). Violence within the family accounts for a fifth of the cases recorded and consists, among other things, of preventing those entitled to inheritance from gaining access to their property. There is also violence in the workplace and in the education system, characterised in particular by an infrastructure and buildings that are unsuited to the needs of people with disabilities,

who are often deprived of professional or educational opportunities.

As with many other people who are discriminated against - notably on the basis of their gender, race/nationality, or sexual identity or orientation - the respondents say that this discrimination is ongoing and is suffered regularly, which underlines the systematic nature of this violence. The number of respondents who had lodged a complaint was very low. This finding highlights the fact that, despite the existence of a relatively favourable legal arsenal, people with disabilities do not feel able to obtain justice.

#### SOGISC

A total of 44 cases of discrimination based on sexual orientation, gender identity and expression, and sexual characteristics were recorded. The breakdown of respondents by gender shows a significant presence of queer and non-binary people, representing %51.11 of the sample. Trans women and cisgender men were also strongly represented, making up %28.89 of cases. Cisgender women and trans men represent %17.78 of the cases listed.

It should be emphasised that people discriminated against on the basis of their sexual orientation, gender identity and expression, as well as their sexual characteristics, face even greater discrimination and marginalisation when they are carriers of the human immunodeficiency virus (HIV).

Violence in the public space remains in the majority and is perpetrated, for example, by individuals, taxi drivers and representatives of public institutions, such as police officers. Nearly one in four people have been discriminated against by a police officer or officers, and this violence takes various forms, from verbal and psychological abuse to harassment, threats and blackmail. One person was even sexually touched by a police officer during a search. Two other people were unable to renew their passports because of their gender expression. Then there is violence in the family environment, which affects more than one person in 6, and most often takes the form of verbal, physical, psychological and economic violence, or even harassment and threats. A number of victims also said that, as a result of the violence, they felt persecuted and had to flee the family home. There is also violence in the workplace, at school and university, and from landlords and neighbours.

Furthermore, of the 44 cases, three quarters reported that the discrimination is continuous over time, which underlines the systemic nature of this violence and highlights the precariousness of these populations. In terms of legal care and follow-up, the overwhelming majority of people turned to NGOs, which is hardly surprising given the legal arsenal condemning homosexuality. Only one person lodged a complaint and 5 others intend to do so at a later date.

#### Overall assessment:

As in the previous report, these testimonies show that Tunisia's legal arsenal is inadequate to protect its citizens. Discrimination based on race/nationality is the main form of discrimination recorded, despite the existence of Organic Law No. 50-2018 of 23 October 2018 on the elimination of all forms of racial discrimination. The very low number of

complaints lodged in this sample shows that confidence in the justice system is still low. We can even assume that it is tending to get worse. These cases also show the failings of public institutions, which are particularly blamed by victims of discrimination on the grounds of disability. These structures are the main perpetrators of discrimination for this category of the population, even though they are supposed to meet their needs. This is particularly visible at election time, which is an event that can be anticipated: several respondents said they had been prevented from exercising their right to vote. When it comes to monitoring discrimination, NGOs are the first port of call for people who have been discriminated against. The O3DT pays particular attention to improving care, especially during the interview. The victim's consent is systematically checked; a best practice module has been introduced and the O3DT is taking a more active role in the actions to be taken subsequently. For the 286 cases covered in this report, it was systematically proposed that a complaint be lodged or that the case be publicised on the victim's behalf, obviously respecting their anonymity. This type of action can be a way of avoiding a painful process for victims already weakened by the discrimination they have suffered and of finding other ways of defending their case, particularly by publicising it. In addition, psychological, social, medical and legal support for victims is provided by network members such as ASF, DAMJ and ATP+. It should be noted, however, that several people have not received any care at all: it would be interesting to see whether this is due to a shortcoming in the services offered or whether it is solely due to the victim's wishes.



## RECOMMENDATIONS

### Recommendations for Tunisian institutions:

1. Given the current political upheaval, the recomposed institutional landscape, these recommendations are above all dependent on the goodwill of the Presidency of the Republic, which enjoys hegemonic power within the framework of the new constitution.
- 2.
3. Law 6-2004, which penalizes irregular entry into and exit from the country, and imposes penalties on undocumented migrants - only recently capped - is in need of revision, and should lead to the creation of a legal framework for migration that is more respectful of fundamental rights. This law, like others, dates back to Ben Ali's dictatorial regime.
4. Ensure that all allegations of torture and violence committed by security forces during demonstrations are investigated impartially, promptly, seriously and independently;
5. Strictly enforcing the fundamental safeguards provided by Law No. 5 of 2016 to arrested persons;
6. Ensure the implementation of Law No. 2017-58, on the elimination of violence against women;
7. Ensuring the implementation of Law No. 50-2018 of October 2018 ,23, on the elimination of all forms of racial discrimination;
8. Adopting the draft law on equal inheritance, introduced since 2018;
9. Establish the Constitutional Court, which must ensure its integral role in the protection of rights and freedoms and create a bold jurisprudence that respects human rights;
10. The new legislator must ensure that laws protecting rights and freedoms are safeguarded and that texts guaranteeing these rights and freedoms are proposed and adopted, in line with the spirit of the 2014 constitution;
11. Harmonize laws with ratified international human rights instruments;
12. Refer to the recommendations of the Commission on Individual Liberties and Equality, as well as those included in the report of the Truth and Dignity Commission, in the drafting of laws relating to the protection and promotion of individual liberties;
13. Repeal Article 230 and stop all forms of criminalization of LGBTQI+ people;

14. Develop and adopt, in close collaboration between the competent public institutions and civil society, a penal policy that respects the universality of human rights, clearly establishing the responsibility and accountability of the different actors in the process of directing and executing this policy;
15. Adopt the necessary mechanisms for the implementation of anti-discrimination laws (such as Law No. 50-2018 of October 2018 ,23, on the elimination of all forms of racial discrimination, as well as Organic Law No. 58-2017 of August 2017 ,11, on the elimination of violence against women): decree for the implementation of the National Commission for the Fight against Racial Discrimination; training modules for units specialized in investigating offenses of violence against women, as well as for magistrates ;
16. Include modules on health and bodily, sexual and reproductive rights, gender issues and the right to diversity, in educational curricula and at all levels;
17. Implement monitoring units by the State in partnership with the civil society following the example of the O3DT documentation centers, to report discrimination and ensure the necessary follow-up;
18. Ensure respect for the right to freedom of religion or belief in order to bring practice into line with constitutional provisions and with Article 18 of the International Covenant on Civil and Political Rights, in particular by recognizing communities such as the Bahá'is, as well as the right to practice any form of religion or to convert;
19. Ratify the International Convention on the Protection of the Rights of All Migrant Workers and Members of Their Families and guarantee dignified and decent living conditions;
20. To amend Law No. 83-2005, particularly by incorporating the definition of disability contained in the International Convention on the Rights of Persons with Disabilities. (CDPH).

## Recommendations for the civil society:

21. The civil society must double its efforts and vigilance in the face of the new constitution of 2022 in order to face threats of regression and serious consequences;
22. Advocate at both regional and international levels to create a force of pressure on Tunisia, so that the State meets, and honors, its international commitments in terms of human rights;
23. Accompany the new institutions in their new acquisition of power/ function so that it takes place independently of the executive power and in full respect of rights and liberties;
24. Direct awareness-raising and capacity-building actions towards the new political class to help imbuing it with human rights values;
25. Ensure that the beneficiaries of the services of associations (social, legal, psychological assistance, etc.) are included as direct and effective partners in the development of projects in their favor as well as in the implementation of the various activities of the civil society;
26. Integrate the legal empowerment of beneficiaries as a primary objective that goes beyond the capacity building of the various civil society stakeholders. Knowledge of anti-discrimination laws and guaranteeing protection mechanisms, can restore the trust of those who are discriminated against in the judicial system and strengthen the will to seek justice;
27. Refer to international human rights mechanisms, such as the Universal Periodic Review, in order to examine the extent of the Tunisian State's compliance with its international human rights commitments.



# تقرير حول تحليل البيانات

حالات التمييز التي جمعتها أقطاب مرصد  
الدفاع عن الحق في الاختلاف

جانفي - مارس 2023







أجريت هذه الدراسة في إطار مشروع مرصد الدّفاع عن الحق في الاختلاف في تونس (O3DT) مرصد الدّفاع عن الحق في الاختلاف الذي أطلقته جمعية تفعيل الحق في الاختلاف (ADD) في عام 2018 هو مساحة للتنسيق بين الجماعات التي تعاني من التمييز والمؤسسات العموميّة والمجتمع المدني لإعادة التّفكير في، والتعامل مع، المظالم الصارخة من خلال تنفيذ إصلاحات هيكلية. وبناءً على هذا، يقوم المرصد بدور رقابي ويزيد من الوعي لدى السّلطات والرّأي العامّ حول عدم المساواة التي تتعرض لها الأقليّات. كما تم التخطيط لتشكيل شبكة مؤثرة تتعلق بمشروع قانون لصالح حماية الأقليّات وتعزيز قدرات أصحاب المصلحة من أجل تحقيق التزام أفضل بالمشروع.



## المقدمة السياق

١. تحليل بيانات التمييز على أساس الجندر
٢. تحليل بيانات التمييز على أساس الجهة الجغرافية و/ أو الانتماء الاثني
٣. تحليل بيانات التمييز العنصري و / أو التمييز على أساس الجنسية
٤. تحليل بيانات التمييز على أساس حمل إعاقة
٥. تحليل بيانات التمييز على أساس الميل الجنسي والهوية الجندرية والتعبير الجندري والخصائص الجنسية
٦. تحليل بيانات التمييز «الآخر»
٧. تحليل بيانات التمييز/ خطاب الكراهية على شبكات التواصل الاجتماعي

## تقييم توصيات

## المقدمة

في ماي 0202، نُشر التقرير الأول الذي يحلل البيانات المتعلقة بحالات التمييز التي جمعتها شبكة نقاط مناهضة التمييز (DAP) بين جانفي وديسمبر 9102. في مارس 1202، نُشر التقرير الثاني الذي يحلل البيانات المتعلقة بحالات التمييز التي جمعتها شبكة DAP في الفترة ما بين جانفي وديسمبر 0202، والتي انضمت في جويلية 0202 إلى شبكة مرصد الدفاع عن الحق في الاختلاف (TD30) كجزء من مشروع. 11A411A في جويلية 1202، نُشر التقرير التحليلي الثالث لبيانات حالات التمييز التي تم جمعها بين جويلية 0202 وجوان 1202 من قبل أقطاب مرصد الدفاع عن الحق في الاختلاف. في سبتمبر 2202، نُشر التقرير الرابع الذي يحلل البيانات ال متعلقة بحالات التمييز التي تم جمعها بين جويلية 0202 وجوان 2202 من قبل أقطاب مرصد الدفاع عن الحق في الاختلاف. وفي أكتوبر 2202، نُشر التقرير الخامس لتحليل البيانات حول حالات التمييز التي تم جمعها بين جويلية 2202 وسبتمبر 2202 من قبل أقطاب مرصد الدفاع عن الحق في الاختلاف. وفي جانفي 3202، تم نشر التقرير السادس لتحليل البيانات المتعلقة بحالات التمييز التي تم رصدها بين أكتوبر 2202 وديسمبر 3202.

هذا التقرير هو السابع من نوعه ويغطي الفترة الممتدة بين جانفي 3202 ومارس 3202. يضم المرصد 89 منظمة غير حكومية تغطي كامل التراب التونسي، وهي مقسمة إلى 6 أقطاب حسب التقسيم الترابي:

القطب الشمال الشرقي: بنزرت - تونس - أريانة - منوبة - بن عروس - زغوان - نابل  
القطب الشمال الغربي: باجة - جندوبة - الكاف - سليانة  
قطب الوسط الشرقي: سوسة - المنستير - المهدية - صفاقس  
قطب الوسط الغربي: القيروان - القصرين - سيدي بوزيد  
قطب الجنوب الشرقي: قابس - المدينين - تطاوين  
قطب الجنوب الغربي: قفصة - توزر - قبلي

## السِّياق

في الفترة الممتدة من جانفي إلى مارس 2023 قام 21 مَوْثِق ومَوْثِقة ++ ينتمون إلى الجمعيات المكونة لشبكة مرصد الدفاع عن الحق في الاختلاف في تونس (TD30) بتوثيق 372 حالة تمييز أثرت على 8 مجموعات مستهدفة: تعرّض الأشخاص للتمييز على أساس لون البشرة و/ أو الجنسيّة (57 حالة) تعرّض الأشخاص للتمييز على الهوية الجندرية (33 حالة)، على أساس التوجّه الجنسي والهويّة الجندريّة والتّعبير الجندري والخصائص الجنسيّة (44 حالة) ، على أساس الجنس (9 حالة) ، على أساس العرق و/ أو الجهة الجغرافيّة (52 حالة) ، على أساس حمل إعاقة (17 حالة) على أساس التمييز وخطاب الكراهية على مواقع التواصل الاجتماعي (6 حالة) بما في ذلك حرّية التعبير وحرية الضمير والحالة المدنية والحريات الفرديّة ، إلخ.

### تصنّف العناصر الموثّقة لكل مجموعة كالآتي:

- الجندر
- التمييز المبلغ عنه
- تقاطع التمييز المبلغ عنه مع أشكال التمييز الأخرى
- المنطقة
- السنّ
- مكان / مرتكب التمييز
- طبيعة / تأثير التمييز
- سوابق تمييز شبيهة بالمبلغ عنها
- استمراريّة التمييز المبلغ عنه
- وجود شهود
- الهياكل المتلقية للبلاغات عن حالة التمييز
- إيداع الشكوى / الشروع في الإجراءات القانونية
- الخدمات المقدّمة لضحية التمييز

## - الشهر الذي تم فيه الإبلاغ عن التمييز

### المنهجية المستخدمة:

يتم إدخال حالات التمييز التي جمعتها أقطاب مرصد الدفاع عن الحق في الاختلاف في تونس (TD30) في ملفات على شكل نماذج يتم ملؤها من قبل مديري. ات هذه الهياكل الذين يجمعون/يجمعن بدورهم. نّ شهادات الأشخاص الذين تعرضوا. نّ للتمييز ويسجلونها/يسجلنها بعد أخذ موافقتهم. نّ. يتم جمع الشهادات إما في المراكز نفسها أو عن طريق المكالمات الهاتفية عندما. يكون الشخص ضحية التمييز في منطقة نائية أو بسبب التدابير الحكومية المعتمدة لمكافحة وباء الكوفيد وتدابير منع السفر.

تم فرز الأوراق التي تم جمعها من المراكز وتصنيفها حسب فئات التمييز المبّغ عنها. و لهيكله البيانات ومركزتها، تم إعادة تشفير السجلات في أشكال رقمية على منصة معالجة البيانات، مما أتاح الوصول إلى الإحصاءات المجمعة وفقاً لمعايير محددة مسبقاً، و في هذه الحالة، العناصر الموثقة المذكورة أعلاه.

حوّلت مركزيّة البيانات إجراء العديد من عمليات التحقّق من المعلومات، ممّا أتاح الفرصة للحصول على الإحصائيات المنشورة على عدة محاور رئيسية. على سبيل المثال: - تقاطع بيانات السنّ «القصر» مع بيانات مرتكب التمييز «العائلة» ؛ - تقاطع بيانات الجندر «المرأة العابرة جندرياً» مع بيانات تأثير التمييز في «عمل الجنس» - تقاطع بيانات الجندر «امرأة» مع بيانات طبيعة التمييز من نوع «الاستغلال الاقتصادي» وكذلك بيانات مرتكب التمييز «صاحب(ة) العمل» ؛ - تقاطع بيانات مرتكب التمييز «أعوان الشرطة» مع بيانات تأثير التمييز من نوع «الملاحقة القانونية».

من المهم أن نأخذ بعين الاعتبار عند قراءة تحليل العناصر المذكورة الملاحظات التالية: التوزيع الجغرافي للأقطاب على التراب التونسي مع وجود أغلب الجمعيات الشريكة في الشمال الشرقي والوسط الشرقي؛ توزيع المجموعات المستهدفة في نفس هذه المنطقة الجغرافية و قدرتهم. نّ على الوصول إلى مراكز الأقطاب نظراً لمعرفتهم. نّ بهذه الهياكل و ثقتهم. نّ بها؛ تفصيل حالات التمييز على مدى أشهر السنة، مما لا يسمح بإبراز الاتجاهات في

تقرير حول تحليل البيانات حالات التمييز التي جمعتها أقطاب مرصد الدفاع عن الحق في الاختلاف جانفي - مارس

الأعمال التمييزية ، حيث أنّ الحالات التي تم جمعها تُسجل أحياناً في التاريخ الذي تم فيه ممارسة التمييز، وأحياناً في التاريخ الذي تم فيه الإبلاغ عن التمييز للجهات المعنية.



تحليل بيانات التمييز على  
أساس الجهة الجغرافية و/  
أو الانتماء الإثني

تم الإبلاغ عن 9 حالات تمييز على أساس الجهة الجغرافية و/ أو الانتماء الاثني بمختلف أقطاب مرصد الدفاع عن الحق في الاختلاف في الفترة الممتدة بين جانفي ومارس 2023.

وتتمثل في 7 حالات قائمة على التمييز الجهوي وحالتين قائمتين على التمييز الإثني.

## الجندر

من بين 9 حالات تم جمعها، كان التوزيع حسب جندر الشخص، المذكور أو المفترض، على النحو التالي:

القيمة	التردد	النسبة
إمراة	5	55.55
رجل	3	33.33
كوير	1	11.11

## تقاطع أشكال التمييز

تعرض 3 ضحايا الى التمييز على اساس الجهة الجغرافية والانتماء الاثني في تقاطع مع اللغة، فقد تعرض معلم بمدرسة وهو أصيل مدينة صفاقس الى الهرسلة والسخرية من قبل زملائه بسبب لهجته/ لكنته، كما تعرضت إمراة متريضة للسخرية من قبل زملائها و مشغلها بسبب لهجتها/ لكنتها، و تمت هرسة و اضطهاد إمراة تعرضت كذلك للعنف اللفظي و النفسي في فضاء عمومي من قبل أفراد و ذلك بسبب توظيفها للغة الأمازيغية.

كما تعرضت ضحية أخرى إلى التمييز على أساس الجهة في تقاطع مع التمييز على أساس الانتماء الإثني: تم الخلط بينها وبين مواطنة من جنوب الصحراء من قبل ضابط شرطة ثم تم استجوابها بإصرار حول هويتها (قابس) حيث

## شعرت الضحية بالهرسلة بسبب هذا الإجراء للتحقق من الهوية.

القيمة	التردد	النسبة
اللغة	3	33.33
العرق	2	22.22
الانتماء الإثني	1	11.11
الميل الجنسي	1	11.11
الدين	1	11.11

## السن

متوسط العمر 55.72 سنة. تراوحت أعمار الضحايا بين 02 و54 عاما. لم يتم الإبلاغ عن حالات تتعلق بقاصر. التوزيع حسب الجهة الجغرافية تعرضت 4 حالات من بين 9 إلى التمييز في الشمال الشرقي (تونس وأريانة)، 3 في الوسط الشرقي (صفاقس والمهدية) وحالة واحدة في الشمال الغربي (باجة) وحالة أخرى في الجنوب الشرقي (تطاوين).

القيمة	التردد	النسبة
الشمال الشرقي	4	44.44
الوسط الشرقي	3	33.33



11.11	1	الشمال الغربي
11.11	1	الجنوب الشرقي

## مرتكب التمييز

تم توثيق 4 حالات تمييز من قبل ضباط شرطة (منها 3 حالات في مكان عمومي وحالة واحدة في مركز الشرطة) يشير تقاطع البيانات المتعلقة بمرتكب التمييز و مكانه أن 02% من الحالات المرصودة تتعلق بتمييز حدث في مكان عمل الضحية حيث كان مرتكبيات التمييز زملاء أو زميلات بالعمل) أو المشغلة كما هو شأن إحدى الحالات) و ذلك بسبب لهجتهم.

أشارت إحدى الضحايا و هي أصيلة مدينة تطاوين إلى تعرضها إلى التمييز من قبل الجيران و يقال الحي منذ انتقالها إلى باجة صعبة زوجها.  
تعرض شخص آخر، وهو أصيل ولاية تطاوين إلى العنف اللفظي والهرسلة في مكان عمومي من قبل أفراد بسبب استعماله للغة الأمازيغية.

القيمة	التردد	النسبة
ضباط الشرطة	4	44.44
شخص / أفراد	2	22.22
زملاء العمل	2	22.22
الجيران	1	11.11
المشغلة	1	11.11

مؤسسة عمومية	1	11.11
--------------	---	-------

## مكان التمييز

القيمة	التردد	النسبة
في مكان عام	6	66.66
في مكان العمل	2	22.22
في مركز شرطة	1	11.11
النقل العام	1	11.11

## طبيعة وتأثير التمييز

من بين الأشخاص التي تمت مقابلتهم، تعرض 88.88% إلى عنف لفظي، 55.55% إلى عنف نفسي و 44.44% إلى الهرسلة.

أما العنف الاقتصادي، فقد تمت الإشارة إليه فيما يقارب ثُمس الحالات أي حالتين على 9. بالنسبة للاضطهاد والتهديد، فقد تم الإبلاغ عن حالة واحدة لكل منهما.

القيمة	التردد	النسبة
إساءة لفظية	8	88.88
عنف نفسي	5	55.55
هرسلة	4	44.44

عنف اقتصادي	2	22.22
اضطهاد	1	11.11
تهديد	1	11.11

## سوابق واستمرارية التمييز

أفاد 77.77% من الأفراد الذين تمت مقابلتهم، أنهم تعرضوا، لسوابق للتمييز على أساس الانتماء الإثني و/أو الجهة الجغرافية فهم، يعتقدون أن هذا التمييز مستمر، مما يبرز الطبيعة النظامية والمنتظمة للتمييز على أساس الانتماء الإثني و/أو الجهة الجغرافية.

## شهود العيان

أفاد 5 أشخاص من بين 9 المعنيين، بالأمور أن شهودا كانوا حاضرين عند تعرضهم، للتمييز، منهم شخص واحد كان على استعداد للإدلاء بشهادته.

## تتبع حالات التمييز

أبلغ المستجيبون، عن حالات التمييز إلى الهياكل التالية: 5 إلى مرصد الدفاع عن الحق في الاختلاف، 2 إلى هياكل أخرى، 1 إلى منظمة غير حكومية و 1 إلى محام. لم يتم الإبلاغ عن أية حالة إلى هيكل حكومي.

القيمة	التردد	النسبة
مرصد الدفاع عن الحق في الاختلاف	5	65.55
هياكل أخرى	2	22.22

11.11	1	منظمة غير حكومية
11.11	1	محامية

## التتبع القضائي

لم تقم أية ضحية من بين 9 المعنيين.ات بالأمر بتقديم شكوى بعد التعرض للتمييز. أفاد شخصان فقط أنهم.ن على استعداد لتقديم شكوى في المستقبل بينما قبلت ضحية واحدة على أن يقوم مرصد الدفاع عن الحق في الاختلاف (أو هيكل اخر) بالإجراءات القانونية بخصوص حالتها. تفكر ضحية واحدة بطلب اللجوء.

## الخدمات المقدمة

تتوزع الخدمات المقدمة كالتالي: 8 تتمثل في الإنصات، 2 استشارة قانونية، 1 دعم نفسي و1 خدمة أخرى. ملاحظة: تحصل 4 ضحايا على خدمتين ولم تحصل ضحية واحدة على أية خدمة.

## نشر القضية إعلاميا

يقبل أكثر من نصف المستجيبين.ات (أي 5 من 9) أن يتم نشر قضاياهم.ن إعلاميا بدون ذكر اسمهم



# تطيل بيانات التمييز على أساس الجندر

تم الإبلاغ عن 33 حالة تمييز على أساس الجندر من قبل أقطاب مرصد الدفاع عن الحق في الاختلاف بين جانفي ومارس 2023. كما ذكرنا في المقدمة، تمثل بعض أشكال التمييز على أساس الجندر نوعا من العنف على أساس الميل الجنسي والهوية الجندرية والتعبير الجندري والخصائص الجنسية، والعكس بالعكس

## الجندر

تتوزع الحالات التي تم تجميعها حسب جندر الشخص، المذكور أو المفترض، كما يلي:

القيمة	التردد	النسبة
امراة	92	88.78
رجل	2	60.60
كويرية	1	30.30
xesretnl ثنائية الجنس	1	30.30

## تقاطع أشكال التمييز

من بين الحالات 33 للتمييز على أساس الجندر المرصودة، أفاد خمس المستجوبين (8 أشخاص) أنهم كانوا/ كن ضحايا تمييز ثان: تمييز على أساس الميل الجنسي (4 حالات)، تمييز على أساس العرق (حالتان)، وتمييز على أساس الانتماء الإثني (حالتان). مورست حالتان من التمييز على أساس الميل الجنسي من قبل فرد من العائلة في الفضاء الخاص والفضاء العام. كما تعرضت ضحية الحالة الثالثة للتمييز على أساس الجندر في تقاطع مع الميل الجنسي إلى عنف لفظي وجسدي مصحوب بتهديدات من قبل موظف بجامعة، في حين تعرضت الضحية الرابعة إلى هرسلة وإفصاح قسري من

## قبل زملائها في الجامعة.

القيمة	التردد	النسبة
الميل الجنسي	4	21.21
العرق	2	60.60
الانتماء الاثني	2	60.60

## السن

متوسط العمر هو 4,23 سنة. وتراوحت أعمار الضحايا بين 9 و57 سنة. تم رصد حالتين تتعلقان بقصر (سنة على التوالي 9 و01 سنوات).

## التقسيم حسب الجهة الجغرافية

تتواجد أكثر من نصف الحالات في الجنوب الشرقي (تطاوين وؤابس ومدنين) بواقع 71 حالة. كما يمثل الشمال الشرقي (تونس الكبرى) نحو خمس الحالات الموثقة بسبع حالات، يليه الوسط الشرقي (صفاقس) 4 حالات، ثم الشمال الغربي (الكاف وسليانة وباجة) 4 حالات. أما في الوسط الغربي (القصرين، فقد تم التبليغ عن حالة وحيدة. توزيع الجهات الجغرافية التي قدمت فيها التقارير هو كما يلي:

القيمة	التردد	النسبة
الجنوب الشرقي	71	25.15
الشمال الشرقي	7	12.12
الوسط الشرقي	4	21.21

21.21	4	الشمال الغربي
30.30	1	الوسط الغربي

## مرتكب التمييز

ثلث حالات التمييز المرصودة (11 حالة) من قبل فرد من أفراد العائلة مقابل 9 حالات من قبل مؤسسات عمومية. أما بقية مرتكبي حالات التمييز على أساس الجندر التي تم رصدها في الثلاثي الأول من سنة 2023 فتمت من قبل: أفراد (3 حالات)، شركاء حاليين أو سابقين (3 حالات)، مشغلين (3 حالات)، سائقي سيارات أجرة (حالتان) وعاون شرطة (حالة).

عندما ننظر إلى البيانات المتعلقة بمرتكب التمييز في تقاطع مع مكان التمييز، نجد توليفتين متكررتين وهما: التمييز من قبل العائلة في الفضاء الخاص (31 حالة إجمالاً منها 3 حالات عنف زوجي)، والتمييز من قبل مؤسسة عمومية في مكان عام (9 حالات إجمالاً منها حالة مرتكبة من قبل سائق حافلة نقل عمومي وحالة داخل مستشفى وحالة أخرى في جامعة).

يتوزع تقاطع بيانات حالات التمييز الأخرى التي تم رصدها كما يلي: 3 حالات تمييز مرتكبة من قبل المشغلة، في مكان العمل (تم طرد ضحيتين بسبب كونهم نساء في حين تعرضت ضحية أخرى لتحرش جنسي ومحاولة اغتصاب). وقعت 3 حالات أخرى في مكان عام من قبل أفراد وعاون شرطة، حالتان من قبل سائقي سيارة أجرة في وسائل النقل العمومي أو في مكان عمومي، حالة من قبل مالك، المنزل في مكان خاص، حالة من قبل أفراد داخل جامعة وحالة من قبل فرد من العائلة داخل مقهى.

القيمة	التردد	النسبة
العائلة	11	33.33
مؤسسة عمومية	9	72.72



تقرير حول تحليل البيانات حالات التمييز التي جمعتها أقطاب مرصد الدفاع عن الحق في الاختلاف جانفي - مارس

21.21	4	شريك / شريك سابق
90.90	3	شخص / أفراد
90.90	3	المشغل/ة
60.60	2	سائق سيارة أجرة
30.30	1	ضباط الشرطة
30.30	1	مالك المنزل
30.30	1	زملاء/زميلات بالجامعة

## مكان التمييز

النسبة	التردد	القيمة
54.54	51	في مكان خاص
3.03	01	في مكان عام
60.60	2	في مكان العمل
60.60	2	في مدرسة / جامعة
30.30	1	النقل العام
30.30	1	بار / مقهى / مطعم

30.30	1	مستشفى
30.30	1	المركب الثقافي الجامعي بقابس
30.30	1	في المنزل
30.30	1	في سيارة أجرة

## طبيعة وتأثير التمييز

أفاد أكثر من ثلاثة أرباع المستجوبين.ات (67,57% أي 52 حالة من 33) تعرضهن إلى عنف لفظي في حين يمثل العنف النفسي قرابة نصف الحالات التي تم رصدها بنسبة 84,84% أي بواقع 61 حالة من أصل 33. ثم نجد العنف الجسدي الذي يشمل قرابة ثلث الحالات المرصودة أي 01 من 33 حالة مرصودة. كما يمثل العنف الجنسي قرابة ثلث الحالات التي تم رصدها، 9 على 33، تعرضت جميعها إلى التحرش الجنسي في حين تعرضت ضحيتان إلى الاغتصاب (إحدهما تعرضت إلى اغتصاب زوجي وطرقت الأخرى من المنزل من قبل عائلتها بعد حملها)، كما تعرضت ضحيتان إلى محاولة اغتصاب. كما يخص العنف الاقتصادي 5 حالات تم رصدها منها حالتا طرد تعسفي من العمل لضحيتين بسبب كونهما امرأتين، حالة حرمان من الميراث وحالة سحب لبطاقة علاج مجاني وحرمان من مساعدات لأشخاص في وضع هشاشة اجتماعية. تعرض 4 مستجوبين.ات إلى عنف بسبب الميل الجنسي والهوية الجندرية والخصائص الجنسية على النحو الآتي: تهديد بشكل منتظم (4 حالات)، إفصاح قسري أو تهديد بالإفصاح القسري (3 حالات)، هرسلة وطرده من المسكن العائلي (حالتان).

القيمة	التردد	النسبة
إساءة لفظية	52	67,57

84,84	61	عنف نفسي
03,03	01	عنف جسدي
72,72	9	تحرش جنسي
81,81	6	هرسلة
90,9	3	عنف اقتصادي
21,21	4	تهديد
90,9	3	طرد من المنزل
60,6	2	إفصاح قسري
60,6	2	محاولة اغتصاب
30,3	1	ابتزاز
60,6	2	طرد من العمل
60,6	2	اغتصاب
30,3	1	تهديد بالإفصاح القسري

## سوابق واستمرارية التمييز

أفاد أكثر من نصف المستجوبين، (71 شخص على 33) تعرضهم إلى تمييز سابق على أساس الجندر. بالنسبة لـ 55,45% من المستجوبين، فإن هذا التمييز مستمر بمرور الوقت، مما يؤكد الطبيعة النظامية للتمييز على أساس الجندر.

## شهود العيان

أفاد 81 من المستجوبين.ات (45,45%) أن شهودا كانوا حاضرين عند تعرّضهم للتمييز. 7 مستجوبين.ات من أصل 81 اعتبرن أنّ الشهود على استعداد للإدلاء بشهادتهم.

## رصد حالات التمييز

بلغت الضحايا عن حالات التمييز إلى الهياكل التالية: 61 لدى مرصد الدفاع عن الحق في الاختلاف، 7 لدى منظمات غير حكومية، 4 لدى محامى.ة، 3 فى مركز شرطة و3 لهياكل أخرى.

القيمة	التردد	النسبة
مرصد الدفاع عن الحق في الاختلاف	61	84.84
منظمة غير حكومية	7	12.12
محامى.ة	4	21.21
مركز الشرطة	3	90.9
هياكل أخرى	3	90.9

## التتبع القضائي:

ضمن الحالات 33 التي تم رصدها، قامت 6 ضحايا بتقديم شكاوى في حين عبرت 6 عن النية في القيام بذلك لاحقا. عبر 5 مستجوبين.ات عن موافقتهم في أن يقوم مرصد الدفاع عن الحق في الاختلاف (أو هيكل آخر) بإجراء ات التتبع القضائي باسم الضحايا. تفكر ضحيتان في طلب اللجوء.

## الخدمات المقدمة:

تصنّف الخدمات التي تقدمها الجمعيات والمؤسسات المعنية كما يلي: 42 خدمة إنصات، 71 متابعة نفسية، 01 استشارة قانونية، 2 خدمة مساعدة قانونية، 2 خدمة مساعدة اجتماعية، 2 خدمة إيواء، 1 مساعدة طبية، 1 تدخل رقمي و1 توجيه نحو خدمة أخرى. ملحوظة: استفاد 12 شخصا من أكثر من خدمة في حين لم يستفيد 6 مستجوبين.ات من أية خدمة.

## نشر القضية إعلاميا:

قبل 52 فردا، أي أكثر من ثلاثة أرباع الحالات، بفرضية نشر قضاياهم إعلاميا دون ذكر أسماءهم. تحليل بيانات التمييز العنصري و / أو التمييز القائم على الجنسية تم الإبلاغ عن 57 حالة تمييز على أساس العرق / الجنسية إلى مرصد الدّفاع عن الحق في الاختلاف بين جانفي ومارس 2023. أفاد 85 شخصا عن تعرضهم إلى تمييز على أساس العرق والجنسية؛ 31 لعرقهم فقط و4 لجنسيتهم. يهم هنا التمييز على أساس العرق التونسيين.ات السود وشعوب جنوب الصحراء. التمييز على أساس العرق هو عنف يتعرّض له الفرد بسبب لون بشرته.ا.

A painting depicting three men in a small, narrow boat on a dark, turbulent sea. The men are wearing colorful, makeshift clothing. The man in the foreground is looking back, while the others are looking forward. The sea is dark and choppy, with white foam from the boat's wake. The sky is a mix of blue and white, suggesting a bright but overcast day. The overall style is expressive and somewhat somber.

التمييز على أساس  
الجنسية يشير إلى العنف  
الممارس ضد أشخاص بسبب  
بلدهم الأصلي.

ملحوظة: لا تشمل حالات التمييز الـ 57 التي تم رصدها أفرادا فقط بل مجموعات من الأفراد أيضا.

## الجنـدر

ومن بين الحالات الـ 57 التي تم جمعها، كان التوزيع حسب جنـدر الشخص، المذكور أو المفترض، على النحو التالي:

القيمة	التردد	النسبة
رجل	64	33,16
امراة	52	33,33
غير معلوم	2	76,2
عائلة	1	33,1
آخر	1	33,1

## تقاطع التمييز

6 حالات من التمييز كانت في تقاطع مع اللغة، 3 مع الهوية الجندرية 2 مع الميل الجنسي ، 2 مع تعايش مع فيروس نقص المناعة، 2 مع الدين، وواحدة مع الانتماء الإثني.

القيمة	التردد	النسبة
اللغة	6	8
الهوية الجندرية	3	4
الميل الجنسي	2	76.2

76.2	2	التعايش مع فيروس نقص المناعة البشرية
76.2	2	الدين
33.1	1	الانتماء الإثني

## السن

متوسط العمر 24,92 سنة. وقد تراوحت اعمار الضحايا من 61 الى 05 عاما. تم التبليغ عن حالة تتعلق بقاصر (61 سنة). ملحوظة: لم يتم التبليغ عن سن الضحية في 3 من الحالات المرصودة.

## التوزيع حسب الجهة الجغرافية

تتعلق أكثر من نصف الحالات التي تم رصدها (93 من أصل 67, أي 25%) بأشخاص موزع عليهم التمييز في الشمال الشرقي (12 حالة في تونس، 71 في أريانة، وحالة في بن عروس)، في حين تعرض 61 شخصا للتمييز في الجنوب الشرقي (فابس ب8 حالات ومدنين ب8 حالات). تم رصد 31 حالة في الوسط الشرقي (21 في صفاقس وحالة في سوسة). أما في الشمال الغربي، فقد تم رصد 7 حالات (3 في لكاف، 2 في سليانة، 1 في باجة و1 في جندوبة).

القيمة	التردد	النسبة
الشمال الشرقي	93	00,25
الجنوب الشرقي	61	33,12
الوسط الشرقي	31	33,71



33,9	7	الشمال الغربي
------	---	---------------

## مرتكب التمييز

أكثر من ربع حالات التمييز على أساس العرق و/أو الجنسية المرصودة من مرصد الدفاع عن الحق في الاختلاف وقعت في مكان العمل. 12 حالة (82%) مورست من قبل المشغلة في مكان العمل. تتمثل معظم هاته في الحالات في طرد تعسفي أما البقية فتتمثل في ظروف عمل غير لائقة.

بالتوازي مع ذلك، أفاد 12 مستجيب.ة عن تعرضهم للتمييز من قبل أفراد في أماكن عامة وخاصة. تمثل حالات التمييز الممارسة من قبل مالكي.ات المساكن 76,22% من الحالات (71 من أصل 57 حالة تم رصدها). وتتمثل هذه الحالات في طرد من المسكن، أو تهديد بالطرد إضافة إلى اعتداءات. كما تم التبليغ عن 7 حالات تمييز من قبل الجيران 4 منها تتعلق بمالك.ة المسكن كمرتكب.ة للتمييز.

كما يمثل أعوان الشرطة 61% من حالات التمييز المرصودة بواقع 21 حالة، 11 منها تتعلق بأفارقة من جنوب الصحراء تعرضوا.ن إلى إجراءات تثبت من الوثائق بطريقة تعسفية وإلى إيقافات غير مبررة إضافة إلى عنف لفظي وجسدي وصل إلى حد الإيقاف بمركز الوردية في ظروف مزرية. كما اعتدى أعوان شرطة لفضيا على مواطن تونسي ظنا منهم أنه إفريقي من جنوب الصحراء بسبب لون بشرته. تقع حالات التمييز المسجلة من قبل أعوان الشرطة أساسا داخل مراكز الأمن وفي الأماكن العامة.

تم ذكر موظفي الصحة في 4 حالات تتعلق بتمييز داخل المستشفيات أين تم رفض تقديم العلاج للضحايا أو معاملتهم بشكل سيء من قبل الموظفين.

أما في الفضاء المدرسي والجامعي فقد تم التبليغ عن 5 حالات إجمالا: إذ أفادت ضحية عن تعرضه.ا بشكل منتظم لخطاب كراهية من قبل الزملاء والأساتذة. في حين أفادت ضحية أخرى عن تعرضها لسوء المعاملة من قبل عملة المطعم الجامعي والعنف اللفظي من قبل الزملاء، كما بلغ شخصان عن تعرضهما لمعاملة عدوانية وخطاب كراهية من قبل الزملاء في حين بلغت ضحية عن تقدي أساتذة لموضوع امتحان يتضمن خطابا عنصريا ضد مجتمع الأفارقة من جنوب الصحراء.

أفاد 3 أشخاص عن تعرضهم إلى تمييز من قبل مؤسسات عمومية في حين بلغ 3 آخرون عن حالات تمييز من

قبل سائقي سيارات أجرة (2 منهم رفضوا اصطحاب الضحايا داخل سياراتهم).  
 تعرض شخصان للتمييز من قبل عائلات شركائهم/شريكاتهم الذين يرفضون أن يربط أبناءهم/بناتهم مع شخص أسود/سوداء البشرة.  
 كما تعرضت ضحية للتمييز من قبل زملاء/زميلات العمل في حين تعرضت أخرى إلى عنف لفظي ونفسي من قبل صديقة على الانترنت.

القيمة	التردد	النسبة
المشغل/ة	12	00,82
شخص / أفراد	12	00,82
مالك المنزل	71	76,22
ضباط الشرطة	21	00,61
الجيران	7	33,9
موظف/ة/ الصحة	4	33,5
الرفاق (في المدرسة / الجامعة)	4	33,5
الإطار التعليمي أو الإداريين	3	00,4
مؤسسة عمومية	3	00,4
سائق سيارة أجرة	3	00,4
عائلة الشريك.ة	2	76,2

تقرير حول تحليل البيانات حالات التمييز التي جمعتها أقطاب مرصد الدفاع عن الحق في الاختلاف جانفي - مارس

33,1	1	زملاء العمل
33,1	1	أصدقاء/صديقات
33.1	1	شريك/ة / شريك.ة سابق.ة

## مكان التمييز

النسبة	التردد	القيمة
33,14	13	في مكان خاص
33,92	22	في مكان عام
76,22	71	في مكان العمل
76,6	5	في مدرسة / جامعة
76,6	5	مستشفى
33,5	4	بار / مقهى / مطعم
33,5	4	في مركز شرطة
00,4	3	سيارة اجره
00,4	3	في مركز إيقاف
76,2	2	النقل العام

33,1	1	على شبكة الانترنت
33,1	1	آخر

## طبيعة وتأثير التمييز

من بين الذين تمت مقابلتهم، تعرض 76,47% من الحالات (65 حالة من أصل 57) للإساءة اللفظية، من قبل أعوان الشرطة والأفراد و أصحاب/صاحبات العمل، إلخ. أبلغت 73 حالة، أي ما يقارب نصف الحالات، عن تعرضها للعنف النفسي، 81 لعنف جسدي وتعرضت 11 حالات للاعتداء، تمت هرسلة 8 أشخاص وتعرض 7 للاضطهاد في حين تعرضت 4 ضحايا للتهديد.

في الوسط المهني، تعرض 13 شخصا (33,14%) إلى عنف اقتصادي إذ تم طرد 61 شخصا من العمل وتم رفض توظيف 3 آخرين في حين تعرضت ضحية إلى الهرسلة في مكان العمل. تم طرد 9 ضحايا من المسكن وتعرضت ضحيتان للاحتجاز (منهم امرأة إحتجزها مشغلها كي لا تهرب) وتم إيقاف شخص بطريقة اعتباطية في حين فرت ضحية من المنزل. تعرض 4 أشخاص إلى ملاحقة قانونية ووضع شخصين آخرين تحت المراقبة وتعرضت ضحية أخرى إلى التحرش الجنسي.

كما تم التبليغ عن حالة تقديم محتوى بيداغوجي عنصري في امتحان من قبل أستاذة. تعرضت ضحية إلى سوء المعاملة وأخرى إلى التحرش الجنسي وثالثة للاغتصاب. تعرضت ضحية إلى الهرسلة الالكترونية وتعرض 8 أشخاص إلى العنف الاقتصادي وتم رفض دفع أجور 5 ضحايا، اضطر 2 للاستقالة وتعرض 3 إلى الهرسلة في العمل. ويتمثل هذا في التحيل والتمييز عند التوظيف ورفض دفع الأجر. في المحيط العائلي، تم طرد شخصين من المسكن وفرت ضحية ثالثة من المسكن. تم إيقاف شخص وملاحقته قانونيا بطريقة اعتباطية. أفاد المستجيب بأنه تم إيقافه في وسط مدينة تونس دون معرفة الأسباب.

القيمة	التردد	النسبة
لفظي	65	76,47
نفسي	73	33,94
اقتصادي	13	33,14
جسدي	81	00,42
طرد من العمل	61	33,12
اعتداء	11	76,41
طرد من المنزل	9	00,21
هرسلة	8	76,01
اضطهاد	7	33,9
تهديد	4	33,5
ملاحقة قانونية	4	33,5
تفض التوظيف	3	00,4
مراقبة	2	76,2
احتجاز	2	76,2
تحرش جنسي	1	33,1

33,1	1	هرسلة في العمل
33,1	1	هروب من المنزل
33,1	1	محتوى بيداغوجي عنصري
33,1	1	إيقاف عشوائى
33,1	1	أخر

### سوابق واستمرارية التمييز

أفاد قرابة نصف المعنيين.ات بالأمر ( 63 حالة من أصل 57، أي 84%) أن التمييز الذي تعرضوا.ن له كان قد سبقه حالات اخرى.  
 أفاد 33,96% من المعنيين.ات بالأمر بأن هذا التمييز مستمر مما يؤكد الطبيعة النظامية للتمييز على أساس العرق و/أو الجنسية.  
 شهود العيان  
 أفاد 86% من المعنيين.ات بالأمر (15 حالة) أن شهودا كانوا حاضرين عند تعرّض.هن للتمييز. 53 حالة من أصل 15 من من المعنيين.ات بالأمر أفادوا أن شهودهم على استعداد للإدلاء بشهادتهم.

### رصد حالات التمييز

بلغ 97,09% من الضحايا عن تجاربهم إلى منظمات المجتمع المدني التالية على النحو الآتي: 54 حالة (06%) لمرصد الدفاع عن الحق في الاختلاف، 81 حالة (42%) لمنظمات غير حكومية، 3 حالات لمحامون بلا حدود وحالتان للجمعية التونسية للوقاية الإيجابية. تم الإبلاغ عن 31 حالة لهياكل أخرى، 2 للشرطة وحالة لمحاميين.

القيمة	التردد	النسبة
مرصد الدفاع عن الحق في الاختلاف	54	00,06
منظمة غير حكومية	81	00,42
هياكل أخرى	31	33,71
شبكات متطوعين.ات	3	00,4
محامون بلا حدود	3	00,4
الجمعية التونسية للوقاية الإيجابية	2	76,2
مركز الشرطة	2	76,2
محامي.ة	1	33,1

## التتبع القضائي:

من الحالات الـ 57 المرصودة، تقدم 6 أشخاص بشكاوى وعبر 5 آخرون عن رغبتهم في القيام بذلك مستقبلا. وافق 44 شخصا على أن يقوم المرصد (أو هيكل آخر) بإجراء ات قانونية باسمهم. أفاد 5 مستجيبين.ات من أصل 57 حالة تم رصدها أنهم تقدموا.ن بمطالب لجوء في حين يخطط 72 للقيام بذلك مستقبلا. رفض 31 شخصا الإجابة عن السؤال.

## الخدمات المقدّمة :

أفاد 06 شخصا (08% من المستجيبين.ات) بحصولهم على خدمة أو أكثر: 35 خدمة إنصات، 32 خدمة مساعدة اجتماعية، 31 متابعة نفسية، 6 خدمة إيواء، 3 مساعدة طبية، 3 خدمة مساعدة قانونية، 3 استشارة قانونية، كما

تحصلت ضحية على وسائل حماية وأخرى على تدخل رقمي.  
تحصل 7 أشخاص على خدمات أخرى، 3 منهم على مساعدات غذائية لمجموعة من المتطوعين.ات.  
لم يتحصل 51 من المستجيبين.ات على أية خدمة بعد تعرضهم للتمييز.

### نشر القضية إعلاميا :

يقبل أكثر من ثلثي المستجيبين.ات (33,56% أي 94 على 57 حالة)، بفرضية نشر قضاياهم إعلاميا دون ذكر أسماءهم.



# تحليل بيانات التمييز القائم على معلية



تم الإبلاغ عن 52 حالة تمييز على أساس حمل إعاقة إلى مرصد الدفاع عن الحق في الاختلاف بين جانفي ومارس 2023.

51 حالة تتعلق بالتمييز على أساس حمل إعاقة حركية (6% /) و 9 حالات تتعلق بالتمييز على أساس حمل إعاقة غير محدّدة (63% /) و 1 حالة تتعلق بالتمييز على أساس حمل إعاقة ذهنية (4% /).

## الجنـدر

من بين 23 حالة تم تجميعها، كان التوزيع حسب جنـدر الشخص، المذكور أو المفترض، على النحو التالي:

القيمة	التردد	النسبة
رجل	61	46
امراة	9	63

## تقاطع التمييز

ذكر التقاطع مع التمييز على أساس حمل إعاقة من قبل 3 مستجيبين.ات.

اعتبرت 3 نساء أنهن تعرضن إلى تمييز على أساس حمل لإعاقة في تقاطع مع هويتهم الجنـدرية: أرادت إمرأة حاملـة لإعاقة حركية رفع شكوى ضد جار لها لدى مركز الشرطة أين سخر منها أحد الأعوان في علاقة بشكلها وجاذبيتها. كما تعرضت إمرأة للسخرية من قبل عون بمعدمية قام بتقليد طريقة مشيها ورفض تقديم خدمة إدارية لها.

القيمة	التردد	النسبة
إعاقة	3	21
هوية جنـدرية	3	21

## السن:

متوسط العمر 8.03 سنة. ويتراوح عمر الضحايا بين 31 و95 سنة.  
 تم الإبلاغ عن 3 حالات تخص قصر (اثنان بعمر 61 سنة وواحدة بعمر 31).  
 التوزيع حسب الجهة الجغرافية:  
 حصلت غالبية حالات التمييز (01 حالات) في الشمال الغربي (8 في الكاف، 1 في سليانة و1 في باجة) و7 في الوسط الغربي (4 في القصرين و3 في سيدي بوزيد).  
 ثم 4 في كل من الجنوب الشرقي (3 في مدينين و1 في تطاوين) وأخيرا 4 حالات في الشمال الشرقي (2 في تونس و1 في أريانة و1 في بن عروس).

القيمة	التردد	النسبة
الشمال الغربي	01	04
الوسط الغربي	7	82
الجنوب الشرقي	4	61
الشمال الشرقي	4	61

## مرتكب التمييز

المؤسسات العمومية هي المرتكب الأول المسؤول عن التمييز على أساس حمل إعاقة بأكثر من ثلث الحالات (63%، أي 9 حالات من أصل 52)؛ حالتان رصدتا داخل الوحدات المحلية للنهوض الاجتماعي، حالتان في البلديات، حالتان في الإدارة العامة للديوانة، حالة في الوكالة التونسية للنقل البري وحالة داخل معتمدية. وتتمثل حالات التمييز الممارسة في المؤسسات العمومية أساسا في رفض تقديم خدمات (خدمات إدارية، مشاركة في المناظرات، توريد سيارات معدلة للحاجيات الخصوصية، إلخ...) لحاملي إعاقات.

يشمل العنف داخل العائلة 02% من الحالات بواقع 5 حالات منها حالتا حرمان من الميراث. تعرض 3 أشخاص إلى تمييز من قبل المشغل. لم يتمكن شخص من الحصول على وظيفة، تم رفض توظيف شخص آخر، واضطرت ضحية ثالثة إلى ترك العمل بسبب عدم ملائمة البنية التحتية لإعاقتها. تعرض 3 أشخاص للتمييز في الوسط المدرسي/الجامعي: لم تتمكن ضحية على كرسي متحرك من الالتحاق بالدروس لأن القاعات موجودة بطابق علوي وطردت ضحية أخرى من مؤسسة تعليمية بسبب حركة لإرادية متعلقة بإعاقتها في حين تعرضت ضحية أخرى لعنف لفظي وجسدي من قبل زملائها. تعرض شخصان للتمييز في وسائل النقل العمومي: رفض سائق سيارة أجرة اصطحاب شخص حامل لإعاقة على كرسي متحرك كما رفض راكب بحافلة ترك مكانه لشخص حامل.ة لإعاقة. كما تعرض شخص للتمييز من قبل طاقم صحي بمستشفى إذ لم يسمح له باستخدام المصعد وتعرضت ضحية إلى التمييز من قبل عون شرطة في مركز أمن كما تعرضت ضحية ثالثة لعنف لفظي من شريك سابق.

القيمة	التردد	النسبة
آخر	6	42
العائلة	5	02
مؤسسة عموميّة	4	61
المشغل/ة	2	8
الإطار التعليمي أو الإداريين	2	8
ضباط الشرطة	1	4
شخص / أفراد	1	4
شريك / شريك سابق	1	4

تقرير حول تحليل البيانات حالات التمييز التي جمعتها أقطاب مرصد الدفاع عن الحق في الاختلاف جانفي - مارس

4	1	موظف/ة الصحة
4	1	سائق سيارة أجرة
4	1	الرفاق (في المدرسة / الجامعة)
8	2	الإدارة العامة للحيوانة
4	1	صاحب شركة
4	1	الوحدة المحلية للنهوض الاجتماعي
4	1	وكالة التكوين المهني والتشغيل بالكاف
4	1	الوحدة المحلية للنهوض الاجتماعي بتاجروين

النسبة	التردد	القيمة
63	9	مؤسسة عمومية
02	5	العائلة
21	3	المشغل/ة
8	2	الإطار التعليمي أو الإداريين
4	1	ضباط الشرطة
4	1	شخص / أفراد
4	1	شريك / شريك سابق

تقرير حول تحليل البيانات حالات التمييز التي جمعتها أقطاب مرصد الدفاع عن الحق في الاختلاف جانفي - مارس

4	1	موظف/ة الصحة
4	1	سائق سيارة أجرة
4	1	الرفاق (في المدرسة / الجامعة)

## مكان التمييز

القيمة	التردد	النسبة
في مكان عام	9	63
في مكان خاص	5	02
في مكان العمل	3	21
في مدرسة / جامعة	2	8
في مركز شرطة	1	4
النقل العام	1	4
سيارة اجرة	1	4
الادارة العامة للديوانة	2	8
مركز الشلل الدماغى بخزندار	1	4
الوكالة التونسية للتكوين المهني بالكاف	1	4

4	1	الوحدة المحلية للنهوض الاجتماعي بتاجروين
النسبة	التردد	القيمة
84	21	في مكان عام
82	7	في مكان خاص
21	3	في مكان العمل
8	2	في مدرسة / جامعة
4	1	في مركز شرطة
4	1	النقل العام
4	1	سيارة اجرة

## طبيعة وتأثير التمييز

أكدت قرابة نصف المستجيبين (21 شخص من أصل 52) تعرضوا للتعنيف اللفظي و4% للتعنيف النفسي. تعرض 44% من المستجيبين (11 حالة من 52) إلى عنف اقتصادي على النحو الآتي: تم رفض توظيف 6 أشخاص أو حرمانهم من بعث مشروع، كما تم الحرمان من توريد سيارات معدلة وفق لحاجياتهم الخاصة في حين حرمت امرأتان من الميراث.

يشمل العنف الجسدي 3 مستجيبين. حيث تعرضت الضحايا إلى العنف من قبل العائلة. تعرضت ضحية إلى الاعتداء وأخرى للطرد من مركز في حين حرمت ثالثة من الإدماج في مركز خاص.

القيمة	التردد	النسبة
إساءة لفظية	21	84
عنف اقتصادي	11	44
عنف نفسي	01	04
عنف جسدي	3	21
اضطهاد	1	4
ابتزاز	1	4
هرسلة	1	4
رفض التوظيف	1	4
نفي الميراث	1	4
اعتداء	1	4
طرد من المركز	1	4
منع من التوجه لمركز مختص بذوي الاعاقة السمعية حتى لا يعود الطفل لاستعمال لغة الاشارة	1	4

## سوابق واستمرارية التمييز

أفاد 65% من المعنيين.ات بالأمر (41 حالة) أن التمييز الذي تعرضوا.ن له كان مسبوqa بحالات أخرى. أفادت 44% (11 حالة) أن هذا التمييز غير مسبوq.



06% من ال المعنّيين.ات بالأمر (51 حالة) أفادوا بأن هذا التمييز مستمر. 04% (01 حالة) أكدوا أن التمييز الذي تعرضوا له قد توقف.

## شهود العيان

أفاد 04% من المعنّيين.ات بالأمر (01 حالة) أن شهودا كانوا حاضرين عندما تعرضهم.ن للتمييز. أفاد 06% من المعنّيين.ات بالأمر (51 حالة) بعدم وجود شهود. 2 مستجيبين.ات فقط أفادوا/أفدن أن الشهود على استعداد للإدلاء بشهادتهم.

## رصد حالات التمييز

قامت غالبية للمستجيبين.ات بالتبليغ عن حالات التمييز إلى منظمات المجتمع المدني: 81 حالة (27%) إلى مرصد الدفاع عن الحق في الاختلاف، 5 حالات (02%) إلى منظمة غير حكومية، وحالة لمحامون بلا حدود. توجهت ضحية واحدة إلى الشرطة في حين بلغت ضحية أخرى عن حالتها في وسائل الإعلام.

القيمة	التردد	النسبة
مرصد الدفاع عن الحق في الاختلاف	81	27
منظمة غير حكومية	5	02
محامون بلا حدود	1	4
شرطة	1	4
وسائل إعلام	1	4

## التتبع القضائي :

قامت 4 ضحايا فقط من بين الحالات الـ 52 المرصودة بتقديم شكوى في حين أعربت أخرى عن تخطيطها للقيام بذلك مستقبلا.  
تقبل ضحية واحدة فرضية أن يقوم مرصد الدفاع عن الحق في الاختلاف في تونس (أو هيكل آخر) بإجراءات التتبع القضائي باسمها.  
لا تفكر 42 ضحية في طلب اللجوء في حين رفضت أخرى الإجابة عن السؤال.

## الخدمات المقدّمة :

. تحصل 6 على خدمة إنصات، إثنان منهن تحصلوا.ن كذلك على مساعدة اجتماعية و 2 للمتابعة النفسية.  
قال 22 مستجيب.ة (7,86%) إنهن لم يتحصلوا.ن على أي خدمة  
نشر القضية إعلاميا:  
يقبل أكثر ثلاث أرباع المستجيبين.ات (81 شخص من أصل 52) أن يتم نشر قضاياهم إعلاميا دون ذكر الأسماء

The background is a complex, layered painting. It features a prominent rainbow flag (red, orange, yellow, green, blue, purple) draped across the scene. In the center, a person's face is visible, looking upwards with a slight smile. To the right, a hand is raised in a gesture of protest or celebration. The overall style is expressive and textured, with visible brushstrokes and a rich color palette.

تحليل بيانات التمييز القائم  
على الميل الجنسي والهوية  
الجنسِيَّة والتعبير الجندري  
والخصائص الجنسِيَّة

تم الإبلاغ عن 44 حالة من حالات التمييز على الأشخاص المثليين، اثثنائي، ات الجنس والعابرين، ات جنديًا والكوير ++ إلى الأقطاب التابعة لمرصد الدفاع عن الحق في الاختلاف بين جانفي ومارس 3202. وتأتي أشكال التمييز المختلفة على النحو التالي: 72 شخصا (63,16%) تعرضوا، ن للتمييز على أساس هويتهم الجندرية، 62 بسبب ميلهم الجنسي (90,95%) و3 بسبب الخصائص الجنسية (28,6% من بيني، ات الجنس). وكما ذكرنا في المقدمة، تمثل بعض أشكال التمييز على أساس الجندر نوعا من العنف على أساس الميل الجنسي والهوية الجندرية والتعبير الجندري والخصائص الجنسية، والعكس بالعكس.

## الجندر

من بين 44 حالة تم تجميعها، كان التوزيع حسب جندر الشخص، المذكور أو المفترض، على النحو التالي:

القيمة	التردد	النسبة
كوير	51	33.33
غير ثنائي	8	87.71
إمرأة عابرة جنديًا	7	65.51
رجل	6	33.31
إمرأة	4	98.8
رجل عابر جنديًا	4	98.8
مجهول	1	22.2

## تقاطع أشكال التمييز:

أفاد 3 أشخاص أنهم تعرضوا/تعرضن للتمييز في تقاطع مع تمييز على أساس حمل فيروس نقص المناعة البشرية في حين تعرض 6 إلى تمييز في تقاطع مع: الجنسية، حمل لإعاقة، العرق، الانتماء الإثني، الدين والجنس. كما يتعرض الأشخاص الحاملون.ات لفيروس نقص المناعة البشرية بانتظام إلى التمييز على هذا الأساس مما يمكن أن يفاقم الوصم والتهميش.

القيمة	التردد	النسبة
التعايش مع فيروس نقص المناعة البشرية	3	76.6
الجنس	1	22.2
الإعاقة	1	22.2
العرق	1	22.2
الجنسية	1	22.2
الانتماء الاثني	1	22.2
الدين	1	22.2

## السن:

متوسط العمر 8,42 سنة. وتراوحت اعمار الضحايا بين 91 و53عاما. لم يتم رصد أية حالة تتعلق بقاصر.

التوزيع حسب الجهة الجغرافية:

وقعت أغلب حالات التمييز (13 حالة من أصل 44 أي 98,86%) في الشمال الشرقي (تونس 02، منوبة 5، أريانة 3 وبن عروس 3) ثم 8 حالات في الوسط الشرقي (صفاقس 4، سوسة 2، المنستير 1 والمهدية 1). تعرض 6 أشخاص للتمييز في الجنوب الشرقي (ذابس 4 ومدنين 2).

القيمة	التردد	النسبة
الشمال الشرقي	13	98.86
الوسط الشرقي	8	87.71
الجنوب الشرقي	6	33.31

## مرتكب التمييز

تساعدنا بيانات مرتكب التمييز في تقاطع مع مكانه على فهم أعمق للأوساط التي يرصد فيها التمييز والعنف المرتكب حيث نجد أن أعوان الشرطة مسؤولون عن أكثر من خمس حالة التمييز التي تم الإبلاغ عنها (37.22%): وهي تقع في أماكن عامة (7 حالات)، في النقل العمومي (حالتان) أو على الانترنت (حالتان). كما ذكر العنف في الوسط العائلي، عادة في الفضاء الخاص، في 7 حالات تمثل 19,51% من إجمالي الحالات. كما يمثل العنف المسلط من قبل أفراد في الفضاء العام أو الحانات والمطاعم 46,31% من الحالات المرصودة. أما في الوسط المهني، فقد تم رصد 6 حالات تمييز من قبل المشغلة أو الزملاء. ارتكب سائقو سيارات الأجرة 5 حالات تمييز تتمثل في عدم اصطحاب الضحايا أو إجبارهم على النزول. يمثل الجيران 9؛90% من مرتكبي التمييز بواقع 4 حالات. كما وقعت 4 حالات تمييز في المؤسسات العمومية أين يتم حرمان الضحايا غالبا من الخدمات بسبب تعبيرهم الجندري. كما نجد حالت تمييز مرتكبة في الوسطين المدرسي والجامعي أين رصدنا 3 حالات تتمثل في عنف جسدي وهرسلة. ارتكب موظفوات الصحة والتي تمييز إحداهما ضد شخص حامل.ة لفيروس نقص المناعة تم حرمانه.ا من الحصول على تحاليل طبية بسبب رفض الممرضة لذلك. كما تعرض شخصان للعنف من قبل شريك.ة سابق.ة: عنف رقمي مصحوب بتهديد وابتزاز بالنسبة للحالة الأولى وإفصاح قسري للثانية.

ملحوظة: يجدر التنويه أن المستجيبين، ات يبلغون/يبلغن عادة عن تمييز ممارس من عدة أشخاص وفي أماكن متعددة.

القيمة	التردد	النسبة
ضباط الشرطة	01	37.22
شخص / أفراد	7	19.51
العائلة	7	19.51
المشغل/ة	5	63.11
سائق سيارة أجرة	5	63.11
مؤسسة عمومية	4	90.9
الجيران	4	90.9
مالك المنزل	3	28.6
موظف/ة الصحة	3	28.6
الرفاق (في المدرسة / الجامعة)	3	28.6
زملاء العمل	2	55.4
الإطار التعليمي أو الإداريين	2	55.4
شريك، ة سابق، ة	2	55.4
مدير مقهى	1	72.2

## مكان التمييز

القيمة	التردد	النسبة
في مكان عام	81	19.04
في مكان خاص	31	55.92
في مركز شرطة	4	90.9
في مدرسة / جامعة	4	90.9
سيارة اجره	4	90.9
على شبكة الانترنت	4	90.9
النقل العام	3	28.6
في مكان العمل	3	28.6
بار / مقهى / مطعم	3	28.6
مستشفى	2	55.4
في بلدية	1	72.2
نقطة تبرع بالدم (ساحة الجمهورية)	1	72.2
مقر الجمعية	1	72.2

## طبيعة وتأثير التمييز



من بين الأشخاص 44 الذين تمت مقابلتهم، أفادت 04 أشخاص أنهم تعرضوا/تعرضن للإساءة اللفظية أي 19,09% من الحالات.

تعرضت 13 للهرسلة و5 للتحرش الجنسي. كما يشمل العنف النفسي قرابة ثلث حالات العنف المرتكبة بواقع 28,13% يليه العنف الجسدي ب72,72% بواقع 21 حالة.

تعرض 9 أشخاص للتهديد و7 للاضطهاد. كما تعرض 46,31% للمستجيبين. ات أي 6 ضحايا للعنف الاقتصادي. تعرضت 6 ضحايا للابتزاز.

في الوسط العائلي تعرضت 4 ضحايا للطرد من المسكن وفرت ضحية أخرى من المنزل. في الوسط تعرض 3 أشخاص للطرد و3 للهرسلة في مكان العمل كما تم حرمان ضحية أخرى للتوظيف بسبب تعبيره. الجندري.

يمثل الإفصاح القسري والتهديد بالإفصاح القسري 19,51% من إجمالي حالات التمييز المرتكبة. تعرض 3 أشخاص للعنف الرقمي وتم حرمان 3 ضحايا من خدمات مؤسسات عمومية كما تعرضت ضحية إلى المراقبة عن كثب والتهديد بالقتل من قبل العائلة، في حين تعرضت ضحية للاعتداء وطردت ضحية من مقهى.

القيمة	التردد	النسبة
إساءة لفظية	04	19,09
هرسلة	62	90,95
عنف نفسي	41	28,13
عنف جسدي	21	72,72
تهديد	9	54,02

تقرير حول تحليل البيانات حالات التمييز التي جمعتها أقطاب مرصد الدفاع عن الحق في الاختلاف جانفي - مارس

19,51	7	اضطهاد
46,31	6	عنف اقتصادي
46,31	6	ابتزاز
63,11	5	تحرش جنسي
63,11	5	أخر
90,9	4	طرد من المنزل
90,9	4	تهديد بالإفصاح عن الكويرية
28,6	3	كشف الكويرية
28,6	3	هرسلة في مكان العمل
28,6	3	طرد من العمل
55,4	2	هروب من المنزل
28,6	3	هرسلة / عنف سيراني
72,2	1	مراقبة
72,2	1	اعتداء
72,2	1	رفض التوظيف
28,6	3	امتناع من تقديم خدمة

72,2	1	امتناع من تقديم خدمة صحية
72,2	1	طرده من مقهى

## سوابق واستمرارية التمييز

أفاد 57% من المعيّنين.ات بالأمر (33 حالة) أنهم.ن تعرضوا/تعرّضن لهذا النوع من التمييز من قبل. أفاد 52% من المعيّنين.ات بالأمر (11 حالة) أنهم تعرضوا/تعرّضن لهذا التمييز لأول مرة. يعتقد 28,18% من المستجيبين.ات (63 حالة) أن التمييز مستمر في حين يؤكد 81,81% (8 حالات) أن التمييز توقف.

## شهود العيان:

أفاد 55,45% من المعيّنين.ات بالأمر (42 حالة) أن شهودا كانوا حاضرين عند تعرّضهم.ن للتمييز في حين يقول 54,54% (02 حالة) إنه لا يوجد شهود. 31 شخصا، أي 59,35% يقولون إن الشهود على استعداد للإدلاء بشهاداتهم.

## رصد حالات التمييز

قامت الغالبية الساحقة للمستجيبين.ات بالتبليغ عن حالات التمييز إلى منظمات المجتمع المدني: 93 حالة (46,88%) لمرصد الدفاع عن الحق في الاختلاف ، 4 حالات (90,9%) لمنظمات غير حكومية وحالة لمحامون بلا حدود. تم الإبلاغ عن حالتين لهيكل أخرى.

القيمة	التردد	النسبة
مرصد الدفاع عن الحق في الاختلاف	93	46.88
منظمات غير حكومية	4	90.9

55.4	2	هياكل أخرى
72.2	1	محامون بلا حدود

## التتبع القضائي:

من إجمالي الـ 44 حالة التي تم رصدها، قدمت ضحية واحدة شكوى في حين عبر 5 عن رغبتهم في القيام بذلك مستقبلا.  
يقبل 4 أشخاص فرضية أن يقوم مرصد الدفاع عن الحق في الاختلاف (أو هيكل آخر) ببدء إجراءات قانونية باسمهم.  
من إجمالي الـ 44 حالة التي تم رصدها يخطط 91 شخصا لطلب اللجوء. رفض 6 أشخاص الإجابة عن هذا السؤال. تؤكد ضحية أنها قامت فعلا بتقديم طلب لجوء.

## الخدمات المقدمة :

أفاد 04 شخصا من إجمالي الـ 44 حالة التي تم رصدها أنهم تلقوا خدمة أو أكثر: 14 شخصا تمتعوا بخدمات إناص، 01 من متابعة نفسية، 4 من استشارة قانونية، 2 من مساعدة طبية، 2 من تدخل رقمي، 1 من مساعدة اجتماعية، 1 من خدمة إيواء، 1 من وسائل حماية و1 من مسح مجاني لفيروس نقص المناعة.  
صرح 12 مستجيب.ة أنهم لم يتلقوا/يتلقين أية خدمة إثر تعرضهم للتمييز.

## نشر القضية إعلاميا:

يقبل أكثر من نصف المستجيبين.ات (92 شخصا من إجمالي 44) أن يتم نشر قضاياهم إعلاميا دون ذكر أسماء.

# تحليل بيانات التمييز «الآخر»



تم إدراج 61 حالة تمييز على أساس عدة أشكال من التمييز: حرية التعبير؛ حرية الضمير؛ السجل العدلي، التعايش مع فيروس نقص المناعة البشرية إلخ.  
 من بين 61 مستجيباً، أبلغت 5 عن تعدد على حرية الضمير و4 على السجل العدلي للأضحية أو لفرد من أفراد العائلة، 2 على حرية التعبير، 2 على التعايش مع فيروس نقص المناعة، و1 على أُلحالة الصحية، (مرض الجذام).  
 كما تعرض شخص للتمييز بسبب مظهره الجسدي (تشوه خلقي) وآخر بسبب الحالة المدنية وضحية أخيرة بسبب مهنة الأم.

القيمة	التردد	النسبة
حرية الضمير	5	52,13
حريات فردية	4	00,52
السجل العدلي	4	00,52
حرية التعبير	2	05,21
التعايش مع فيروس نقص المناعة البشرية	2	05,21
الحالة المدنية	1	52,6
المهنة	1	52,6
الصحة	1	52,6
المظهر الجسدي	1	52,6

## الجنـدر

من بين 61 حالة تم تجميعها، كان التوزيع حسب جنـدر الشخص، المذكور أو المفترض، على النحو التالي:

القيمة	التردد	النسبة
رجل	91	%85.65
امراة	71	%35.53
لاثنائي. ة	1	%59.3

## تقاطع أشكال التمييز

من بين المعنيين، ات بالأمر يعتقد 3 أشخاص أن التمييز الممارس عليهم كان في تقاطع مع المعتقد؛ 2 مع اللغة، 1 مع الجنسية، 1 مع الهوية الجنـدرية؛ 1 مع العرق؛ 1 مع الميل الجنسي؛ و 1 مع الجهة.

القيمة	التردد	النسبة
المعتقد	3	57,81
اللغة	2	05,21
الجنسية	1	52,6
الميل الجنسي	1	52,6
العرق	1	52,6
الهوية الجنـدرية	1	52,6

52,6	1	الجهة
------	---	-------

## السن

متوسط العمر 92 سنة، وتراوحت اعمار الضحايا بين 91 و35 عاما.

التوزيع حسب المنطقة

وقعت أكثر من ثلث الحالات المرصودة (6 على 61، أي 5,73%) تتعلق بأشخاص تعرضت لتمييز في الشمال الغربي (جندوبة ب3 حالات، الكاف حالتان، وسليانة حالة) في حين تعرض 5 أشخاص (52,13%) للتمييز في الشمال الشرقي (تونس ب4 حالات وأريانة بحالة).  
فو الجنوب الشرقي، تم رصد 3 حالات في مدينين.  
في الوسط الشرقي، تم رصد حالة في صفاقس وحالة في سيدي بوزيد بالنسبة للوسط الغربي.

القيمة	التردد	النسبة
الشمال الشرقي	6	05,73
الشمال الغربي	5	52,13
الجنوب الشرقي	3	57,81
الوسط الشرقي	1	52,6
الوسط الغربي	1	52,6

## مرتكب التمييز

يرتكب نصف حالات التمييز المرصودة ممثلون.ات عن المؤسسات العمومية في الفضاء العام ووسائل النقل العمومي والحانات والمطاعم والمستشفيات. مثلا، تعرضت امرأتان متعايشتان مع فيروس نقص المناعة للوصم



من قبل موظفي صحة. كما تعرض شخصان إلى اعتداء لفظي من قبل أعوان شرطة إحداهما امرأة تم حرمانها من دخول إلى حانة بسبب لبسها للحجاب. كما تعرضت إلى الهرسة النفسية وتعد على حرية التعبير من قبل ممثلين. ات لمؤسسات عمومية عدة أثناء ندوة بسيدي بوزيد.

كما يعتب الأفراد مسؤولين عن عدة حالات تمييز في الفضاء العام فمثلا تعرض شخصان للاعتداء اللفظي والهرسة من قبل أفراد بسبب اعتناقهما للمسيحية.

كما تعرضت 3 ضحايا للتمييز والعنف اللفظي في الوسطين المدرسي والجامعي، شخصان بسبب السجل العدلي لفرد من أفراد العائلة وشخص بسبب مهنة الأم التي تعمل في حانة.

في الفضاء الخاص والعائلي، تم رصد حالتين تمييز. كما تم نبذ ضحية من قبل عائلة زوجها والسخرية منها على وسائل التواصل الاجتماعي من قبل أخت زوجها بسبب مظهرها الجسدي. كما تعرض شخص للهرسة والاضطهاد والعنف اللفظي والنفسي والجسدي واقتصادي من أفراد العائلة بسبب إحداهما.

في الوسط المهني، تم رصد حالتين من قبل زملاء/الزميلات فمثلا تم حرمان شخص من التوظيف بسبب المرض (الجذام).

كما تم رصد حالة تمييز ممارسة من قبل امرأة تم طردها من قبل مالك المسكن بسبب تواجد زوجها في السجن.

ملحوظة: بعض الحالات المرصودة فيها عدة أماكن ومرتكبين. ات.

القيمة	التردد	النسبة
شخص / أفراد	8	05
مؤسسة عمومية	4	52
الرفاق في المدرسة / الجامعة	3	57,81
زملاء العمل	2	5,21
ضباط الشرطة	2	5,21

تقرير حول تحليل البيانات حالات التمييز التي جمعتها أقطاب مرصد الدفاع عن الحق في الاختلاف جانفي - مارس

5,21	2	موظف صحة
5,21	2	العائلة
52,6	1	
52,6	1	المشغل/ة
52,6	1	الجيران
52,6	1	شريك / شريك سابق
52,6	1	حريف عامل/ة الجنس

## مكان التمييز

النسبة	التردد	القيمة
57,34	7	في مكان عام
52	4	في مكان خاص
52	4	في مدرسة / جامعة
5,21	2	بار / مقهى / مطعم
5,21	2	النقل العام
5,21	2	مستشفى

5,21	2	في مكان العمل
57,34	7	في مكان عام
00,52	4	في مكان خاص

## طبيعة وتأثير التمييز

أفاد جميع المستجوبين.ات بأنهم تعرضوا/تعرضن لإساءة لفظية. أفاد 57,34% من المعنئين.ات بالأمر أنهم.ن تعرضوا/تعرضن للعنف النفسي (7 حالات) كما تعرضت 7 ضحايا للهرسلة. تعرض قرابة ثلث المستجيبين.ات (5 على 61) للتهديد. كما تعرض ربع المستجيبين.ات للعنف الجسدي وهي نفس نسبة العنف الاقتصادي ب52% أي 4 حالات من أصل 61. تم طرد ضحية من المسكن وتم حرمان ضحية من التوظيف بسبب المرض في حين تم اضطهاد شخص وإحتجازه.ا من قبل العائلة بسبب الإلحاد والميل الجنسي.

القيمة	التردد	النسبة
لفظي	61	001
نفسي	7	57,34
هرسلة	7	57,34
جسدي	5	52,13
اقتصادي	4	52

52	4	طرد من المنزل
52,6	1	اضطهاد
52,6	1	إحتجاز
52,6	1	رفض التوظيف
52,6	1	أخر

### سوابق واستمرارية التمييز:

أفاد 57,86% من المعنيين.ات بالأمر (11 حالة على 61) أنهم.ن تعرضوا/تعرّضن لهذا النوع من التمييز من قبل. 52,18% (31 حالة على 61) يعتقدون/يعتقدن أن هذا التمييز مستمر.

### شهود العيان:

57,39% من المعنيين.ات بالأمر (51 حالة) أفادوا/أفدن أن شهودا كانوا حاضرين عند تعرّضهم.ن للتمييز أشارت 504 مستجيبين.ات أن شهودهم على استعداد للإدلاء بشهادتهم. رصد حالات التمييز

أبلغ أغلبية من المستجيبين.ات عن حالات التمييز لمنظمات المجتمع المدني: 9 حالات (52,65%) لمرصد الدفاع عن الحق في الاختلاف، 4 حالات (52%) لمنظمات غير حكومية، 2 للجمعية التونسية للوقاية الإيجابية و 1 لوكالة الخدمات المدنية الفرنسية. تم الإبلاغ عن حالة لأستاذة إحدى الضحايا وحالة لهياكل أخرى.

القيمة	التردد	النسبة
مرصد الدفاع عن الحق في الاختلاف	9	52,65
منظمات غير حكومية	4	00,52
الجمعية التونسية للوقاية الإيجابية	2	05,21
أستاذة إحدى الضحايا	1	52,6
وكالة الخدمة المدنية الفرنسية	1	52,6
هياكل أخرى	1	52,6

## التتبع القضائي:

3 من بين الحالات الـ 61 المرصودة، تقدمت شخص واحد بشكوى (مثلت القضية أمام المحكمة الابتدائية بجنوبية).  
 يفكر 5 أشخاص في القيام بذلك مستقبلا.  
 5 مستجيبين. ات يقبلون/يقبلن أن يقوم مرصد الدفاع عن الحق في الاختلاف (أو هيكل آخر) ببدء إجراءات قانونية باسمهن.  
 من بين الـ 61 الحالة المرصودة، تقدم شخصان بطلب لجوء. رفض شخصان الإجابة على هذا السؤال.

## الخدمات المقدمة :

تمتع 31 شخصا (أي 52,18% من المستجيبين. ات) بخدمة أو أكثر: 31 بخدمة إنصات، 6 بمساعدة قانونية، 4 باستشارة قانونية و 2 بمرافقة قضائية) و 4 بمتابعة نفسية.  
 كما تمتع 3 أشخاص بمساعدة اجتماعية و 2 بتدخل رقمي.

بالنسبة لـ 3 مستجيبين، لم يتم تقديم أية خدمة إثر تعرضهم للتمييز.

## نشر القضية إعلاميا

يقبل أكثر من ثلث المستجيبين، ات (57,73% أي 6 من أصل 61) فرضية أن يتم نشر قضاياهم إعلاميا دون ذكر الأسماء.



**تحليل بيانات التمييز/  
خطاب الكراهية على  
شبكات التواصل الاجتماعي**

تم الإبلاغ عن 01 حالات تمييز وخطاب كراهية على شبكات التواصل الاجتماعي إلى أقطاب مرصد الدفاع عن الحق في الاختلاف بين أكتوبر وديسمبر 2022. وتستند حالات التمييز المرصودة إلى العرق والجنسية والحالة المدنية والجنس وحتى حرية التعبير والحريات الفردية. يتمثل التمييز وخطاب الكراهية على وسائل التواصل الاجتماعي في منشورات ورسائل وتعليقات تحرض على الكراهية على وسائل التواصل الاجتماعي والتي تستند عادة إلى الجنس والعرق والجنسية وغالبا ما تنتهك الحريات الفردية وحرية التعبير. تستهدف الكراهية على وسائل التواصل الاجتماعي المجموعات بانتظام، لذا فإن عامل السن والموقع ليس ذا صلة بشكل عام.

### 1. الأشخاص / الضحايا المستهدفون. ات بخطاب الكراهية

من المهم ملاحظة أي الأشخاص المستهدفين. ات بهذا النوع من المنشورات في حالات التمييز على وسائل التواصل الاجتماعي. ونرى هنا أن 3 حالات تتعلق بأشخاص سود و3 تتعلق بالنساء. وتستهدف حاليان الرجال وتستهدف واحدة جميع الفئات. وبالتالي فإن نصف الحالات التي تم تحديدها تتعلق بالعرق/الجنسية والجنس.

### 2. أساس التمييز

ومن بين هذه الحالات ال 01، تتعلق 5 - أو نصف الحالات - بالعرق و3 بالجنسية. ومن أمثلة التمييز الإهانات ضد اللاعبين السود في فريق فرنسا أو رسائل الكراهية ضد الأفارقة من جنوب الصحراء الذين يعيشون في تونس وكذلك الجمعيات التي يرتبط عملها بالهجرة. واستهدف نوعان من المنشورات النساء وانتهك منشور واحد حقوق المرأة. وأخيرا، تستند حالة تمييز واحدة إلى الجهويات.

### 3. تقاطع التمييز

ومن بين الحالات التي تم تسجيلها، يتقاطع نصفها، على التوالي مع الجنس وحرية تكوين الجمعيات والعرق وحرية التعبير.



#### 4. مكان / مرتكب التمييز

ترتكب حالات التمييز بشكل رئيسي من قبل مجموعات من مستخدمي الإنترنت أو الأفراد. ويمكن أيضا مشاهدة مناشير الكراهية على صفحات المجموعات أو الأحزاب السياسية أو في الرسائل الخاصة. بعض الأشخاص الذين يتمتعون بسمعة كبيرة على وسائل التواصل (شخصية عامة، صفحة حزب) مسؤولون أيضا عن بعض التمييز. حتى أن بعض الصفحات يتم إنشاؤها لنقل رسائل الكراهية مثل تلك التي تهدف إلى الدفاع عن «القومية التونسية» التي يفترض أنها موهدة بالهجرة من جنوب الصحراء.

#### 5. رصد حالات التمييز

في هذه الحالة، يتم تقديم خدمات قليلة للضحايا. إذا كان المنشور التمييزي يتعلق بمجموعة من الأفراد - الذين ليس من الضروري الاتصال بهم، مثل اللاعبيين السود في فريق فرنسا - فإن مرصد الدفاع عن الحق في الاختلاف سيسعى إلى طلب الإجراءات القانونية أو الإبلاغ عن المنشورات بدلا من طلب المساعدة للضحايا. وفي حالة استهداف الأفراد على وجه التحديد، يجب أن يكون من الممكن الاتصال بالشخص المعني، وهو ما تم في مناسبتين فقط. ولم تقدم أي خدمات في كلتا الحالتين.

#### 6. المتابعة القضائية:

تم تقديم شكوى في قضية سندس، التي تعرضت للتهديد عبر الإنترنت ولتهديد جسدي بعد إعلانها أنها تخطط للزواج من رجلين، توضح قضيتها مخاطر الشبكات الاجتماعية وعواقبها، بما يتجاوز العنف الناجم عن الرسائل المنشورة على الإنترنت. يتم النظر في تقديم شكوى ل 05% من الحالات المدرجة.

## تقييم التحاليل- مرصد الدفاع عن الحق في الاختلاف بتونس

وفقاً لهذا التقرير الذي يعتمد على 372 حالة تم رصدها، تظل هناك صعوبات كثيرة فيما يتعلق بالحقوق والحريات الفردية على الصعيدين القانوني وتطبيق القوانين. وهو كذلك يُعيد طرح نفس الاستنتاجات والانتقادات التي وُجّهت من قبله، مشيراً إلى الوضع القانوني الهش للأشخاص ضحايا التمييز. لفهم هذه الأشكال من التمييز بشكل معمق، وخاصة تلك المتعلقة بحق التظاهر، من المهم أن نأخذ بعين الاعتبار السياق السياسي والإجراءات القمعية العديدة المتخذة ضد المجتمع المدني والصحفيين. إذ أن هذا له تأثير كبير على حق التظاهر وحرية التعبير والحقوق والحريات الفردية. بالإضافة إلى ذلك، فإن المجتمع المدني يندد بالتمييز المتزايد للأقليات والذي يساهم في تفاقم هشاشة وضعهم. إن الإجراءات والتدابير السياسية التي اتخذها قيس سعيد بعد 52 يوليو 2021 قد ساهمت في التضييق على فضاءات النقاش وحدت من إمكانية المجتمع المدني في التعبير عن المسائل المتعلقة بحقوق الإنسان. دون برلمان أو نقاش مجتمعي يصبح النضال من أجل تطوير التشريعات وتسييل الضوء على التمييز أكثر صعوبة.

رغم أنّها لا تدعي الشمولية، تتيح هذه التحليلات فهم اتجاهات التمييز على أساس الجندر؛ الانتماء الإثني / الجهة الجغرافية؛ العرق / الجنسية؛ الميل الجنسي والهوية الجندرية والتعبير الجندري والخصائص الجنسية (SCIGOS)، إضافة إلى الإعاقة، وغيرها. يتضمن هذا التقرير قسماً جديداً حول التمييز والكراهية على وسائل التواصل الاجتماعي. استناداً إلى نوع العنف الذي تعرضت له الضحايا، وعلى مرتكبي التمييز، والمتابعة القضائية لهم، والخدمات التي تقدمها منظمات غير حكومية، فمن الممكن وضع تقييم حسب فئة الأشخاص الذين يتعرضون للتمييز ومن ثم تقديم تقييم شامل.

## التقييم حسب الفئات: الجندر

تمثل النساء المتوافقات جندياً غالبية كبيرة من الضحايا المذكورين في القسم المتعلق بالعنف القائم على أساس الجندر. قدمت عدد من الرجال العابرين جندياً والنساء العابرات جندياً شهاداتهم، إضافة إلى رجال متوافقين جندياً وكويريين.ات وأشخاص لاثنايين.ات.

وقعت أغلب حالات العنف والتمييز المبلغ عنها - في ثلث الحالات - في الفضاء الخاص، من قبل العائلة و/أو الشريك.ة الحالي.ة أو السابق.ة، تليها تلك التي تحدث في الفضاء العام على يد مؤسسات عامة مختلفة (تمثيلية وسائل النقل العمومي، مستشفى عمومي، إلخ.) أو على يد أفراد. يأخذ العنف المبلغ عنه من قبل الضحايا عادة عدة أشكال: لفظي، نفسي، جسدي الخ. كما تم الإبلاغ عن التحرش الجنسي وحتى محاولة الاغتصاب والاعتصاب نفسه في عدة مناسبات خاصة من قبل النساء. بالإضافة إلى ذلك، تم الإبلاغ عن حالة اغتصاب في إطار الزواج، مما يشير إلى بداية وعي النساء بحقوقهن، وخاصة تلك المنصوص عليها في القانون رقم 85. في أكثر من ربع الحالات، يعاني الأفراد من هذا التمييز بشكل مستمر، مما يُسلط الضوء على طبيعته الهيكلية. وبالإضافة إلى ذلك، يقدم أقل من خمس الضحايا شكايات، مما يعكس الثقة المحدودة التي يولونها للنظام القضائي وتنفيذ القانون بشكل فعلي. استفادت الضحايا أساساً من الإنصات والمساعدة القانونية (استشارات قانونية مساعدات قضائية).

في معظم الحالات المسجلة، تعكس حالات العنف والتمييز الصعوبات التي تواجهها النساء في الوصول إلى حقوقهن الأساسية، وذلك بسبب التقليل من شأنهن ومكانتهن من قبل المجتمع والمؤسسات نفسها. هذا يدل على وجود نظام متجذر بعمق يعمل على استمرارية عدم المساواة بين الجنسين ويحد من تحقيق حقوقهن بالكامل.

الجدير بالذكر في هذا الإطار، أن ضابط شرطة منع سيده من دخول ملعب لحضور مباراة كرة قدم، وأن أخرى تعرضت للعنف الجسدي والنفسية من قبل زوجها لأنها أرادت الطلاق. سيده أخرى تعرضت للإيذاء من قبل شقيقها لنشرها محتوى نسوي، وأخرى تعرضت للتحرش من قبل سائق حافلة، كما أن فتاة قاصر تعرضت

للتحرش الجنسي من قبل والدها وحرمت أخرى من السكن، وفتعت أخرى من ممارسة مهنتها، إلخ.

## الجهة الجغرافية/العرق

على عكس التقرير السابق، معظم المعنيتين بالأمر الذين تعرضوا للتمييز على أساس الجهة الجغرافية/العرق هم من النساء، بعد أن عانوا بشكل أساسي من النزعة الجهوية. تم تسجيل معظم الحالات في الشمال الشرقي (تونس الكبرى) والوسط الشرقي (صفاقس والمهدية). تتقاطع غالبية حالات التمييز على أساس الجهة الجغرافية/العرق مع تمييز ثانٍ على أساس اللغة أو التوجه الجنسي أو الدين. على سبيل المثال، تعرض رجل للمضايقات من قبل ضابط شرطة بسبب ارتدائه قرطاً مع أنه أصيل مدينة سيدي بوزيد.

تقريباً نصف حالات التمييز المسجلة تم ارتكابها من قبل عناصر الشرطة في الأماكن العامة أو في مراكز الشرطة. جميع هذه الضحايا تعرضوا للعنف اللفظي بما يشمل من سخرية، تهكم أو إجراءات تثبت من الهوية تصل إلى حد التحرش. على سبيل المثال، قُبض على امرأة من قابس في تونس العاصمة من قبل ضابط شرطة اعتقد أنها مهاجرة من جنوب الصحراء وأخضعها لاستجواب كامل. وفي نفس السياق، أثناء تفتيش عادي في المهديّة، تعرض رجل من تطاوين للاستجواب وخطاب الكراهية من قبل ضابط شرطة.

في الفضاء العام، أفاد مستجوبون.ات آخرون أنهم تعرضوا للعنف اللفظي والنفسي من قبل الأفراد، الجيران أو المؤسسات العامة. كما تعرضت امرأة بشكل خاص للتحرش والاضطهاد بسبب استخدامها للغة الأمازيغية. سجلت خمس حالات التمييز في الوسط المهني: حيث تمت السخرية من الضحايا ومضايقتهم بسبب لهجاتهم. بالإضافة إلى ذلك، تلقت إحدى الضحايا تهديدات بالفصل إذا رفضت أداء مهام تخرج عن نطاق تدريبها.

على المستوى القضائي، لم يرغب أحد من المعنيتين.ات بالأمر في تقديم شكوى، مما يدل على عدم الثقة في الإجراءات القضائية لأن الشرطة نفسها مسؤولة عن عدة أشكال من التمييز. لذلك، فإن الضحايا يفضلون/تفضلن خدمة الإنصات ونشر القضية إعلامياً بدلاً عن الإجراءات القانونية.

## العرق / الجنسية

اكتسبت حملة الكراهية ضد أبناء الجالية القادمة من جنوب الصحراء والتي يقودها الحزب القومي منذ عام 2202 بدعم من عشرات الصفحات على فيسبوك، مصداقية أكبر لدى الرأي العام منذ أن تم دعمها والبيانات والخطابات الصادرة عن رئاسة الجمهورية في فبراير 2023. تنعكس نتائج هذه الحملة في عدد ونوع حالات التمييز التي سجلتها TD30 في الربع الأول من عام 2023. في الواقع، أكثر من نصف حالات التمييز الموثق من قبل TD30، من جميع الفئات، بشكل مباشر أو غير مباشر، تتعلق بأشخاص من جالية جنوب الصحراء.

وبالتالي، فيما يتعلق بالعرق / الجنسية، يشكل الأفراد من جنوب الصحراء أكبر عدد من الحالات المبلغ عنها لمجموعات TD30. على عكس التقرير السابق، تظهر الأرقام أن العديد من الأشخاص يتعرضون بشكل أساسي للتمييز على أساس جنسياتهم التي تتقاطع مع لون بشرتهم. تعتبر اللغة أو الهوية الجندرية من العوامل المتسببة في تفاقم هذا التمييز. يتم ارتكاب الغالبية العظمى من حالات التمييز من قبل الأفراد في الأماكن العامة أو على الإنترنت. وينعكس ذلك في انتشار خطاب الكراهية، الإساءة اللفظية، الاعتداء الجسدي والإيذاء النفسي. يليها التمييز المرتكب في إطار العمل، مع وجود عدد كبير من حالات الفصل التعسفي وبعض الأشخاص الذين ينددون بظروف عملهم غير اللائقة وروايتهم المتدنية. يمثل أيضًا أصحاب المنازل والجيران نسبة كبيرة من مرتكبي العنف ضد هاته الجالية؛ إذ تم طرد العديد من الأشخاص من منازلهم أو حتى تعرضوا للاعتداء في منازلهم. ممثلات المؤسسات العامة (ضباط الشرطة، موظفو الصحة، إلخ.) مسؤولون أيضًا عن عدد كبير من أشكال التمييز التي تم تحديدها والتي تتخذ بشكل أساسي أشكال العنف اللفظي والنفسي، الاعتقالات الجماعية، الاستجابات القاسية، ظروف الاحتجاز المؤسفة، ورفض تقديم العلاج، إلخ.

أقل من شخص واحد من بين عشرة قام / قامت بتقديم شكوى بعد تعرضه/ها للتمييز، مما يسلط الضوء على انعدام الثقة المشروع لدى الضحايا في الإجراءات القضائية. ومما يعزز عدم الثقة هذا حقيقة أن الشرطة نفسها مسؤولة عن عدة أعمال تمييزية، بينما تتحمل الدولة قسطا كبيرا من المسؤولية.

## الإعاقة

بالنسبة للأشخاص الذين يتعرضون/يتعرضن للتمييز بسبب حمل إعاقة، فإن التمييز الذي يعانون/يعانين منه يتعلق في المقام الأول بالأفراد الحاملين. ات لإعاقة حركية. مرة أخرى، يأتي التمييز قبل كل شيء من المؤسسات العمومية التي تعيق وصول الأشخاص ذوي الإعاقة إلى حقوقهم/الأساسية وترفض أحياناً تزويدهم/ن بالخدمات (الخدمات الإدارية، والمشاركة في المناظرات، واستيراد المركبات المناسبة، إلخ). يمثل العنف داخل الأسرة حُمس الحالات المسجلة ويتمثل، من بين عدة أمور أخرى، في منع الورثة من الحصول على ميراثهم. ويشار أيضاً إلى العنف في الوسط المهني والوسط التعليمي. و نخص بالذكر البنية التحتية والمباني غير الملائمة لاحتياجات الأشخاص الحاملين. ات لإعاقة ، والذين غالباً ما يُحرمون من الفرص المهنية أو التعليمية. ومثل بقية ضحايا التمييز على أساس الجندر والعرق والجنسية والهوية الجنسية والميل الجنسي، يؤكد/تؤكد المستجيبون. ات أن هذا النوع من التمييز مستمر ويقع بشكل متواصل، مما يؤكد الطبيعة النظامية لهذا النوع من العنف. يمثل/تمثل المستجيبون. ات الذين/اللواتي قدموا. ن شكاية أو يخط. و. ن لفعل ذلك نسبة ضئيلة. يبرز هذا عدم ثقة الأشخاص الحاملين. ات لإعاقة في العدالة رغم ترسانة قانونية داعمة نسبياً.

## الميل الجنسي والهوية الجندرية والتعبير الجندري والخصائص الجنسية

تم تسجيل ما يقدر ب 44 حالة تمييز على أساس الميل الجنسي والهوية الجندرية والتعبير الجندري والخصائص الجنسية. يشهد توزيع المعيّنين. ات بالأمر حسب الجندر والذي يشمل نسبة كبيرة من الرجال وغير الثنائيين. ات، وكويريين. ات ، ويمثلون 11.15 % من العينة. النساء العابرات جندريا والرجال المتوافقون جندريا ممثلون بقوة أيضاً، ويشكلون 98.82 % من الحالات. تمثل النساء المتوافقات جندريا العابرات جندريا 87.71 % من الحالات المدرجة.

وينبغي التأكيد على أن الأشخاص الذين يتعرضون للتمييز على أساس الميول الجنسي والهوية الجندرية والتعبير الجندري والخصائص الجنسية، يواجهون تمييزاً وتهميشاً أكثر وضوحاً عندما يكونون حاملين لفيروس نقص المناعة. لا يزال العنف في الفضاء العام يمارس عبر الأغلبية وينبع، على سبيل المثال، من الأفراد وسائقي سيارات الأجرة وممثلي المؤسسات العامة، مثل ضباط الشرطة. حيث أن ما يقارب عن واحد من كل أربعة أشخاص

تعرض للتمييز من جانب أحد أو عدة ضباط شرطة، ويتخذ هذا العنف أشكالًا مختلفة، ابتداء من العنف اللفظي والنفسي وصولاً إلى المضايقة والتهميد والابتزاز. حتى أن أحد الأشخاص تعرض/ت لملامسات جنسية من قبل أحد رجال الشرطة أثناء عملية تفتيش. عدة أشخاص آخرين لم يتمكنوا من تجديد جوازات سفرهم بسبب تعييرهم عن هويتهم الجندرية. تليها بعد ذلك حالات العنف في الوسط الأسري، والذي يؤثر على أكثر من واحد من كل ستة أشخاص ويتجلى غالباً في العنف اللفظي والجسدي والنفسي والاقتصادي، ويصل إلى التحرش والتهديدات. كما يزعم العديد من الضحايا أنهم شعروا بعد هذا العنف بالاضطهاد واضطروا إلى الفرار من منزل الأسرة. كما نذكر العنف الذي يحدث في الأوساط المهنية والمدرسية والجامعية بالإضافة إلى العنف الذي يصدر عن أصحاب المنازل والجيران.

علاوة على ذلك، من بين مجموع الحالات الـ 44، ثلاثة أرباع الأشخاص أفادوا بأن التمييز مستمر بمرور الوقت، مما يؤكد الطبيعة النظامية لهذا العنف ويؤكد هشاشة هاته الفئات السكانية. فيما يتعلق بالدعم القانوني والمتابعة القضائية، تلجأ الغالبية العظمى من الناس إلى المنظمات غير الحكومية، وهو أمر ليس مفاجئاً نظراً للإطار القانوني الذي يجرم المثلية الجنسية. ومع ذلك، قد تقدم شخص واحد بشكوى ومن المتوقع أن يقدم 5 أشخاص آخرين شكوى في وقت لاحق.

## التقرير الشامل:

- كما جاء في التقرير السابق، تظهر هذه التحليلات أن الإطار القانوني الموجود في تونس غير كافية لحماية الأفراد من التمييز. يمثل التمييز على أساس الجندر أو العرق/الجنسية أكثر أنواع التمييز المرصودة رغم وجود القانون رقم 8102-05 المؤرخ في 32 أكتوبر المتعلق بالقضاء على التمييز العرقي. يظهر العدد المتدني للشكايات المزمع تقديمها ضعف الثقة في العدالة. يمكننا أن نفترض أن هذا الوضع سيزداد تدهوراً.

تظهر التقارير أيضاً نواقص المؤسسات العمومية ولا سيما تلك التي تختبرها ضحايا التمييز على أساس حمل إعاقه. هذه الهياكل هي أول من مارس التمييز ضد هذه الفئة من السكان في حين أنه من المفترض أن تلبى احتياجاتهم. هذا واضح بشكل خاص في وقت الانتخابات، وهو حدث متوقع: إذ شهد العديد من المعنيين ات

بالأمر المنع من ممارسة حقهم.ن في التصويت.

- في رصد التمييز، تعتبر المنظمات غير الحكومية هيكل الانصات الأساسي للأشخاص الذين تعرضوا للتمييز. يعتني المرصد بتحسين الرعاية المقدمة للضحايا بدءا بالمقابلة. يتم التأكد من رضا الضحية بشكل آلي؛ كما تم وضع حزمة من الممارسات الفضلى من قبل المرصد الذي يلعب دورا أكثر إيجابية في الاجراءات المتخذة لاحقا. بالنسبة لل682 حالة في هذا التقرير، تم اقتراح تقديم شكاية أو نشر القضية إعلاميا باسم الضحية بشكل آلي على كل الضحايا، دون ذكر الأسماء طبعاً. هذا النوع من الإجراءات من شأنه حماية الضحايا الذين/اللواتي يكونون/يكن في وضعية هشة سلفاً بسبب التمييز المسلط عليهم من مسار صعب ومؤلم، وإيجاد طرق أخرى للدفاع عنهم بالنشر للرأي العام مثلاً. في هذا السياق، تم التكفل بالرعاية النفسية والاجتماعية والطبية والقانونية من قبل أعضاء الشبكة مثل محامون بلا حدود، دمج، والجمعية التونسية للوقاية الإيجابية. لكن يجب التنويه أنه لم يتم التكفل بعدد الأشخاص؛ ومن المهم دراسة ما إن كان ذلك بسبب قصور في الخدمات المقدمة أو بسبب رغبة الضحايا.



## توصيات

### توصيات للمؤسسات التونسية:

- نظرا للسياق السياسي المضطرب والمشهد المؤسساتي المعاد تشكيله، تعتمد هذه التوصيات قبل كل شيء على حسن نية رئاسة الجمهورية التي تتمتع بسلطة مهيمنة في إطار الدستور الجديد.
- يجب مراجعة القانون عدد 6 لسنة 2004 والذي يجرم الدخول والخروج غير النظاميين من وإلى التراب التونسي والذي يفرض عقوبات صارمة على الإقامة غير النظامية التي لم يتم تحديد سقف لها إلا مؤخرا. كما يجب وضع إطار قانوني للهجرة يحترم الحقوق الأساسية. هذا القانون، كغيره من القوانين، يعود لفترة حكم بن علي الاستبدادية.
- ضمان التحقيق في جميع مزاعم التعذيب والعنف التي ارتكبتها قوات الأمن أثناء المظاهرات بشكل نزيه وسريع وجدّي ومستقل !
- التطبيق الصارم للضمانات الأساسية للموقوفين.ات المنصوص عليها في القانون رقم (5) لسنة 2016 .
  - ضمان تنفيذ القانون رقم 2017-58 بشأن القضاء على العنف ضد النساء !
  - ضمان تنفيذ القانون رقم 50-2018 المؤرخ 23 أكتوبر 2018 بشأن القضاء على جميع أشكال التمييز العنصري:
- اعتماد مشروع قانون المساواة في الميراث المقدم منذ 2018 !
  - إنشاء المحكمة الدستورية التي يجب أن تضمن قيامها بدورها الكامل في حماية الحقوق والحريات وإنشاء قانون قضائي جريء يحترم حقوق الإنسان !
  - على المشرع الجديد أن يحرص على صيانة القوانين التي تحمي الحقوق والحريات واقتراح واعتماد نصوص تضمن هذه الحقوق والحريات ، استمرارا لروح دستور 2014 !
  - مواهمة القوانين مع المواثيق الدولية لحقوق الإنسان المصادق عليها !
  - الرجوع إلى توصيات لجنة الحريات الفردية والمساواة وكذلك تلك الواردة في تقرير هيئة الحقيقة والكرامة في صياغة القوانين المتعلقة بحماية وتعزيز الحريات الفردية !
  - إلغاء المادة 230 ووقف جميع أشكال تجريم مجتمع الميم-عين !

- تطوير واعتماد سياسة جنائية تحترم كونيّة حقوق الإنسان بالتعاون الوثيق بين المؤسسات العموميّة المختصة والمجتمع المدني، والتحديد الواضح للمسؤولية والمساءلة لمختلف الروابط في سلسلة إدارة وتنفيذ السياسة المذكورة ؛
- اعتماد الآليات اللازمة لتنفيذ قوانين مكافحة التمييز (مثل القانون رقم 50-2018 المؤرخ 23 أكتوبر 2018 بشأن القضاء على جميع أشكال التمييز العنصري وكذلك القانون الأساسي رقم 58-2017 الصادر في أوت. 11 ، 2017 بشأن القضاء على العنف ضد النساء): تفعيل مرسوم اللجنة الوطنية لمكافحة التمييز العنصري ؛ حصص تدريبية للوحدات المتخصصة للتحقيق في جرائم العنف ضد المرأة وكذلك للقضاة ؛
- تضمين البرامج التعليمية على جميع المستويات بمكونات تتعلق بالصحة والحقوق الجسدية والجنسية والإنجابية ، والمسائل الجنسية والحق في الاختلاف ؛ - إنشاء وحدات مراقبة من قبل الدولة بالشراكة مع المجتمع المدني على غرار مراكز توثيق مرصد الدفاع عن الحق في الاختلاف للإبلاغ عن التمييز وضمان المتابعة اللازمة ؛
- دعم الحق في حرية الدين أو المعتقد من أجل جعل الممارسة متوافقة مع الأحكام الدستورية ومع المادة 18 من العهد الدولي الخاص بالحقوق المدنية والسياسية ، ولا سيما من خلال الاعتراف بمجموعات مثل البهائيين ، وكذلك الحق في عدم ممارسة أي دين أو تغييره ؛
- المصادقة على الاتفاقية الدولية لحماية حقوق جميع العمال.ات المهاجرين.ات وأفراد أسرهم وضمان ظروف معيشية كريمة ؛
- تعديل القانون رقم 83-2005 لا سيما من خلال تضمين تعريف الإعاقة الوارد في الاتفاقية الدولية لحقوق الأشخاص الحاملين.ات الإعاقة.

## توصيات للمجتمع المدني:

- يجب على المجتمع المدني أن يضاعف جهوده ويقظته في مواجهة دستور 2022 الجديد لمجابهة تهديدات الانحدار ذات العواقب الوخيمة.
- الدعوة لإحداث قوة ضغط على تونس، إقليميًا ودوليًا، حتى تفي الدولة بالتزاماتها الدولية في مجال حقوق الإنسان وتحترمها
- مرافقة المؤسسات الجديدة في توليها السلطة / الوظيفة بحيث يتم ذلك بشكل مستقل عن السلطة التنفيذية مع الاحترام الكامل للحقوق والحريات ؛
- توجيه أعمال التوعية وبناء القدرات نحو الطبقة السياسية الجديدة للمساعدة في إضفاء قيم حقوق الإنسان عليها ؛
- ضمان إدراج المستفيدين،ات من خدمات الجمعيات (الاجتماعية ، القانونية ، المساعدة النفسية ، إلخ) كشركاء/شريكات مباشرين،ات وفاعلين،ات في تطوير المشاريع لصالحهم وفي تنفيذ مختلف أنشطة المجتمع المدني.
- دمج التمكين القانوني للمستفيدين،ات كهدف أساسي إلى جانب بناء قدرات مختلف الفاعلين والفاعلات في المجتمع المدني، فمعرفة قوانين مكافحة التمييز وضمن آليات الحماية يمكن أن يعيد ثقة أولئك الذين/اللاتي يتعرضون/يتعرضن للتمييز في نظام العدالة وهو ما من شأنه أن يعزز الإرادة في السعي لتحقيق العدالة ؛
- الرجوع إلى الآليات الدولية لحقوق الإنسان ، مثل المراجعة الدورية الشاملة لمعرفة مدى احترام الدولة التونسية لالتزاماتها الدولية في مجال حقوق الإنسان.

تقرير حول تحليل البيانات حالات التمييز التي جمعتها أقطاب مرصد الدفاع عن الحق في الاختلاف جانفي - مارس

